

Université de Montréal

Les mouvements sociaux transnationaux des peuples autochtones au Guatemala
et l'exercice de leur influence

par
Mélanie Connelly

Département de science politique
Faculté des Arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de Maître ès sciences (M. Sc.)
en science politique

juillet 2006

© Mélanie Connelly, 2006



JA

39

US4

2006

v.019

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

IDENTIFICATION DU JURY

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

Les mouvements sociaux transnationaux des peuples autochtones au Guatemala
et l'exercice de leur influence

présenté par :

Mélanie Connelly

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Jean-Philippe Thérien,
président-rapporteur

Dominique Caouette,
directeur de recherche

Graciela Ducatzenzeiler,
membre du jury

SOMMAIRE

Ce mémoire de maîtrise porte sur les mouvements sociaux des peuples autochtones qui se sont transnationalisés afin d'exercer leur influence sur les organisations internationales et les politiques étatiques. Plus précisément, une étude de cas de trois mouvements sociaux transnationaux/transnationalisés des peuples autochtones (MSTPA) du Guatemala est réalisée afin d'évaluer leur impact sur les politiques domestiques et internationales.

L'approche constructiviste sous-tend l'argumentaire du mémoire, élaboré à partir du modèle de boomerang de Margaret Keck et Kathryn Sikkink. Au niveau international, la fin de la guerre froide, la « troisième vague » de démocratisation et la mondialisation posent les conditions propices à la transnationalisation des mouvements autochtones alors qu'au Guatemala, une fenêtre d'opportunité s'ouvre grâce aux négociations entreprises afin de mettre un terme au conflit civil (1960-1996).

L'étude de trois MSTPA du Guatemala, *Defensoría Maya* (Défense Maya), *Majawil Q'ij* (Nouvelle aurore) et CONAVIGUA (Coordination nationale des veuves du Guatemala) révèle qu'ils ont profité de cette conjoncture pour s'organiser autour de l'identité autochtone et développer un répertoire transnational d'action collective. Le modèle de boomerang, qui détaille l'exercice de l'influence des MSTPA, montre que le détour par l'arène transnationale se traduit par des changements destinés à s'adresser aux politiques autochtones au sein d'organisations internationales comme l'OÉA et l'ONU. Cependant, plus les MSTPA s'approchent de l'État du Guatemala, plus il leur est difficile d'exercer leur influence. Les changements dans les comportements de l'État et la mise en œuvre des transformations politiques négociées sont donc limités.

Mots clés : mouvement social transnational/transnationalisé, répertoire d'action collective, politiques autochtones, Guatemala et identité.

ABSTRACT

This master's thesis addresses the transnationalisation of indigenous people's social movements as a process by which the influence of indigenous people on international organizations and their state's policies can be increased. This is done through a case study of three transnational/transnationalized indigenous people's social movements (TIPSM) from Guatemala in order to evaluate how the transnationalization of these movements helped them impact international and domestic politics.

This paper takes a constructivist approach, based on Margaret Keck and Kathryn Sikkink's boomerang pattern. Favourable conditions for transnationalization of Guatemala's indigenous movements were created at the local level by the peace negotiations held to end the civil war (1960-1996). While at the international level, the end of the Cold War, the third wave of democratization and globalization contributed to the creation of a favourable context for the advancement of indigenous political objectives.

Three case studies from Guatemala, the *Defensoría Maya* (Mayan Defence), the *Majawil Q'ij* (New Dawn) and the CONAVIGUA (National Coordination of Guatemalan Widows), reveal that the international context allowed these IPTSM to build on their indigenous identity and develop a transnational collective action *répertoire*. The boomerang pattern details how the IPTSM exercise their influence and shows that the transnational politics of the IPTSM leads to political changes in international organizations such as the OAS and the U.N., and subsequently in the Guatemalan State. However, the IPTSM relation to the state remains problematic and their ability to influence the government's behaviour or to implement the negotiated changes is limited.

Keywords : Transnational/transnationalized social movement, indigenous politics, Guatemala, collective action *répertoire* and identity.

TABLE DES MATIÈRES

Identification du Jury	i
Sommaire	ii
Abstract	iii
Table des matières	iv
Liste des sigles	vi
Table des schémas	vii
Table des images	viii
Remerciements	ix
Introduction	1
Chapitre 1 : Fondements théoriques et méthode de recherche	8
<i>1.1. Revue de la littérature</i>	9
1.1.1. L'émergence de nouveaux acteurs en relations internationales	9
1.1.2. Le constructivisme, une approche théorique appropriée pour comprendre les MST?	13
1.1.3. Théorisation des MST : L'influence des MST des peuples autochtones	18
<i>1.2. Cadre théorique</i>	19
1.2.1. Hypothèse et question de recherche	19
1.2.2. Grille d'analyse de Keck et Sikkink	19
1.2.3. Les réseaux d'activistes transnationaux et les mouvements sociaux transnationaux : des acteurs transnationaux de la même famille	21
1.2.4. Méthodologie	23
Chapitre 2 : L'émergence des MST des peuples autochtones au Guatemala	25
<i>2.1. Le modèle de boomerang : une explication théorique à la transnationalisation des acteurs</i>	25
<i>2.2. L'émergence des MST : un contexte international particulier</i>	27
<i>2.3. Un contexte interne fermé et hostile à la formation de la société civile</i>	30
2.3.1. Un vent de renouveau	31
2.3.2. Retour à la case départ	33
2.3.3. Le début d'une conscientisation autochtone	35
Chapitre 3 : Le répertoire d'action collective des MSTPA au Guatemala	42
<i>3.1. Le modèle de boomerang</i>	42
<i>3.2. Defensoria Maya</i>	44
3.2.1. Stratégie d'information	46
3.2.2. Stratégie symbolique	49
3.2.3. Stratégie de levier	51
3.2.4. Stratégie d'imputabilité	53
<i>3.3. Majawil Q'ij</i>	54
3.3.1. Stratégie d'information	55
3.3.2. Stratégie symbolique	57

3.3.3. Stratégie de levier	59
3.3.4. Stratégie d'imputabilité	60
3.4. <i>CONAVIGUA : « Viva la Lucha por la Paz, Por la Dignidad y Unidad de la Mujer »</i>	61
3.4.1. Stratégie d'information	63
3.4.2. Stratégie symbolique	66
3.4.3. Stratégie de levier	69
3.4.4. Stratégie d'imputabilité	71
Chapitre 4 : Le modèle de boomerang : l'influence des MSTPA au Guatemala et sur les organisations internationales	76
4.1. <i>Création de l'enjeu et mise à l'agenda international</i>	77
4.2. <i>Changements dans les discours des acteurs</i>	82
4.2.1. Le discours des MSTPA	83
4.2.2. Entre déni et conciliation : le discours du gouvernement du Guatemala	85
4.2.3. Le discours des organisations internationales	87
4.3. <i>Changements dans les procédures institutionnelles : concessions tactiques et libéralisation contrôlée</i>	91
4.4. <i>Changements des politiques des acteurs ciblés : institutionnalisation des normes internationales au niveau domestique</i>	98
4.5. <i>Changement du comportement des États et des acteurs non-Étatiques : mise en œuvre des politiques autochtones</i>	104
<i>Synthèse</i>	113
Conclusion	117
Bibliographie	124
Annexe 1 : Liste des organisations guatémaltèques, par Peace Brigades International	139

LISTE DES SIGLES

ASC	Assemblée de la société civile (<i>Asamblea de la sociedad civil</i>)
ANN	Alliance nouvelle nation (<i>Alianza Nueva Nación</i>)
CALDH	Centre pour l'action légale en droits humains (<i>Centro para la Acción Legal en Derechos Humanos</i>)
CEH	Commission d'éclaircissement historique (<i>Comisión de esclarecimiento histórico</i>)
CERJ	Conseil des communautés ethniques Runujel Junam (<i>Consejo de Comunidades Étnicas Runujel Junam</i>)
CITI	Conseil international des Traités indiens (<i>Consejo Internacional de Tratados Indios</i>)
COMG	Conseil des Organisations Mayas du Guatemala (<i>Consejo de organizaciones mayas de Guatemala</i>)
CONAVIGUA	Coordination nationale des veuves du Guatemala (<i>Coordinadora Nacional de Viudas de Guatemala</i>)
CONIC	Coordination nationale autochtone et paysanne (<i>Coordinadora Nacional Indígena y Campesina</i>)
COPMAGUA	(<i>Sajb'ichil</i> en maya) Coordination des organisations du peuple maya du Guatemala (<i>Coordinación de Organizaciones del Pueblo Maya de Guatemala</i>)
CUC	Comité d'unité autochtone (<i>Comité de Unidad Campesina</i>)
DEMA	Défense Maya (<i>Defensoría Maya</i>)
FAMDEGUA	Association guatémaltèque des familles de détenus/disparus (<i>Asociación de Familiares de Detenidos-Desaparecidos de Guatemala</i>)
FDNG	Front démocratique Nouveau Guatemala (<i>Frente Democrático Nueva Guatemala</i>)
FHRG	Foundation for Human Rights in Guatemala
GAM	Groupe d'appui mutuel (<i>Grupo de Apoyo Mutual</i>)
IUCM	Instance maya d'unité et de consensus (<i>Instancia de Unidad y Consenso Maya</i>)
MST	mouvement social transnational/transnationalisé
MSTPA	mouvement social transnational/transnationalisé des peuples autochtones
OÉA	Organisation des États Américains
ONU	Organisation des Nations Unies
PAC	Patrouilles d'auto-défense civile
PAQG	Projet d'Accompagnement Québec-Guatemala
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RAT	Réseau d'activistes transnationaux (TAN: transnational advocacy network)
REMHI	Projet interdiocèse de récupération de la mémoire historique (<i>Proyecto Interdiocesano de Recuperación de la Memoria Histórica</i>)
URNG	Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (<i>Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca</i>)

TABLE DES SCHÉMAS

Schéma 1 : Modèle de boomerang	26
--------------------------------	----

TABLE DES IMAGES

Image 1 : Logo de Majawil Q'ij	58
--------------------------------	----

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce mémoire n'aurait pas été possible sans les mots d'encouragements, les commentaires et les corrections de Dominique Caouette, mon directeur de recherche. Merci de m'avoir dirigée tout au long de mes études et de m'avoir outillée pour la prochaine aventure.

Je tiens à remercier Renée Leclerc. Vous m'avez offert des ressources inespérées en plus d'une oreille attentive. Vous êtes mon plus beau souvenir de l'UdeM.

Ce mémoire n'aurait pas eu la même saveur sans le soutien de mes collègues et amis, grâce auxquels j'ai gardé une fenêtre ouverte sur le monde extérieur. Merci Émilie, Catherine et Paloma (qui ont corrigé des extraits de ce mémoire), Félix, Julie, Brian, Fabrice, Marie-Sara, Julie et à tous les autres que je n'oublie pas.

La poursuite de mes études universitaires a pu se réaliser grâce au soutien moral et financier de mes parents, Ken et Louise, qui ont toujours cru en moi et qui m'ont poussée à me dépasser. Vous m'avez enseigné la persévérance et l'amour du travail bien fait, des qualités qui m'ont permises d'aller jusqu'au bout de ce chapitre de ma vie. Merci à ma (petite!) sœur qui s'envole à son tour dans une grande aventure, à Jojo, Mario, Simon, Geneviève, Ariane et Stéphane d'embellir ma vie à chaque instant.

Finalement, les remerciements ultimes sont dédiés à Mathieu, qui m'a encouragée, supportée et aimée dans les bons moments comme dans les périodes difficiles. Je garde des souvenirs extraordinaires de nos marathons de lecture, de nos nuits blanches d'écriture, de nos questionnements sans fin et de nos discussions enflammées. Nous avons entrepris nos études supérieures en même temps que la vie à deux, un double défi relevé avec brio. Cette période de ma vie est marquée à jamais par la magie de ces instants partagés avec toi. Merci!

À Carine, Denis et Gilles, vous qui avez choisi un autre chemin. Vous me donnez maintenant la force de poursuivre mes rêves...

INTRODUCTION

Les mouvements sociaux transnationaux/transnationalisés¹ (MST) sont entrés en science politique par la porte de service, le paradigme stato-centré dominant en relations internationales minimisant leur intérêt et leur importance dans la sphère politique. Avec la fin de la Guerre froide, leur présence et leurs actions dans l'arène internationale ont attiré l'attention des théoriciens des relations internationales tout comme ceux des mouvements sociaux. Pour comprendre ce nouvel objet d'études dans son ensemble comme dans ses particularités, certains ont choisi de renouveler les concepts, alors que d'autres ont développé de nouveaux cadres théoriques. Fait intéressant, la littérature regroupe deux domaines distincts de la science politique, les mouvements sociaux transnationaux s'insérant à la fois dans les théories des mouvements sociaux et les théories des relations internationales. Si les théories apportent parfois des explications contradictoires, elles sont toutefois souvent complémentaires et permettent aux chercheurs de ces branches de collaborer et d'entretenir un débat riche de ses origines mixtes. Ces efforts de théorisation ont permis de mieux saisir l'articulation de ces nouveaux acteurs et de dégager de nouvelles pistes de réflexion pour appréhender les enjeux actuels des relations internationales.

Ce mémoire se concentre sur les mouvements sociaux transnationaux/transnationalisés (MST) des peuples autochtones, plus particulièrement l'exercice de leur influence sur l'État du Guatemala. C'est en étudiant le conflit civil (1960-1996) et sa résolution que mon attention a été attirée sur ce nouveau type d'acteur. Si leur influence est perceptible au niveau global par la mise à l'agenda international de plusieurs enjeux autochtones et par l'accès à des tribunes de plus en plus nombreuses et prestigieuses, il n'en demeure pas moins que les États demeurent les agents de changements directs les plus importants. Même si la souveraineté étatique semble s'effriter progressivement, ce sont les législations nationales qui déterminent en grande partie la condition autochtone propre à chaque État. Par exemple, c'est habituellement sous la coupole nationale que la citoyenneté, l'éducation et la gestion des ressources

¹ Les termes mouvement social transnational et mouvement social transnationalisé seront utilisés de façon interchangeable.

naturelles prennent forme. Ces législations sont souvent décriées par les peuples autochtones d'Amérique latine parce qu'unilatérales, inéquitables et mises en place sans consultation populaire. Elles tendent à perpétuer les inégalités sociales à l'origine de la mobilisation des peuples autochtones.

La présente étude s'intéresse aux effets des mouvements sociaux transnationalisés des peuples autochtones non pas uniquement à l'échelle internationale ou transnationale, mais surtout au niveau domestique. Les relations transnationales qu'ils entretiennent seront donc scrutées afin d'évaluer leur impact sur les organisations internationales et en particulier sur la politique domestique. L'étude de cas portera sur l'exercice de l'influence de trois MST du Guatemala, *Defensoría Maya* (Défense Maya), *Majawil Q'ij* (Nouvelle aurore) et CONAVIGUA (Coordination nationale des veuves du Guatemala) sur les politiques du gouvernement du Guatemala et leur mise en œuvre suite à la signature des Accords de paix. Il sera plus précisément question de la manière dont ces mouvements sociaux nationaux se sont transnationalisés et participent à la construction de l'espace politique citoyen à travers la construction de l'identité autochtone. Ce sera à partir d'analyses sur les changements et les continuités observés dans les politiques nationales liées aux revendications autochtones des trois MST que l'argumentation du mémoire sera étayée.

Le Guatemala constitue l'un des rares États où la population autochtone forme la majorité de la population, soit environ 63%. Malgré tout, elle a été historiquement exclue et marginalisée par la minorité ladino². Le contexte actuel laisse cependant croire

² La population guatémaltèque est composée de trois groupes distincts : les autochtones, les ladinos et les garifúñas. Les autochtones composent environ 60% de la population totale, alors que les garifúñas, qui sont d'origine africaine, comptent pour 3%. Le reste est formé de ladinos; cette catégorie désigne l'ensemble des non-autochtones, et inclus les métisses et descendants d'immigrants européens. Il faut dire que ces chiffres demeurent approximatifs, le pourcentage de la population autochtone au Guatemala faisant l'objet de spéculations au sein de la communauté scientifique. Une majorité d'auteurs (François Audet, Deborah Yashar, Alison Brysk), incluant les chercheurs et intellectuels mayas, s'accordent pour dire que les peuples autochtones constituent environ 60% de la population totale. Cependant, d'autres affirment que la population autochtone est fortement sur-estimée, allant jusqu'à la réduire à une minorité au sein de la majorité ladino. Selon l'Institut national de la statistique, la proportion d'autochtones a progressivement diminué depuis au cours du siècle dernier pour atteindre 41,9% en 1981 et 41,86% en 1987 (INE, *Encuesta nacional sociodemografica*). Cette sous-estimation vise à donner moins de poids aux réclamations formulées par les peuples autochtones et à les délégitimer. Les données démographiques du pays tendent plutôt à donner raison au premier groupe, même si elles sont un peu désuètes. À partir des résultats du recensement de 1989, la COPREDEH, la Commission présidentielle de coordination de la

que des changements peuvent se produire, la transition démocratique en cours, la fin de la guerre et la réconciliation sociétale constituant des fenêtres d'opportunité politique inégalées. C'est dans cette optique que l'étude proposée s'avère des plus pertinentes, même si les premières vagues d'activisme autochtone ont davantage mis d'autres groupes autochtones sous les feux de la rampe, comme ceux vivant aux affluents de l'Amazone. Il n'en demeure pas moins que le Guatemala est particulier d'une part à cause de la proportion importante de la population autochtone, et d'autre part en raison du contexte de réconciliation sociétale en cours.

Hypothèse

L'objectif de ce mémoire est de comprendre dans quelle mesure les mouvements sociaux transnationaux des peuples autochtones exercent leur influence sur les divers niveaux de politiques. L'angle spécifique de la recherche est novateur, car peu de travaux ont étudié conjointement les MST des peuples autochtones et l'exercice de leur influence.

La présente étude propose que les MST des peuples autochtones réussissent à laisser leur empreinte sur les organisations internationales et sur la politique nationale guatémaltèque par leur participation à la construction de l'identité autochtone et leur implication dans les transformations politiques qui sont en cours.

L'identité est un concept central de la recherche pour plusieurs raisons. Dans sa définition des MST, Alison Brysk explique que les mouvements autochtones diffèrent notamment des autres formes d'organisations transnationales par leurs identités

politique du pouvoir exécutif en matière de droits de l'homme (*Comisión Presidencial Coordinadora de la Política del Ejecutivo en Materia de Derechos Humanos*) indiquait qu'à l'époque, sur une population de 8,6 millions de personnes, 5,4 millions étaient autochtones, soit 63%. En 1998, la population totale du Guatemala était estimée à 10,8 millions d'habitants, sans que soient réévaluées les proportions respectives des groupes composant la population. François Audet, « Le Guatemala : cette paix qui n'en est pas une », (*Observatoire des Amériques*, Chronique 03-07, juin 2003) En ligne. <http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/Chro_0307_Guatemala.pdf> (page consultée le 21 janvier 2005). Alison Brysk, *From Tribal Village to Global Village: Indian Rights and International Relations in Latin America* (Stanford : Stanford University Press, 2000), 6. Deborah J. Yashar, « Indigenous Protest and Democracy in Latin America », dans Jorge I. Domínguez et Abraham Lowenthal, dir., *Constructing Democratic Governance : Latin America and the Caribbean in the 1990s, Themes and Issues* (Baltimore : John Hopkins University Press, 1996), 92. INE (*Instituto Nacional de Estadística*), *Encuesta nacional sociodemográfica 1986-1987*, vol. 3, fascicule 1, (Guatemala Ciudad, Guatemala : INE, 1988), 143.

collectives, qui forment la base des mouvements et les catalysent vers des buts communs. Trois autres caractéristiques sont propres aux MST : des objectifs basés sur des principes universels, une orientation politique particulière et l'usage de mobilisations comme action collective, afin de remodeler les politiques étatiques plutôt que détenir le pouvoir politique³. Sa définition des MST des peuples autochtones se base ainsi sur celle des mouvements sociaux : dans les deux cas, les membres développent des identités communes à partir des valeurs et des idées qu'ils partagent. Par contre, les MST se distinguent des mouvements sociaux par leur niveau varié mais généralement élevé de liens et de coordinations transnationaux. Ils poursuivent leur objectif au-delà des niveaux local et national pour transposer le débat dans l'espace transnational, généralement parce que des groupes provenant de plusieurs États rencontrent des difficultés semblables et que les États en question n'offrent pas de réponse ou de changement satisfaisant pour les parties en cause.

Les MST des peuples autochtones sont donc créées à partir de l'identité autochtone et s'articulent autour d'elle, comme le montrent les actions collectives et les revendications pour la reconnaissance et le respect. Ces mêmes actions contribuent également à la construction de l'identité autochtone, tout comme à la formation de nouveaux cadres cognitifs⁴ de compréhension. Les normes, les valeurs et les idées véhiculées dans les discours des MST des peuples autochtones participent à la construction de cette identité, dont découlent les intérêts et donc les revendications subséquentes. L'identité joue également un rôle-clé dans la réconciliation sociétale, plus précisément dans l'engagement des parties pour une harmonie future. La signature de *l'Accord sur l'identité et les droits des peuples autochtones* en 1995 a ouvert la voie à des changements importants, toujours attendus par la société civile et la population autochtone guatémaltèque. Le processus de réconciliation sociétale se trouve actuellement bloqué, car l'intégration de la population autochtone, nécessaire à la poursuite de projets de société communs, reste limitée. Si plus de la moitié de la population demeure marginalisée et exclue du processus politique, il devient très ardu

³ Brysk, *From Tribal Village to Global Village*, 33-36.

⁴ Robert O'Brien, Anne Marie Goetz, Jan Aart Scholte et Marc Williams, *Contesting Global Governance : Multilateral Institutions and Global Social Movements*, (Cambridge : Cambridge University Press, 2000), 47.

de consolider la transition démocratique et de poursuivre des buts et des idéaux communs profitant à l'ensemble de la société.

L'influence des MST des peuples autochtones sur la construction de l'identité autochtone guatémaltèque par la promotion d'idées, de normes et de règles⁵ et ses impacts sur les politiques étatiques de réconciliation sera étudiée avec la grille d'analyse que Margaret Keck et Kathryn Sikkink ont appliquée dans leur ouvrage *Activists Beyond Borders. Advocacy Networks in International Politics*⁶. Cette grille permet d'explorer plusieurs dimensions des MST et de poser un regard critique sur leurs activités aux Guatemala. Pour ce faire, la genèse des Accords de paix, de même que l'application des dispositions destinées spécifiquement aux autochtones, seront mises en relation avec le travail et les revendications des MST des peuples autochtones au Guatemala, afin d'établir dans quelle mesure leur influence s'est faite sentir.

Plan du mémoire

L'argumentaire sera élaboré en quatre étapes. Le premier chapitre débute par une revue de la littérature afin de recenser les pistes de réflexion abordées par les auteurs et chercheurs sur les nouveaux acteurs transnationaux, et plus précisément sur les mouvements sociaux transnationaux des peuples autochtones. Pour ce faire, une critique des écoles théoriques dites « classiques » et « néo-classiques » précède la section dédiée à l'approche constructiviste, qui a été retenue pour les fins de la recherche. Une brève théorisation des mouvements sociaux transnationaux et des acteurs transnationaux suit la présentation du cadre théorique. Ce tour d'horizon a pour objectif de recadrer les conséquences des MST des peuples autochtones au Guatemala dans un contexte permettant une réflexion globale et nuancée.

⁵ Ces idées et ces normes correspondent à l'ensemble des droits revendiqués par les peuples autochtones. Elles trouvent leur écho dans les droits humains et les droits spéciaux revendiqués par les peuples autochtones. Les peuples autochtones demandent à ce que leurs droits humains soient respectés, et demandent en outre des droits spéciaux relatifs à leur statut de peuples et d'autochtones. Pour davantage de détails sur les nuances des droits des peuples autochtones, voir Benedict Kingsbury, « Indigenous Peoples in Asia : Legal Trends and Prospects », Colloque *Indigenous Struggles in the Americas and Around the World : Land, Autonomy, And Recognition*, (Toronto : CERLAC-Université de York, 10-11 février 2005).

⁶ Margaret Keck et Kathryn Sikkink, *Activists Beyond Borders. Advocacy Networks in International Politics*, (Ithaca : Cornell University Press, 1998).

Les trois chapitres suivants seront développés en suivant la grille d'analyse élaborée par Margaret Keck et Kathryn Sikkink dans *Activists Beyond Borders*, suivant l'émergence, le fonctionnement et les résultats des acteurs transnationaux. Le second chapitre fera état de l'émergence des MST des peuples autochtones au Guatemala. Il sera également question des changements du contexte international qui ont favorisé l'apparition de nouveaux acteurs en relations internationales. Le contexte interne particulier du Guatemala, soit de la guerre civile et de l'après-guerre, sera aussi abordé pour expliquer la transnationalisation des mouvements autochtones.

Dans le troisième chapitre, le fonctionnement de trois MST des peuples autochtones, *Defensoría Maya*, *Majawil Q'ij* et CONAVIGUA⁷ sera décortiqué grâce à l'étude de leur répertoire d'action collective. En plus de révéler les diverses formes d'action collective favorisées par ces mouvements, leur dynamique et leur philosophie seront dévoilées à l'aide de la typologie des stratégies des acteurs transnationaux de Keck et Sikkink (information, symbolique, levier et imputabilité).

Finalement, le quatrième chapitre sera dédié à l'analyse de l'exercice de l'influence de trois MST des peuples autochtones, *Defensoría Maya*, *Majawil Q'ij* et CONAVIGUA⁸. Keck et Sikkink ont élaboré une grille d'analyse divisant l'influence des acteurs transnationaux en cinq niveaux d'influence. Le premier niveau d'influence comporte la construction de l'enjeu et sa mise à l'agenda international, tandis que le second retrace les changements dans les discours des acteurs. La troisième étape du modèle de boomerang se situe au niveau des modifications des procédures institutionnelles, qui précèdent les changements de politiques des acteurs ciblés. La cinquième étape détaille les transformations dans les comportements de l'État et la mise en œuvre des changements négociés. Si les acteurs transnationaux réussissent

⁷ Ces mouvements sociaux transnationaux/transnationalisés ont été choisis à partir de la liste des organisations guatémaltèques que *Peace Brigades International* a élaborée. Voir l'Annexe 1 pour la liste complète. Peace Brigades International, « Proyecto de Guatemala. Organizaciones de Guatemala », (Peace Brigades International, PBI-Guatemala, 1997) En ligne.

<<http://www.peacebrigades.org/guatemala/guatemala.php?pagina=orgs>> (page consultée le 12 avril 2006).

⁸ Au départ, ces trois mouvements sont érigés sur une base nationale. C'est pour contourner les difficultés rencontrées à l'interne qu'ils lancent le boomerang mettent en œuvre de stratégies de transnationalisation. Ils se sont donc transnationalisés afin de pouvoir mener leurs activités tant au niveau national qu'international.

généralement à exercer une influence au niveau international et transnational, ils ont souvent davantage de difficulté à changer les politiques étatiques. La capacité et l'efficacité des MST des peuples autochtones à pénétrer et les relations internationales et les politiques étatiques au Guatemala seront donc évaluées grâce à cette grille d'analyse.

CHAPITRE 1 : FONDEMENTS THÉORIQUES ET MÉTHODE DE RECHERCHE

Au cours des dernières années, le système international a connu des bouleversements majeurs qui ont rendu nécessaire une relecture de l'analyse des relations internationales. La chute du mur de Berlin, la troisième vague de démocratisation et le démantèlement de l'Union soviétique comptent parmi les événements qui marquent un tournant dans les relations internationales⁹. La réorganisation subséquente de l'étude des relations internationales a mis en lumière le rôle que certains acteurs non-conventionnels, comme les mouvements sociaux transnationalisés (MST), jouent désormais par rapport aux enjeux actuels.

Ce premier chapitre vise à établir les bases théoriques et méthodologiques de la recherche, afin de poursuivre la réflexion selon un cadre analytique précis. En premier lieu, une revue de la littérature théorique sera effectuée; ensuite, il sera question du cadre théorique retenu pour l'élaboration de la recherche. Enfin, une mise en relation des RAT (réseaux d'activistes transnationaux)¹⁰ avec les MST sera proposée afin de démarquer leurs points analogues et divergents et ainsi justifier la transposition du modèle d'analyse retenu pour la présente recherche. Avant d'aborder l'approche constructiviste et de discuter ses apports pour l'analyse du transnationalisme et des mouvements sociaux transnationaux des peuples autochtones au Guatemala, il convient tout d'abord d'expliquer pourquoi les écoles théoriques des relations internationales dites « classiques » ou « néo-classiques » n'ont pas été retenues pour l'analyse de ces phénomènes.

⁹ Marie-Joëlle Zahar, « Les «nouvelles» relations internationales » dans Diane Éthier, *Introduction aux relations internationales*, (Montréal : Presses de l'Université de Montréal, Paramètres, 2004), 250-281.

¹⁰ Les RAT sont des réseaux d'activistes transnationaux qui réunissent des acteurs partageant un discours et des valeurs reliés à des principes moraux universels. Ces réseaux sont caractérisés par des échanges denses d'information et de services. Keck et Sikkink, *Activists Beyond Borders*, 1-8.

1.1. Revue de la littérature

1.1.1. L'émergence de nouveaux acteurs en relations internationales

Le dépassement des limites des approches stato-centrées est préalable à l'étude des mouvements sociaux transnationaux comme acteurs des relations internationales. Malgré la mise en lumière des activités d'acteurs non-conventionnels dans la sphère internationale, surtout depuis la fin de la Guerre froide, les théories des relations internationales dominantes, classiques et contemporaines, (particulièrement le réalisme, le néo-réalisme, le libéralisme et le néo-libéralisme) minimisent toujours leur influence au point de les cantonner à un rôle de figurants.

Pourtant, dès le début des années 1970, les théoriciens ont été confrontés à l'émergence de phénomènes remettant en question le fait que l'État soit l'unique acteur des relations internationales¹¹. Précurseurs, Robert Keohane et Joseph Nye proposent une définition des relations transnationales suffisamment large pour permettre l'éclosion du débat : « the movement of tangible or intangible items across state boundaries when at least one actor is not an agent of a government or an intergovernmental organization »¹². Cette définition est d'autant plus intéressante qu'elle intègre la circulation des forces matérielles et des forces idéelles, même si elle ne présuppose pas la prédominance des unes sur les autres. La porte est donc ouverte non seulement aux penseurs des écoles dominantes en relations internationales, mais également aux théoriciens assez téméraires pour proposer de nouveaux cadres théoriques tranchant avec ceux existants. Néanmoins, les auteurs ne s'entendent pas sur l'importance que prennent ces nouveaux acteurs, quelle que soit la théorie privilégiée.

Les théoriciens des mouvements sociaux transnationaux se sont heurtés à plusieurs autres limites des théories stato-centrées des relations internationales. Considérer l'État comme un acteur unitaire entre en contradiction avec l'objet d'étude. Peu d'attention est accordée à la dynamique entre la société civile et l'État, ces rapports n'étant tout simplement pas considérés. Quand le rôle des forces transnationales est

¹¹ Samuel Huntington, « Transnational Organizations in World Politics », *World Politics* 25 (1973), 333-334.

¹² Robert Keohane et Joseph Nye, « Transnational Relations and World Politics: An Introduction », *International Organization*, 25 (1979), 332.

abordé par les théoriciens de la dépendance, la plupart des propositions, qui concernent le rôle des corporations multinationales, ne peuvent être vérifiées empiriquement. Pour leur part, les réalistes affirment que ces agents ne sont en fait que les instruments de politique étrangère des États-Unis, limitant leur apport au minimum¹³. Ces limites ont amené les théoriciens à les critiquer et à proposer de nouveaux modèles d'analyse car les écoles dominantes comme le réalisme n'arrivent pas à expliquer les phénomènes relevant d'acteurs non-étatiques relativement faibles, ni leur influence et leur impact disproportionnés par rapport à leurs moyens limités¹⁴. Au niveau épistémologique, la méthode scientifique se révèle parfois insuffisante pour expliquer les relations internationales, menant quelques chercheurs à proposer d'autres méthodes, s'éloignant du positivisme des théories des relations internationales¹⁵. Plusieurs événements montrent que contrairement à ce qui était tenu pour acquis, les identités et les intérêts ne sont pas figés dans le temps et l'espace. L'ontologie positiviste¹⁶ s'en trouve donc mise à mal. Parmi les autres limites faisant ombrage à l'étude des MST, on trouve la petite place réservée aux idées, normes et valeurs par les théories classiques et néoclassiques. L'adhésion à un ensemble de schèmes et de valeurs est souvent à l'origine de la création des MST et de leurs actions; évaluer la transmission et la portée de ces idées dans le système international s'avère essentiel pour tirer un portrait actuel de la situation.

Même si les acteurs non-étatiques commencent à être reconnus, encore faut-il s'entendre sur la place qu'ils occupent : sont-ils les égaux des États, moins puissants ou plus influents qu'eux? La tension entre les tenants de la vision stato-centrée ou de la prédominance acteurs non-étatiques (*society-dominated*) est dépassée par Thomas Risse-Kappen, qui les pose tous deux comme essentiels à la compréhension du système, et

¹³ Thomas Risse, « Transnational Actors and World Politics », dans W. Carlsnaes, T. Risse et B. Simmons, dir., *Handbook of International Relations* (Londres : Sage, 2002), 255-258.

¹⁴ Margaret Keck et Kathryn Sikkink abordent cette question en étudiant les réseaux transnationaux de défense des droits humains : « A realist approach to international relations would have trouble attributing significance either to the network's activities or to the adoption and implementation of state human rights policies. Realism offers no convincing explanation for why relatively weak nonstate actors could affect state policy, or why states would concern themselves with the internal human rights practices of other states even when doing so interferes with the pursuit of other goals. » Keck et Sikkink, *Activists Beyond Borders*, 119.

¹⁵ Dario Battistella, *Théories des relations internationales*, (Paris : Presses de sciences po, 2003), 267-269.

¹⁶ Comme le résume Dario Battistella dans son chapitre sur le projet constructiviste : « il faut se débarrasser de l'ontologie positiviste (la structure anarchique est une constante et/ou les intérêts des acteurs sont donnés une fois pour toutes) ». Ibid., 269.

propose plutôt d'étudier l'influence des acteurs non-étatiques sur les États¹⁷. Cette position a l'avantage de franchir les limites posées par le débat entourant le paradigme stato-centré et de rendre possible la théorisation des nouvelles réalités internationales comme les mouvements sociaux transnationaux. En fait, l'objectif n'est pas de déterminer quel type d'acteur occupe le haut du pavé, mais bien de comprendre comment ils influent et transforment les relations internationales par leurs pratiques et leurs discours, chacun à leur manière.

En conséquence, la remise en cause du paradigme stato-centré dominant en relations internationales par les auteurs traitant du transnationalisme et des acteurs émergents rend nécessaire l'élaboration d'une nouvelle ontologie, peu importe l'école de pensée dont se réclament les théoriciens. Selon Rosenau, le changement d'unité d'analyse est devenu nécessaire à cause des transformations provoquées par la mondialisation:

If the interactions of sovereign states in an anarchical world lie at the heart of the old ontology, at the center of the new one are the interactions of globalizing and localizing forces, of tendencies toward integration and fragmentation that are so simultaneous and interactive as to collapse into an erratic but singular process to which I have attached the label of *framegration*.¹⁸

Cette *framégration* est le résultat d'une part de l'augmentation de l'intensité des flux transnationaux, d'autre part de l'affaiblissement de l'État et de la redistribution de l'autorité. La redistribution du pouvoir et de l'autorité se produit vers le haut aux groupes transnationaux et supranationaux, horizontalement aux mouvements sociaux et vers le bas aux groupes sous-nationaux. En se diffusant ainsi dans le système, l'effet structurant de l'autorité se modifie; elle devient davantage relationnelle que hiérarchique¹⁹. Le déplacement et la diffusion de l'autorité expliquent comment ces nouveaux acteurs se font entendre et réussissent à exercer des pressions assez grandes

¹⁷ Thomas Risse-Kappen, «Bringing Transnational Relations Back In : Introduction », dans Thomas Risse-Kappen, dir., *Bringing Transnational Relations Back In : Non-State Actors, Domestic Structures and International Institutions*, (Cambridge : Cambridge University Press, 1995), 5.

¹⁸ James Rosenau, « Toward an Ontology for Global Governance », dans Martin Hewson et Timothy J. Sinclair, dir., *Approaches to Global Governance Theory* (Albany, NY : State University of New York Press, 1999) : 293-294.

¹⁹ Ibid., 293-301.

sur les États et les diverses instances de pouvoir international pour provoquer des changements en leur faveur.

L'importance croissante des idées est aussi un aspect négligé par beaucoup d'auteurs des écoles classiques, ce qui agace certains théoriciens étudiant leur impact. Pour Kathryn Sikkink, plusieurs des théories dominantes prennent peu en compte l'importance croissante des politiques en matière de droits humains et les mécanismes existants pour la mise en œuvre des normes internationales²⁰, d'où la nécessité d'élaborer de nouvelles approches pour étudier les mouvements sociaux transnationaux promouvant ces idées et normes. L'auteure fait le constat que plusieurs des théories des relations internationales n'arrivent pas à expliquer la montée de nouvelles forces non-conventionnelles, en citant l'exemple des politiques de droits humains :

Many of our dominant theories – realism, rational choice, and economic interest group theories – have trouble accounting for the rise of human rights politics [...]. But as the other essays here and the daily newspapers make abundantly clear, human rights issues are not marginal, and increasingly detailed policy and institutional mechanisms exist to ensure the implementation of the international human rights standard.²¹

Un parallèle peut être fait avec les mouvements autochtones, dont le discours faisant appel à des normes et valeurs spécifiques est de plus en plus intégré et repris par d'autres acteurs puissants des relations internationales. Les mouvements sociaux transnationalisés des peuples autochtones disposent aujourd'hui de mécanismes institutionnels qui leur permettent de participer aux activités et aux débats d'organisations internationales comme l'ONU²², l'OÉA²³ et l'OIT²⁴, et d'avancer leurs

²⁰ Kathryn Sikkink, « Transnational Politics, IR Theory and HR », *PS Online* 31 (1998), 517-521.

²¹ *Ibid.*, 517.

²² L'Organisation des Nations Unies a créé l'*Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones*, dont la séance inaugurale a eu lieu en décembre 2002. Une première décennie des populations autochtones a été déclarée de 1995 à 2004, afin de placer à l'agenda international les enjeux qu'elles soulèvent. Elle a été suivie d'une seconde décennie des populations autochtones qui s'étalera de 2005 à 2014, afin de compléter les objectifs fixés initialement.

²³ Avec 34 pays-membres en 2001 –le seul État non-membre des Amériques étant Cuba, exclu en 1962 suite à la révolution castriste– l'Organisation des États Américains est une institution régionale couvrant l'ensemble des Amériques. L'OÉA s'est dotée d'un Groupe de travail chargé d'élaborer le projet de déclaration américaine des droits des peuples autochtones. Si le document a été initialement intitulé *Projet de Déclaration interaméricaine des droits des populations autochtones* (1997), il a été renommé en 2002 *Déclaration américaine des droits des peuples autochtones*.

idées, leur identité et leurs droits en tant que peuples autochtones. Comme dans le cas des politiques en matière de droits humains, les activités entourant les politiques des droits des peuples autochtones demeurent jusqu'à maintenant relativement peu étudiées en relations internationales. Les théories dominantes offrent encore peu de pistes de réflexion à ce sujet, il est donc préférable de se tourner vers des interprétations originales des relations internationales, qui en proposent une lecture nouvelle.

1.1.2. Le constructivisme, une approche théorique appropriée pour comprendre les MST?

La remise en question du paradigme stato-centré dominant en relations internationales est une première justification importante du choix de l'approche constructiviste pour étayer mon argumentation. La place prépondérante des idées par rapport aux forces matérielles, et le traitement de l'identité comme variable déterminante rendent cette approche des plus pertinentes pour l'objet de recherche. Cette nouvelle ontologie constructiviste propose d'étudier de nouveaux acteurs et phénomènes en relations internationales qui dépassent le cadre étatique et une analyse positiviste des relations internationales. Les mouvements sociaux transnationaux des peuples autochtones font partie de ces phénomènes qui occupent aujourd'hui une place grandissante dans les arènes politiques tant internationales que domestiques.

L'approche constructiviste rompt avec les fondements des autres écoles en proposant, entre autres, de placer les idées, les normes et les valeurs comme toile de fond des relations internationales. Il s'agit d'une lentille disposant d'une flexibilité et d'une capacité d'adaptation remarquables, proposant comme cadre explicatif un système de valeurs. Cette approche encourage l'étude de sources d'influence non-conventionnelles, de variables non-quantifiables trop souvent écartées ou jugées secondaires par les autres écoles. Même s'il s'agit d'une variable dont les fluctuations sont difficiles à quantifier, l'identité occupe pourtant une place déterminante dans le constructivisme car elle détermine le système de valeurs et les intérêts des acteurs en cause. L'identité est au centre des mouvements autochtones; sa reconnaissance ouvrant

²⁴ L'Organisation internationale du travail a été la première organisation internationale à prendre des mesures concrètes en faveur des droits des peuples autochtones, en adoptant dès 1989 la *Convention concernant les droits des peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants* (ILO 169)

souvent la voie à d'autres demandes plus élaborées. C'est sa valorisation, son développement et son instrumentalisation par les mouvements sociaux transnationaux des peuples autochtones qui forment les axes directeurs de ma recherche.

Accorder le statut d'acteur aux mouvements sociaux transnationalisés est un préalable à leur étude. Il importe également de préciser que si la plupart des MST s'oppose effectivement à l'État, ce n'est habituellement pas dans le but de le renverser et de détenir le pouvoir, mais bien dans l'objectif de l'influencer dans son discours et ses pratiques²⁵. Pour la majorité des auteurs, les MST ne nient pas l'existence de l'État, leur raison d'être résidant dans la possibilité de changement que le système étatique offre, et non pas dans le renversement du système actuel. C'est le cas des MST des peuples autochtones au Guatemala, dont les actions visent à ce que l'État intègre des normes relatives à la reconnaissance de l'identité et des droits des peuples autochtones.

En plus de faire resurgir le débat entre l'autonomie d'action de l'acteur par rapport aux structures internationales qui l'entourent et de se questionner sur l'importance de l'identité, les théoriciens constructivistes s'opposent aux deux réponses traditionnelles mettant de l'avant la structure ou l'agent affirmant plutôt que les acteurs et les structures sont mutuellement constitués. Les deux postulats du constructivisme, tels qu'énoncés par Alexander Wendt, reflètent cette nouvelle vision des relations internationales, qui privilégient (1) les idées et leur distribution en tant qu'influence sur le processus de formation des intérêts et des identités de l'État, et (2) la structure et l'acteur qui interagissent dans une dialectique ininterrompue²⁶.

Le premier postulat donne la priorité aux idées partagées plutôt qu'aux forces matérielles comme déterminants des structures de groupement humain. La primauté des idées sur les forces matérielles implique que ce sont les premières qui ont un effet constitutif sur les secondes. La justification de cette hiérarchisation repose sur l'assertion

²⁵ À ce sujet, voir les communications de Fougier et Ylä-Antilla, qui traitent de ce débat particulier. Eddy Fougier, « L'influence des mouvements contestataires » et Tuomas Ylä-Antilla, « How Global Public Debates Enter National Contexts : The Case of Finnish Associations at the World Social Forum », Colloque *Les mobilisations altermondialistes*, (Paris : Fondation nationale des sciences politiques 3-5 décembre 2003).

²⁶ Wendt, *Social Theory of International Politics*, 1.

stipulant que ce sont les idées qui donnent leur signification aux forces matérielles, ces dernières occupant tout de même une place importante dans l'organisation sociale²⁷. L'exemple du pistolet, où Wendt illustre la préséance de l'idéal sur le matériel et que la signification du matériel repose sur les idées : « actors act on the basis of the meanings that objects have for them, and meanings are socially constructed. A gun in the hand of a friend is a different thing from one in the hand of an enemy, and enmity is a social, not material, relationship. »²⁸ Les ressources matérielles prennent donc leur sens dans l'identité de l'agent les possédant et dans ses intérêts dans l'usage immédiat ou anticipé qu'il en fera. Les significations des forces matérielles sont donc plus que subjectives, elles sont intersubjectives puisqu'elles se déterminent mutuellement, étant le résultat des croyances partagées des acteurs. La perpétuation du système repose donc sur les actions des agents, qui produisent et reproduisent les structures sociales, les normes et les institutions donnant leur sens aux relations internationales. La nature constitutive et causale des relations entre la structure et l'acteur mène à l'introduction de « la notion de co-constitution entre agents et structures, c'est-à-dire l'idée que l'un n'existe pas sans l'autre et que les deux se conditionnent mutuellement »²⁹.

Le second postulat insiste sur le caractère de ces identités et de ces intérêts, qui sont construits (et non donnés) à partir des idées partagées des acteurs intentionnels³⁰. Si les structures exercent une influence certaine sur les identités et les intérêts des agents, elles n'existent tout de même pas indépendamment de ces derniers³¹. La relation entre la structure et l'agent est co-constitutive, puisque ces deux éléments se forment et se transforment continuellement par leurs interactions, leurs perceptions et interprétations mutuelles.

Tout comme les forces matérielles, les intérêts prennent leurs sources dans les idées, plus précisément dans les identités des agents. La constitution des intérêts ne

²⁷ Ibid., 23-26.

²⁸ Alexander Wendt, « Identity and Structural Change in International Politics » dans Yosef Lapid et Friedrich Kratochwil, dir., *The Return of Culture and Identity in IR Theory* (Londres: Lynne Rienner, 1996) 50.

²⁹ Alex Macleod, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour, dir., « Débat Agence/Structure », dans *Relations internationales. Théories et concepts*, (Outremont : Athéna/Cepes, 2004), 16.

³⁰ Wendt, *Social Theory of International Politics*, 1-2.

³¹ Battistella, *Théories des relations internationales*, 273.

pouvant être limitée à des choix rationnels invariables d'un acteur à l'autre; elle s'inscrit dans le choix des préférences et des interprétations que les acteurs se font d'eux-mêmes et des autres. Plus encore, Jepperson, Katzenstein et Wendt soutiennent que les identités génèrent et façonnent les intérêts des acteurs³², d'où leur importance pour comprendre la dynamique de la réconciliation sociétale en cours au Guatemala.

Pour les constructivistes, les identités, dont sont issus les intérêts, ne doivent pas être comprises comme étant données et préalables aux interactions sociales, mais comme étant la résultante de ce processus d'interaction sociale par lesquels se disséminent des "compréhensions partagées" que structurent normes, règles et institutions.³³

Les identités ne sont donc pas invariables et données, mais bien construites à partir des compréhensions partagées des acteurs, de leurs actions et interactions. Elles sont le produit d'interactions sociales, et non pas une série de caractéristiques fixes ou encore le produit automatique des changements structurels³⁴. Le concept identitaire occupe une place prépondérante pour les mouvements sociaux transnationaux des peuples autochtones : ils sont perçus comme étant « new social movements based on identity and consciousness »³⁵. L'identité est donc une composante de base de ces groupes ; ils sont articulés et organisés autour de cette notion, et agissent directement sur la construction et la transformation de leur identité.

Building identity is an active and interactive process that is part of the movement's work. In part, identity is produced by the framing activities of social movements – as movements make claims (like self-determination), they also build new ways of understanding themselves [...] Within a range of structural opportunity generated by local history and culture, social movements agents seize, expand and project identities.³⁶

Les MST des peuples autochtones s'insèrent dans ce processus en favorisant la construction, l'évolution et la reconnaissance de l'identité et des droits des peuples

³² Ronald L. Jepperson, Alexander Wendt et Peter J. Katzenstein, « Norms, Identity and Culture in National Security », dans Peter J. Katzenstein, dir., *The Culture of National Identity. Norms and Identity in World Politics*, (New York : Columbia University Press, 1996), 60.

³³ Isabelle Masson, « Le constructivisme », dans Alex Macleod, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour, dir., *Relations internationales. Théories et concepts*, (Outremont : Athéna, 2004), 32.

³⁴ La nature même de l'identité est l'objet d'un débat résumé par Handler comme étant la tension entre la notion d'identité comme essentielle, immuable, fondamentale et unitaire, et, d'un autre côté, la notion que l'identité est construite et reconstruite à travers l'action historique. Richard Handler, « Is 'Identity' a Useful Cross-Cultural Concept? », dans John R. Gillis, dir., *Commemorations. The Politics of National Identity* (Princeton : Princeton University Press, 1994), 29.

³⁵ Brysk, *From Tribal Village to Global Village*, 34.

³⁶ Ibid., 35.

autochtones par la promotion d'idées (la démocratie, l'égalité), de normes (les droits des autochtones) et de valeurs (le respect de la culture), tout comme par leurs actions et revendications. Ces agents s'inscrivent donc directement dans la construction de leur propre identité, mais aussi des identités des États et autres acteurs avec lesquels ils interagissent, et vice versa. Les actions de divers acteurs nationaux, internationaux et transnationaux participent donc à l'élaboration de la mosaïque identitaire, qui évolue selon une dynamique hétérogène dans le temps et l'espace. Il s'agit d'un processus nécessaire et essentiel au fonctionnement des mouvements sociaux transnationaux, et c'est par le discours, le langage et leurs actions que les agents expriment les valeurs, les idées et les normes qu'ils véhiculent.

Ces idées partagées, composées de normes et de valeurs disséminées dans le système international, le structurent et lui donnent sa signification. La possibilité de changement est donc réelle, les MST des peuples autochtones privilégiant l'usage des forces idéelles plutôt que matérielles pour se faire entendre. Par la promotion des droits des peuples autochtones, dérivés des droits humains, et leurs efforts pour la reconnaissance et le respect de leur identité collective, les MSTPA agissent sur les normes, les idées et les valeurs partagées à l'intérieur du système international pour articuler leurs revendications. Les changements qu'ils cherchent à prévenir ou accomplir sont souvent liés à la politique nationale d'un État en particulier. Or, il se trouve que les mêmes obstacles sont souvent rencontrés d'État en État par les peuples autochtones, comme la distribution de services sociaux unilingues, la détérioration de l'environnement ou encore l'accès et la propriété des terres agricoles. Les enjeux auxquels sont confrontés les peuples autochtones sont donc sensiblement les mêmes à travers l'Amérique latine, et l'échec de leur règlement à l'intérieur des structures étatiques a contribué à l'éclosion du débat sur la scène internationale et à la transnationalisation des mobilisations. Reste à savoir si les pressions exercées à partir cette arène réussissent vraiment à transpercer l'arène internationale et à modifier les politiques intra-étatiques de manière significative.

1.1.3. Théorisation des MST : L'influence des MST des peuples autochtones

L'influence des mouvements sociaux transnationaux des peuples autochtones au sein des diverses arènes politiques et autour de différents enjeux, tels que la reconnaissance de l'identité autochtone sont au cœur des analyses portant sur les nouveaux acteurs des relations internationales. Les effets des actions des MST des peuples autochtones en Amérique latine mènent à des conclusions polarisées. Comme l'explique Alison Brysk, la politisation de l'identité ethnique des communautés autochtones, basée sur leurs particularités culturelles et ethniques, peut certes leur apporter une reconnaissance internationale, mais aussi produire et entretenir leur marginalisation au niveau domestique³⁷. Pour les démocraties fragiles de cette région, la politisation de cette identité culturelle devient un défi supplémentaire à relever, surtout pour les États multiethniques comme le Guatemala, puisqu'elle remet en question les fondements des institutions démocratiques et libérales en place :

Insofar as these movements demand new forms of representation, political autonomy, and multicultural recognition, they have once again engaged Latin America in a struggle over the kinds of democracy that will be built; the rights, responsibilities, and identities of the citizens; and the ties that bind citizens to the state.³⁸

Dans ce contexte, les institutions démocratiques et libérales se consolident difficilement, car elles sont l'objet de débats de fond et de projets de réformes majeurs. La politisation de mouvements à caractère ethnique comme les mouvements autochtones remet en question les fondements des nouvelles institutions en amenant des thèmes tels que l'autonomie territoriale, le pluralisme légal, la citoyenneté, la représentation et le multiculturalisme. Au Guatemala, ces débats posent de nouveaux défis aux institutions encore en constitution suite de la fin de la guerre civile et à la transition démocratique.

³⁷ Alison Brysk, « Turning Weakness into Strength : The Internationalization of Indian Rights », *Latin American Perspectives*, 23 (1996), 46.

³⁸ Deborah J. Yashar, « Democracy, Indigenous Movements, and the Postliberal Challenge in Latin America », *World Politics* 52 (1999), 76.

1.2. Cadre théorique

1.2.1. Hypothèse et question de recherche

L'hypothèse de départ est que les mouvements sociaux transnationaux des peuples autochtones exercent leur influence non seulement au niveau de la politique internationale, mais réussissent aussi à modifier les discours et les pratiques des États au niveau domestique. Dans l'optique de notre étude de cas, ces mouvements influencent la politique interne du Guatemala. Par la promotion d'idées, de normes et de valeurs, ces agents contribuent à la construction et à la compréhension de l'identité autochtone, et réussissent à exercer leur influence sur les acteurs visés, en l'occurrence, l'État du Guatemala et ses institutions. Ces idées, normes et valeurs sont intériorisées par l'État et l'ensemble de la société civile.

De cette hypothèse naissent de nombreuses questions : Comment le processus de construction de l'identité se déroule-t-il? De quelle manière les MST des peuples autochtones exercent-ils leur influence? Ces agents réussissent-ils à dépasser les sphères internationale et transnationale pour réellement influencer la politique domestique? Quelles sont les idées, les normes et les valeurs préconisées par ces acteurs? Comment affectent-elles l'identité autochtone et, par extension, la mise en œuvre de politiques répondant à leurs revendications? En résumé, comment, par leur participation à la construction de l'identité autochtone via la transmission de normes, d'idées et de valeurs, les mouvements sociaux transnationaux des peuples autochtones influencent les politiques nationales du Guatemala?

Je me propose de répondre à ces questions en appliquant la grille d'analyse développée par Keck et Sikkink qui décortique l'émergence des acteurs transnationaux, leurs stratégies et leur influence dans l'arène internationale et sur la politique nationale.

1.2.2. Grille d'analyse de Keck et Sikkink

Kathryn Sikkink et Margaret Keck ont élaboré une grille d'analyse pour étudier les réseaux d'activistes transnationaux (RAT ou *transnational advocacy networks*, désignés par le sigle TAN) dans *Activists Beyond Borders*, un type d'acteur transnational auquel les MST s'apparentent étroitement. Le modèle d'analyse des auteures permet

d'appréhender les mécanismes d'articulation des RAT et de tester leur efficacité en les décortiquant méthodiquement.

Premièrement, Keck et Sikkink identifient ce qu'est un RAT et mettent leur définition en relation avec d'autres types d'acteurs transnationaux. Deuxièmement, Keck et Sikkink théorisent l'émergence des RAT, pour élaborer en troisième partie une typologie des stratégies employées. Quatrièmement, les auteures tentent de déterminer sous quelles conditions ils sont efficaces, et quand ils sont le plus susceptibles d'atteindre leurs buts.³⁹

L'étude de Keck et Sikkink a reçu un accueil favorable de la part de la communauté académique, les critiques saluant leur effort de théorisation, leur argumentation bien structurée et leur écriture engagée⁴⁰. Elles proposent une bonne explication de départ à un moteur de changement, qui a cependant besoin d'être développée, surtout en ce qui concerne les raisons poussant les acteurs visés (*target actors*) à réagir aux pressions dans le sens voulu⁴¹. Si plusieurs critiques saluent la pertinence et la variété des cas analysés⁴², Jan Aart Scholte relève une faiblesse qui est partagée par un grand nombre d'études sur les forces transnationales : les études se concentrent sur les forces dites « progressistes », et ignorent l'émergence concurrente de réseaux transnationaux fascistes et fondamentalistes⁴³.

Un autre reproche est fait à Keck et Sikkink : les relations entre les RAT et les mouvements locaux ne sont que peu explorées, occultant les liens entre la construction

³⁹ Keck et Sikkink, *Activists Beyond Borders*, 5-38.

⁴⁰ Francesca Poletta, « Review : Activists Beyond Borders : Advocacy Networks in International Politics », *Contemporary Sociology* 28 (1999), 96.

⁴¹ Darren Hawkins, « Transnational Activists as Motors for Change », *International Studies Review* 1 (1999), 121-122.

⁴² Darren Hawkins relève ce point fort dans sa revue du livre. Ibid., 120. Jackie Smith le mentionne également. Jackie Smith, « Activists Beyond Borders : Advocacy Networks in International Politics », *The American Political Science Review* 93 (1999), 757-758.

⁴³ Jan Aart Scholte, « Activists Beyond Borders : Advocacy Networks in International Politics », *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)* 75 (1999), 394. Si cette réalité ne peut pas être niée, et que l'existence de ces réseaux représente une menace pour la sécurité humaine, il ne faut toutefois pas oublier que les nouveaux réseaux et mouvements transnationaux étudiés ici ont pour objectif de mettre de nouveaux enjeux à l'agenda international, trop souvent surchargé par les questions de sécurité. J'insiste, ces forces ne doivent pas être ignorées, elles prennent parfois une ampleur préoccupante, comme le démontre le réseau terroriste Al Qaeda, mais elles ne doivent néanmoins pas prendre le haut du pavé parmi la variété des études de cas d'acteurs transnationaux.

de liens transnationaux et la construction d'une base domestique de masse de ces mouvements⁴⁴. C'est exactement cette lacune que la présente étude vise à combler, en abordant la thématique à partir d'un angle national et en se concentrant sur les changements de politiques précisément au Guatemala. En établissant un pont entre le domestique et le transnational, un pas est franchi dans la recherche entourant cette thématique jusqu'ici peu explorée.

La grille théorique de Keck et Sikkink, appliquée au cas des MST des peuples autochtones au Guatemala, permettra de mieux comprendre leur fonctionnement et de les recadrer dans la famille des acteurs transnationaux. Il sera possible de déterminer en quoi ils s'apparentent aux acteurs dits traditionnels ou étatiques, et en quoi ils s'en différencient. Leur apport à la politique internationale ne sera que plus aisé à être dégagé, tout comme les changements de dynamique qu'ils impliquent aux niveaux global et local.

1.2.3. Les réseaux d'activistes transnationaux et les mouvements sociaux transnationaux : des acteurs transnationaux de la même famille

Pour Keck et Sikkink, les réseaux d'activistes transnationaux (RAT), se distinguent des autres réseaux par la prépondérance d'idées et de valeurs reliées à des principes moraux comme principale motivation de création et d'organisation. De nombreux agents participent non seulement à la construction de nouveaux espaces politiques, mais aussi à leur dynamique et à leur articulation par leurs actions aux dimensions structurelles et structurantes.⁴⁵ Ces réseaux réunissent des acteurs impliqués au niveau international par rapport à des enjeux thématiques, et par ailleurs liés par des valeurs partagées, un discours commun, des échanges denses d'informations et de services. Keck et Sikkink testent leur grille théorique en analysant trois types de réseaux d'activistes transnationaux, soit les réseaux d'activistes de droits humains, les réseaux d'activistes environnementaux et les réseaux transnationaux contre la violence faite aux femmes. Je me propose de tester ce modèle sur un autre type d'acteur transnational, en

⁴⁴ Poletta, « Review : Activists Beyond Borders », 96.

⁴⁵ Keck et Sikkink, *Activists Beyond Borders*, 2-4.

l'occurrence, les mouvements sociaux transnationaux, et par rapport à une nouvelle thématique, la défense des droits des peuples autochtones.

Les mouvements sociaux transnationaux, tels que définis par Alison Brysk⁴⁶, représentent ainsi un type d'acteur qui intègre plusieurs des caractéristiques des RAT. Ces acteurs transnationaux présentent des similarités par leurs tentatives de réformer les institutions (et non de renverser l'État). Pour toutes sortes de raisons, ils se sont construits au niveau transnational, se sont créé un espace à leur mesure et ont établi des réseaux pour magnifier leurs efforts. Les MST et les RAT partagent d'autres similitudes : ils sont articulés autour de valeurs, normes et principes communs et ils se positionnent autour d'enjeux thématiques moraux. Au niveau de leur fonctionnement, ils coopèrent entre eux en échangeant de l'information et des ressources.

Leur principale différence repose sur le fait que les premiers sont construits sur un cadre de mouvements sociaux, alors que les seconds sont structurés en réseaux. Les réseaux s'organisent souvent de manière ponctuelle et informelle, en fonction d'objectifs bien définis. Ce sont des acteurs qui collaborent de manière récurrente en fonction de valeurs communes, mais qui poursuivent parallèlement leur propre agenda. Il peut s'agir d'acteurs de divers horizons, se réunissant autour d'un événement ou d'une cause particulière, tout en divergeant d'opinion sur une autre. D'un autre côté, les mouvements sociaux transnationaux sont construits sur un cadre global; ils impliquent plus largement des acteurs qui sont réunis autour de valeurs communes et d'idées partagées. Leur coopération est très souvent continue, et non pas organisée en fonction d'objectifs *ad hoc*. Les MST sont donc des acteurs en soi, ils montent un agenda commun alors que les RAT réunissent ponctuellement des acteurs autour d'un enjeu en particulier. Ainsi, les MST et les RAT, sont des acteurs de la même famille, mais présentent quelques dissemblances. Il n'en demeure pas moins que leurs nombreuses similitudes permettent

⁴⁶ Comme cela a été exposé précédemment, Alison Brysk identifie quatre caractéristiques aux MST : leurs objectifs basés sur des principes universels, les identités collectives, l'orientation politique et l'usage de mobilisations comme actions collectives, cherchant à remodeler les politiques étatiques plutôt que détenir le pouvoir politique. Sa définition des MST des peuples autochtones se base ainsi sur celle des mouvements sociaux, desquels ils se distinguent de par leur niveau varié mais généralement élevé de liens et coordinations transnationaux et leur base identitaire. Brysk, *From Tribal Village to Global Village*, 35-36.

de transposer le modèle d'analyse de Keck et Sikkink en faisant preuve de prudence et de circonspection.

Si les pratiques des États, malgré les changements récents de l'ordre des relations internationales, ont été l'objet de recherches soutenues au cours des années, celles des mouvements sociaux transnationaux des peuples autochtones ont été peu étudiées en science politique. Les efforts de théorisation à ce sujet ont été limités, mais l'attention qui y est portée est grandissante. Les mouvements autochtones ont néanmoins réussi progressivement à s'imposer au niveau international en tant qu'acteurs à part entière⁴⁷. Un nombre encore limité d'ouvrages sont consacrés aux MST, et peu de modèles ont été testés empiriquement. Il n'en demeure pas moins que les MST des peuples autochtones, de même que l'exercice de leur influence, ont suffisamment été étudiés pour rencontrer les exigences de la recherche.

1.2.4. Méthodologie

La méthodologie employée pour mener à bien ce projet de recherche est celle d'une étude de cas fondée sur l'analyse de sources secondaires. Dans le cadre limité de ce mémoire et face à des contraintes financières, la recherche sur le terrain n'a pas été retenue comme méthodologie. L'essentiel de la cueillette de données a été complétée à partir d'articles de revues, d'ouvrages de référence, de publications officielles, de conférences et d'articles de périodiques traitant de la problématique. Les réseaux Internet auxquels sont liés les trois MST ont aussi été exploités pour recueillir de l'information. Heureusement, il existe déjà une quantité relativement importante d'études et de documents pertinents. En ce sens, les rapports et les recommandations des deux Commissions de la Vérité, la CEH⁴⁸ et la REMHI⁴⁹ et surtout de l'*Accord sur*

⁴⁷ Le traitement que les Nations Unies ont réservé au cours des dernières années à la question autochtone est une bonne illustration du progrès des mouvements autochtones dans la sphère internationale. En décrétant la Décennie des peuples autochtones, les enjeux soulevés par les réseaux et mouvements autochtones ont été mis à l'agenda international et ont été l'objet d'une attention inégalée de la communauté internationale. Ce changement d'attitude de l'ONU sera discuté plus en détails au chapitre 4.

⁴⁸ La CEH (Comisión de esclarecimiento histórico, Commission d'éclaircissement historique) a déposé en février 1999 le rapport *Guatemala, Memoria del silencio*. Cette commission indépendante a été créée par les Accords de paix d'Oslo du 23 juin 1994. La Commission était composée de personnel à la fois international et national. Comme pour la Commission de la vérité au El Salvador, aucun nom n'y est consigné. L'URNG (mouvement regroupant plusieurs branches de la guérilla au Guatemala) a été vivement critiquée pour avoir accepté que les résultats du rapport n'aient aucun effet juridique. William

*l'identité et les droits des peuples autochtones*⁵⁰ constituent de précieuses sources d'information. L'étude de cas débute avec la création des organisations (1988 pour CONAVIGUA, 1990 pour *Majawil Q'ij* et 1993 pour *Defensoría Maya*) et se concentre surtout sur le processus de paix. Elle couvre essentiellement la période allant du processus ayant mené aux Accords de paix au début de leur mise en œuvre.

Le prochain chapitre est dédié à l'étude de l'émergence des MST des peuples autochtones au Guatemala. Le modèle de boomerang, mis au point par Keck et Sikkink, sera ainsi transposé à l'étude de cas. Il sera montré comment l'accès à l'État et à ses institutions a été continuellement bloqué au cours des cinquante dernières années pour les mouvements sociaux et pour les peuples autochtones. Cette décapitation successive des mouvements et des mobilisations, tout comme une conjoncture internationale favorable, ont ouvert la voie à une transnationalisation des mouvements autochtones.

Stanley et David Holiday, « Broad Participation, Diffuse Responsibility : Peace Implementation in Guatemala » dans Donald Rothchild, Stephen Stedman et Elizabeth Cousens, dir., *Ending Civil Wars : The Implementation of Peace Agreements* (Boulder, Colo. : Lynne Rienner, 2002), 433-434.

⁴⁹ La REMHI est une initiative de l'Église catholique visant à faire la lumière sur les abus et les crimes commis pendant la guerre civile. Le rapport « Nunca más », produit par l'Église catholique, est aussi connu sous le nom « Rapport Gerardi », en l'honneur de l'évêque qui le présidait et qui a été assassiné deux jours après le dépôt, le 24 avril 1998. Maurice Barth, *L'enfer guatémaltèque 1960-1996. Le rapport de la Commission « Reconstitution de la mémoire historique »* (Paris : CCFD : Karthala), 5-35. Le rapport « Hasta encontrarte », est ensuite venu compléter le rapport Gerardi. Il portait sur les enfants disparus pendant la guerre civile. Trois militaires et un prêtre ont été condamnés en juin 2001 respectivement à trente et vingt ans de prison pour leur implication dans l'assassinat de Monseigneur Gerardi, mais les auteurs présumés du complot n'ont pas été traduits en justice à ce jour.

⁵⁰ L'enjeu de la reconnaissance des droits et de l'identité autochtone représentait un défi majeur dans le processus de paix, la signature de cet accord a été un pas décisif vers la fin du conflit. Stanley et Holiday, « Broad Participation, Diffuse Responsibility », 454-455.

CHAPITRE 2 : L'ÉMERGENCE DES MST DES PEUPLES AUTOCHTONES AU GUATEMALA

L'apparition des mouvements sociaux transnationalisés, leur nombre, leur influence et leur place grandissants en relations internationales ont mené à leur théorisation par les chercheurs. La venue de ces nouveaux joueurs a été théorisée entre autres par le modèle de boomerang de Keck et Sikkink, qui attribuent la transnationalisation de certains mouvements à un blocage interne de leurs revendications. Le cas guatémaltèque est un bon exemple de cette problématique : l'absence d'espace politique citoyen pour les mouvements autochtones au Guatemala, tout comme la répression et les violations de droits humains accompagnant la guerre civile ont poussé ces mouvements vers la transnationalisation.

2.1. Le modèle de boomerang : une explication théorique à la transnationalisation des acteurs

Trois explications ont été générées pour expliquer l'émergence des MST : (1) combler un vide étatique, (2) fournir une réponse globale à des problèmes globaux et (3) créer de nouveaux espaces politiques devant le refus étatique d'ouvrir l'espace domestique⁵¹. Ces explications n'étant pas mutuellement exclusives, elles trouvent toutes un écho dans le cas du Guatemala. Il est possible d'établir que : (1) les institutions étatiques guatémaltèques ne répondaient pas aux besoins des autochtones, (2) les autochtones, à travers les Amériques, rencontrent des problèmes similaires, (par exemple, les questions de droits territoriaux, de gestion des ressources naturelles, de distinction culturelle, etc.) et, surtout, (3) ils sont confrontés à un accès difficile ou carrément bloqué aux institutions étatiques. Avec leur modèle du boomerang (*boomerang pattern*), Margaret Keck et Kathryn Sikkink mettent l'accent sur le troisième facteur.

⁵¹ Pour des explications supplémentaires concernant la transnationalisation des acteurs, voir les analyses de Rucht et Tarrow. Dieter Rucht, « The Transnationalization of Social Movements : Trends, Causes, Problems » dans Della Porta, Donatella, Hanspeter Kriesi et Dieter Rucht, dir. *Social Movements in a Globalizing World*, (Londres : Macmilland Press, 1999), 206-222. Sidney Tarrow, « Transnational Politics : Contention and Institutions in International Politics », *Annual Review of Political Science* 4 (2001), 1-23.

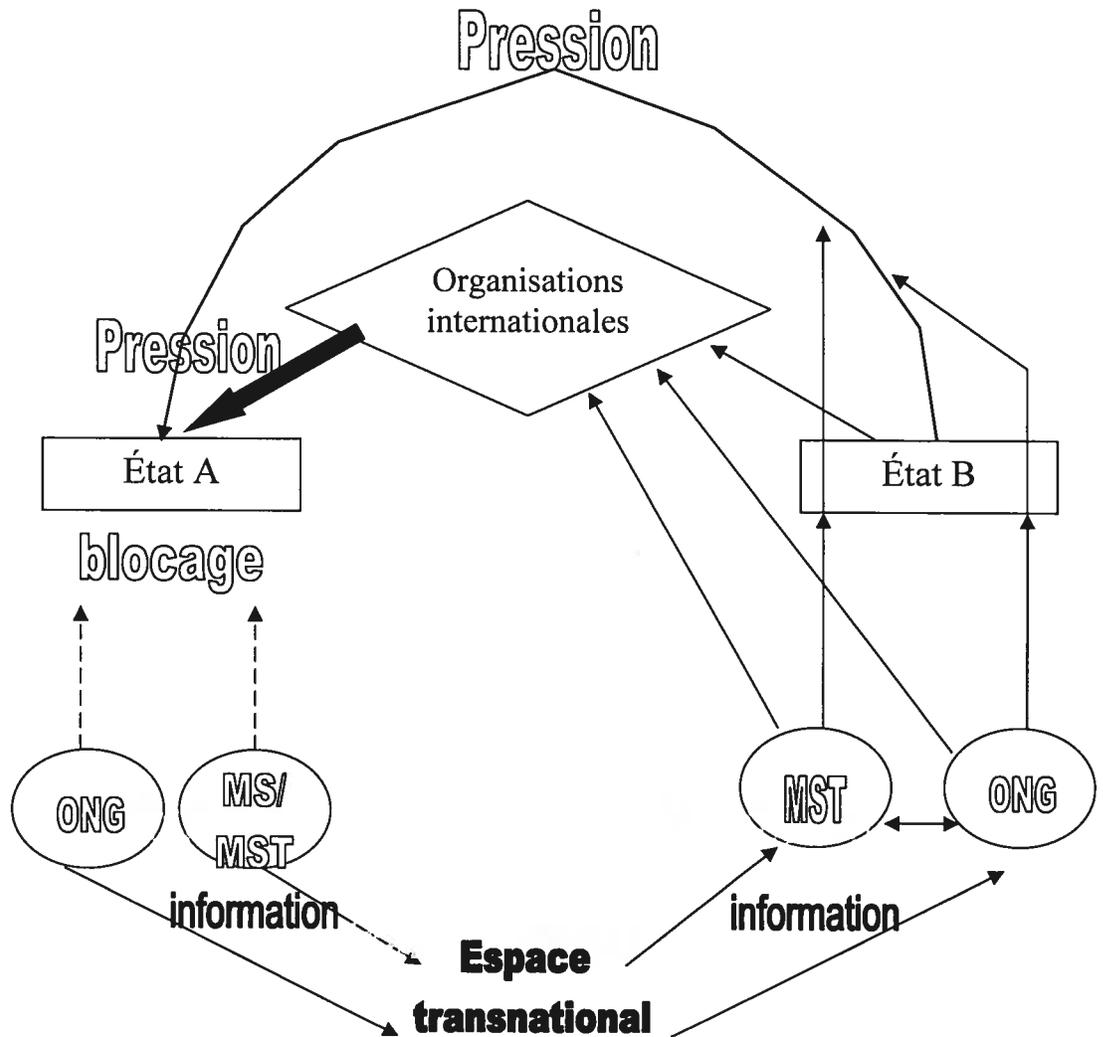


Schéma 1 : Le modèle de boomerang, inspiré de Keck et Sikkink⁵²

Keck et Sikkink attribuent l'émergence des acteurs transnationaux au blocage des canaux de contestation de l'État, y compris à la répression de la contestation et à la violation des droits individuels et collectifs de certains groupes. Selon les auteures, un blocage de ce type provoque l'effet boomerang : devant l'absence de canaux de contestation et de réponse de l'État, les groupes marginalisés choisissent de dépasser le cadre domestique pour se transnationaliser et ouvrir un nouvel espace politique correspondant à leurs besoins. Les agents se développent stratégiquement à l'extérieur

⁵² Keck et Sikkink, *Activists Beyond Borders*, 13.

de l'État, s'en éloignent pour ensuite revenir et mieux l'atteindre : « international contacts can amplify the demands of domestic groups, pry open space for new issues, and then echo back these demands into the domestic arena »⁵³. Par des actions qui visent à diffuser de l'information, et à récolter au passage l'appui de d'autres activistes et d'autres États, la pression revient ensuite en force sur l'État originellement visé, décuplée par les appuis amassés à l'extérieur.

2.2. L'émergence des MST : un contexte international particulier

Des changements importants au niveau du contexte global ne sont pas étrangers à l'apparition de nouveaux acteurs en relations internationales. La fin de la Guerre froide oblige une réorganisation des relations internationales, la bipolarité et l'axe idéologique Est-Ouest étant devenus caduques après l'écroulement du mur de Berlin. Les conséquences de ce tournant n'ont pas tardé à se faire sentir au Guatemala, où les groupes révolutionnaires se sont vus privés de soutien matériel et moral extérieur. Plus important encore, la fin du monde bipolaire et la chute de l'empire soviétique ont porté un dur coup idéologique aux guérilleros. De plus, le contexte international a également été modifié par ce que Samuel Huntington a qualifié de « troisième vague de démocratisation »⁵⁴, qui a exigé de certains États jusqu'à « une double, sinon triple transition : de l'autoritarisme à la démocratie, de l'économie socialiste à l'économie de marché, et de la guerre à la paix »⁵⁵. La double transition du Guatemala se révèle donc porteuse de grands défis. C'est la fin des régimes militaires et le début d'un long processus vers la démocratisation du politique, qui sera suivie plus tard par la transition de la guerre civile à la paix. La combinaison de ces événements et les changements majeurs qu'ils laissent présager en relations internationales ont ouvert une fenêtre d'opportunité politique exceptionnelle aux mouvements autochtones du Guatemala⁵⁶.

⁵³ Keck et Sikkink, *Activists Beyond Borders*, 13.

⁵⁴ Samuel Huntington, *The Third Wave : Democratization in the Late Twentieth Century* (Norman : University of Oklahoma Press, 1991).

⁵⁵ Marie-Joëlle Zahar, « Les "nouvelles" relations internationales », 254.

⁵⁶ Hanspeter Kriesi propose dans *The Politics of Social Protests* une définition de fenêtre (ou encore de structure) d'opportunité politique développée selon quatre angles d'analyse : (i) le degré d'ouverture ou de fermeture dans l'accès aux politiques formelles, (ii) le degré de stabilité ou d'instabilité des alignements politiques, (iii) la disponibilité et la position stratégique d'alliés potentiels, (iv) les conflits politiques parmi et entre les élites. Hanspeter Kriesi, « The Political Opportunity Structure of New Social Movements » dans Craig J. Jenkins et Bert Klandermas, dir., *The Politics of Social Protests*, (Minneapolis : University of Minnesota Press, 1995), 168. Sidney Tarrow, quant à lui, propose une

Les grands changements dans l'alignement des acteurs des relations internationales et de la scène politique guatémaltèque, la disponibilité nouvelle et l'implication d'alliés influents dans le conflit et la création ultérieure de nouveaux mécanismes de participation pour les autochtones figurent parmi les grands facteurs à l'origine de cette fenêtre d'opportunité politique.

Les MST des peuples autochtones et leurs actions au Guatemala s'insèrent dans ce nouveau contexte des relations internationales, dont l'agenda s'ouvre à des problématiques jusqu'ici peu explorées, la place béante laissée par les questions de sécurité et d'armement étant remplacée progressivement par des enjeux peu discutés auparavant. Le système international n'étant plus polarisé sous l'axe Est-Ouest, les idées et les valeurs promues par les nouveaux acteurs prennent donc une place grandissante dans le système international.

D'autres phénomènes entrent également en ligne de compte dans l'émergence marquée des MST au cours des dernières années. Coïncidant avec l'accélération et l'expansion du phénomène de mondialisation, l'éruption soudaine d'une multitude d'acteurs transnationaux laisse croire que des conditions particulières ont facilité leur apparition et l'exercice de leurs activités. Louis Kriesberg identifie quatre grandes tendances transformant le monde actuel et fournissant un contexte favorable aux activités des organisations de mouvements sociaux transnationaux : « growing democratization, increasing global integration, converging and diffusing values, proliferating transnational institutions »⁵⁷. Ces orientations globales ont donc aplani beaucoup de difficultés rencontrées par les activistes et créé un contexte favorable à leurs activités.

définition plus dynamique, en intégrant au départ la notion de changement d'opportunité dans sa définition de structure d'opportunité politique : (i) l'ouverture dans l'accès à la participation politique, (ii) des changements dans les alignements dominants, (iii) la disponibilité d'alliés influents et (iv) des clivages entre et parmi les élites. Sidney Tarrow, *Power in Movements, Social Movements, Collective Action and Politics* (New York : University of Cambridge Press, 1994), 86-88.

⁵⁷ Louis Kriesberg, « Social Movements and Global Transformation » dans Jackie Smith, Charles Chatfield et Ron Pagnucco, dir., *Transnational Social Movements in Global Politics : Solidarity Beyond the State* (Syracuse : Syracuse University Press, 1997), 4-14.

Au Guatemala, ces tendances s'observent, avec une transition démocratique en cours et la démilitarisation du pouvoir politique. Des acteurs internationaux sont impliqués activement dans ces processus pour élaborer et mettre en œuvre les accords de paix, qui reflètent les valeurs prépondérantes dans le système. Ainsi, après avoir contribué aux Accords de paix, l'ONU a créé la MINUGUA (Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala). De ce fait, des normes comme les droits de l'homme et la démocratie sont mises de l'avant, ce sont des valeurs qui sont aussi promues par une variété d'ONG et d'acteurs transnationaux.

Le rôle de l'ONU prend de l'ampleur au fil du processus de paix : il passe d'observateur à modérateur. Sous son influence, les thématiques qui feront ultérieurement l'objet d'accords spécifiques sont remises à l'ordre du jour et la participation de la société civile se concrétise. En outre, « le rôle du Groupe des pays amis (Colombie, Espagne, États-Unis, Mexique, Norvège et Venezuela), auquel a été confié la tâche d'appuyer le représentant du Secrétaire général des Nations Unies dans le processus de paix »⁵⁸ est formalisé et lui donne une nouvelle dynamique. En décembre 1996, le gouvernement du Guatemala et l'URNG signent le dernier accord pour « une paix ferme et durable » marquant le début d'une nouvelle ère pour le Guatemala :

Although the guerrillas had been, essentially, defeated militarily and the conflict sputtered to low levels of fighting by the late 1980s, the war's definitive end was nonetheless an important achievement. The war, even at a low level, had been a major obstacle to democratization, since it enhanced the political position of the military and served to justify retention of abusive institutions and practices associated with counterinsurgency.⁵⁹

La conclusion de la guerre par un pacte de paix⁶⁰ entre les belligérants ouvre donc la voie à de nouvelles relations entre les forces politiques et la population civile. Outre le Guatemala, plusieurs États d'Amérique latine vivent une transition démocratique à la même époque, ce qui ouvre le jeu politique à de nouveaux acteurs comme les mouvements autochtones.

⁵⁸ Tania Palencia Prado et David Holiday, « Vers un nouveau rôle de la société civile dans la démocratisation du Guatemala », (Montréal : Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, 1996), 23.

⁵⁹ Stanley et Holiday, « Broad Participation, Diffuse Responsibility », 421.

⁶⁰ Fernando Chinchilla, *Transitions à partir d'un acte de paix. Paix et transition vers la démocratie au Guatemala et au El Salvador*, Université de Montréal : Mémoire de maîtrise, Département de science politique, 1999, 2.

En Amérique latine, les mouvements sociaux transnationalisés des peuples autochtones ont émergé suite à une accumulation d'éléments créant un contexte favorable. Comme Ronnie Lipschultz l'explique en se positionnant dans une perspective constructiviste, les périodes historiques sont déterminées par certaines normes et idées dominantes en relations internationales. Au cours des dernières années, le système international a changé considérablement à cause du libéralisme : en ouvrant l'espace public à une pluralité d'enjeux et d'acteurs, en se diffusant dans le système et en combinaison avec la diminution de l'influence des États, le libéralisme permet l'émergence de la société civile globale⁶¹. L'expansion du libéralisme ouvre de multiples arènes et a octroyé un droit de parole à des groupes auparavant sans voix; c'est également un résultat de la chute du monde bipolaire, qui a permis la diffusion du libéralisme à l'échelle planétaire. L'ouverture sans précédent qui en a résulté a eu des conséquences inattendues sur les structures d'autorité, remplacées par des structures favorisant l'émergence des mouvements sociaux à l'échelle transnationale. Ainsi, dans le contexte actuel de dérèglementation, les États sont confrontés à une perte de pouvoir et d'autorité, ce qui affecte leurs capacités et même leur volonté à remplir leurs fonctions sociales, d'où la naissance, au sein de la société, de groupes palliant à ces manques et contestant ces nouvelles orientations⁶². Les MST des peuples autochtones correspondent à cette description; ils ont profité de ce contexte pour s'organiser à l'échelle transnationale car ils ne disposaient pas d'un espace suffisant au niveau domestique, l'État ne répondant pas aux attentes des peuples autochtones.

2.3. Un contexte interne fermé et hostile à la formation de la société civile

Dans le cadre de l'étude de cas, puisque les autochtones guatémaltèques ne trouvaient pas d'espace pour formuler leurs revendications, ni de canaux pour être entendus au niveau national, les mouvements autochtones ont court-circuité le niveau domestique pour se transnationaliser en créant leur propre espace et leurs propres arènes tout en établissant une série d'organisations et de réseaux transnationaux⁶³.

⁶¹ Ronnie Lipschultz, « Reconstructing World Politics : The Emergence of Global Civil Society », *Millennium* 21 (1992), 389-405.

⁶² Lipschultz, « Reconstructing World Politics : The Emergence of Global Civil Society », 410-412.

⁶³ Brysk, *From Tribal Village to Global Village*, 38-57.

Historiquement et encore aujourd'hui au Guatemala, l'État montre des lacunes dans sa capacité de gestion des conflits sociétaux et de stabilisation des institutions⁶⁴. Les contentieux, parce qu'ils ne se règlent pas au niveau interne, sont en conséquence amenés à une autre échelle : cette opération est qualifiée de *scale shift*, ou changement d'échelle. Il s'agit d'un changement : « in the number and level of coordinated contentious actions to a different focal point, involving a new range of actors, different objects, and broadened claims »⁶⁵. Sidney Tarrow ajoute que le changement d'échelle peut s'opérer dans deux directions et que cette dynamique transforme les enjeux auxquels elle est liée :

Upward, in which case local action spreads outward from its origins; or downward, when a generalized practice is adopted at a lower level. [...] shifts in scale are not simply the reproduction, at a different level, of the claims, targets, and constituencies of the sites where contention begins; they produce new alliances, new targets, and changes in the foci of claims and perhaps even new identities»⁶⁶.

Le modèle de boomerang intègre les changements d'échelles. En bloquant l'accès aux institutions des mouvements autochtones, les activités des acteurs se sont déplacées sur un axe vertical. Conformément à ce modèle, les MST des peuples autochtones se sont créés un espace transnational, des institutions et des réseaux pour agir à la fois au niveau international et sur l'État initialement visé.

2.3.1. *Un vent de renouveau*

Au Guatemala, l'apparition des mouvements sociaux transnationaux des peuples autochtones est en partie attribuable au fait que la formation d'organisations de la société civile et la mise sur pied de mouvements autochtones ont été fortement réprimés au fil

⁶⁴ La guerre civile qui a embrasé le Guatemala de 1960 à 1996 mérite d'être replacée dans le cadre plus large de l'Amérique centrale, où des mouvements de guérilla ont été mis sur pied en réponse à un blocage de l'État. Dans son analyse des campagnes de mobilisations populaires en Amérique centrale (incluant celle au Guatemala vers 1978), John A. Booth retient comme facteur de conflit la réponse du régime face aux revendications et aux griefs portés par les mobilisations populaires : la transformation de ces mobilisations en rébellions armées a eu lieu dans les États répondant le moins aux griefs et où la répression était étendue. John A. Booth, « Socioeconomic and political roots of national revolts in Central America », *Latin American Research Review* 26 (1991), 60. Les mouvements révolutionnaires qui se forment sont basés sur une fracture idéologique et de classe. Ce ne sont pas des mouvements autochtones, même s'ils intègrent quelques unes de leurs revendications afin de se constituer une large base mobilisatrice.

⁶⁵ Doug McAdam, Sidney Tarrow et Charles Tilly, « Conclusions », *Dynamics of Contention*, (Cambridge: Cambridge University Press, 2001), 331.

⁶⁶ Sidney Tarrow, *The New Transnational Activism*, (Cambridge: Cambridge University Press, 2005), 121.

des ans. Il importe de rappeler les racines du conflit civil, qui remontent à la « révolution d'octobre » en 1944, où, après une insurrection armée, Juan José Arevalo est élu au terme d'un scrutin démocratique qui met fin à une succession de dictatures politiques et militaires. Son mandat : réduire les inégalités sociales, que son successeur, Jacobo Arbenz, élu en 1951, poursuit avec une réforme agraire l'année suivante. Reflétant les inégalités sociales et la distribution de la richesse, 70% des terres arables sont la propriété de 2% de la population⁶⁷.

This [the agrarian reform] redistributed a million and a half acres to a hundred thousand families, and also gave peasants a significant share of political power. Local land reform committees, made up primarily of peasants representatives, bypassed the planter-dominated municipal government and provided peasants and their unions with a platform from which to make and win their claims for equity.⁶⁸

La redistribution de la terre est couplée au nouveau climat politique, où, pour la première fois, les libertés politiques et le pluralisme idéologique font bonne figure. Les partis politiques naissants sont à l'image des changements qui secouent les sphères politiques et sociales au Guatemala : ce sont des organisations de masses qui canalisent les pressions accumulées au cours de régimes précédents en proposant de nouveaux projets politiques⁶⁹. À cette époque, les canaux de contestation sont devenus accessibles à une bonne partie de la population; la formation d'associations de la société civile éveille la participation populaire et encourage la prise de position. Les réformes ne s'adressaient cependant pas spécifiquement aux peuples mayas, au contraire : les peuples autochtones avaient été amenés à rejeter leur identité de première nation pour se redéfinir comme appartenant à la classe paysanne, surtout s'ils espéraient profiter des ressources de l'État⁷⁰. L'organisation sociale avait ensuite perpétué ce découpage de la société et occulté une identité autochtone dévalorisée et négligeable.

⁶⁷ Jean-Marc Balencie et Arnaud de la Grange, dir., « Guatemala » dans *Mondes rebelles : Guérillas, milices, groupes terroristes* (Paris : Michalon, 2001), 54.

⁶⁸ Corey Robin, « Dedicated to Democracy : A review of *The Last Colonial Massacre: Latin America in the Cold War* by Greg Grandin », *London Review of Books online* 26 (2004) En ligne. <<http://www.lrb.co.uk/index.php>> (page consultée le 9 décembre 2004).

⁶⁹ Hector Rosada Granados, « Sistema electoral y participación política en Guatemala » dans *Los sistemas de partidos políticos en Centroamérica y las perspectivas de los procesos de democratización*, (Guatemala : ASIES, 1986), 54.

⁷⁰ Deborah Yashar poursuit son explication sur la construction de mouvements basés sur l'identité autochtone dans cet article. Deborah J. Yashar, « Contesting Citizenship : Indigenous Movements and Democracy in Latin America », *Comparative Politics* 31 (1998), 33.

Cette courte période de transformations connaît toutefois une fin brutale. Arbenz, qui bénéficie du soutien des partis politiques de gauche et d'extrême gauche, tels le Parti Communiste, éveille la crainte, pour le gouvernement des États-Unis, d'un basculement vers le bloc de l'Est. En 1954, Arbenz est renversé par le colonel Castillo Armas, qui dirige un groupe d'opposants et de mercenaires entraînés par la CIA au Honduras et au Nicaragua voisins. L'expansion démocratique caractéristique des dernières années est brutalement anéantie.

Commence alors une reprise en main qui passe par une remise en cause des acquis des années précédentes : reprise des terres distribuées, interdiction de syndicats ou des partis politiques de gauche, reformulation du code du travail. L'échec de cette tentative de réforme agraire et, plus généralement, de cet essai de démocratisation reste très présent dans la mémoire collective guatémaltèque.⁷¹

La prise de pouvoir par Castillo Armas sonne donc le glas du pluralisme politique, ce qui confine à la clandestinité les mouvements politiques nés de la précédente période. La guerre civile ne commence officiellement que six ans plus tard, mais la violence, elle, est dès lors utilisée pour reconfigurer le paysage politique guatémaltèque.

2.3.2. Retour à la case départ

Les canaux de contestation créés pendant le cours intermédiaire révolutionnaire ont tôt fait d'être bloqués et éliminés avec le coup d'État et la guerre civile qui menace. Le conflit s'installe avant tout sur une fracture idéologique et de classe sociale : les injustices sociales en constituent la principale cause interne⁷². Tout au long du conflit, qui a duré 36 ans, les enjeux sociaux, politiques et économiques se sont transformés et ont évolué : les acteurs du conflit civil et leurs intérêts en ont subi les conséquences.

⁷¹ Balencie et de la Grange, « Guatemala », 54.

⁷² Les inégalités sociales sont le résultat de plusieurs facteurs combinés : l'accumulation de capital et de terres entre les mains des capitalistes au détriment de la majorité de la population (paysans et autochtones), qui se trouve dépossédée et humiliée; la coexistence de formes d'exploitation capitalistes, oligarchiques et féodales; l'extrême pauvreté (chômage, malnutrition, mortalité infantile, analphabétisme); les dictatures politiques et militaires qui se sont succédées au fil des siècles; etc. Daniel Camacho, « Introducción. Centroamérica: la paz, la guerra y los movimientos sociales », *Ciencias Sociales* 36 (1987), 7-8.

Les mobilisations sociales qui suivent la prise de pouvoir de Castillo Armas, peu nombreuses, reflètent tout d'abord l'organisation des classes sociales, (Ligues paysannes, marche des mineurs, etc.) et l'appartenance religieuse, (les communautés catholiques, comme Acción Católica). En 1965, la *Liga campesina* est créée, avec pour finalité de défendre les droits des autochtones devant les ladinos et les autorités, et la *Federación Guatemalteca de Campesinos* reprend les mêmes thèmes dans la capitale. Ces organisations ne tardent pas à se voir accoler l'étiquette communiste et être démantelées⁷³. L'échec de ces premières mobilisations n'entraîne pas la mort de ces mouvements, mais bien leur radicalisation : le mouvement révolutionnaire prend de l'ampleur. La répression ne réussit pas à éliminer les mobilisations une fois pour toutes, elles renaissent de leurs cendres sous des formes nouvelles et différentes.

La radicalisation des mobilisations au Guatemala se reflète dans les mouvements révolutionnaires mis sur pied pendant les années 1970. Indépendants des intellectuels de classe moyenne (contrairement aux précédents), ils proviennent des couches populaires, sont directement implantés dans les communautés rurales comme urbaines et témoignent de réflexions idéologiques quant au projet de société désiré⁷⁴. Durant cette décennie, le marxisme, le nationalisme radical et la théologie de la libération trouvent prise dans plusieurs secteurs. Parmi les mouvements les plus significatifs on compte, une fois de plus, les comités d'action catholique, qui développent un réseau dans les régions montagneuses et la côte sud, en plus de poursuivre la conscientisation par l'éducation et la participation à grande échelle. Une autre organisation importante, le CUC (*Comité de Unidad Campesina*), réunit les paysans ladinos et autochtones, et a la particularité d'être dirigé par ces derniers.

⁷³ Arturo Arias, « La cultura, la política y el poder en Guatemala », *Boletín de antropología americana* 13 (1986), 82.

⁷⁴ Susanne Jonas, *The Battle for Guatemala. Rebels, Death Squads and U.S. Powers*, (Boulder : Westview Press, 1991), 123.

Un tremblement de terre destructeur en 1976⁷⁵ montre rapidement la capacité d'organisation et le potentiel de la société civile qui s'éveille. Par contre, les mobilisations trouvent toujours dans leur sillage une opposition brutale, qui se manifeste par la décapitation systématique des mouvements sociaux par les forces armées et la classe politique. Après l'assassinat des politiciens de gauche, des leaders syndicaux et de nombreux étudiants (plus de 400), même les politiciens centristes sont éliminés afin de stériliser l'action politique citoyenne⁷⁶. Les canaux de contestation légale se sont ainsi retrouvés mis à mal une fois de plus tandis que la polarisation des relations internationales Est-Ouest, les difficultés liées à la circulation de l'information et les limites à la participation non-étatique bloquent l'espace politique démocratique.

2.3.3. *Le début d'une conscientisation autochtone*

Pendant la guerre civile, le processus de transformation de la conscience autochtone s'entame, notamment en raison de la présence accrue de l'Église catholique. Nombreux à s'installer au pays après 1954, les missionnaires catholiques participent activement à la redécouverte de l'identité autochtone⁷⁷. L'Église catholique joue un rôle de véhicule idéologique au cours de cette prise de conscience autochtone, notamment en fournissant un rare espace citoyen.

La conscientisation des autochtones en tant que force politique se consolide après deux événements majeurs qui suivent les premières vagues de répression violente par le régime. Le massacre d'autochtones Kekchís manifestant pacifiquement à Panzos en mai 1978 amène le CUC au centre de la scène politique. Les manifestants étaient des paysans évincés de leurs terres par les forces armées. L'armée a ouvert le feu en plein jour sur les participants, ce qui coûte la vie à plus d'une centaine de personnes et en blesse gravement 300 autres. Essentiellement, cet acte devait terroriser la population afin qu'elle abandonne ses requêtes pour plus de justice sociale. Même si la contre-

⁷⁵ Le tremblement de terre du 4 février 1976, d'une magnitude de 7,5 à l'échelle de Richter, fait 25000 morts et laisse 1,25 millions de personnes sans-abri, à l'époque, 20% de la population du Guatemala. Susanne Jonas le qualifie de « class-quake », parce que ce sont les couches les plus démunies qui ont été victimes de cette catastrophe naturelle, alors que les plus aisés ont repris rapidement leurs activités sans trop en souffrir. Susanne Jonas, « Class-Quake in Guatemala », *American friends of Guatemala, Guatemala and Central America Report* juin (1976).

⁷⁶ Jonas, *The Battle for Guatemala*, 123-126.

⁷⁷ Arias, « La cultura, la política y el poder en Guatemala », 77-78.

insurrection est déjà commencée, il s'agit d'une déclaration ouverte de guerre, et une indication claire de la conception par l'armée que les autochtones constituent une force subversive⁷⁸.

Un autre événement témoigne de la stigmatisation et de la manière violente dont sont reçues les demandes autochtones. En janvier 1980, des autochtones de la région de Nebaj, dont certains sont membres du CUC, occupent l'ambassade d'Espagne pour attirer l'attention sur la répression militaire dont ils sont victimes dans leurs villages d'origine. La réponse des autorités ne se fait pas attendre longtemps : le feu est mis à l'édifice et 39 autochtones meurent brûlés vifs avec le personnel de l'ambassade qui étaient encore sur place. Aucun occupant ne survivra à l'incendie. La brutalité de l'intervention est suivie de l'invasion de la région par les forces armées; la situation ne fait qu'empirer.

Après ces tragédies, la défense de l'identité culturelle et ethnique chez les autochtones devient un facteur de mobilisation incontournable. Perçus comme des ennemis intérieurs, exclus parce que différents, certaines communautés réagissent en se resserrant autour de ce qui les caractérise comme autochtones. Comme précédemment, la répression de la mobilisation mène à l'augmentation de la mobilisation sous de nouvelles formes. L'identité ethnique se transforme en recherche du pouvoir politique⁷⁹. Les groupes révolutionnaires s'unifient en 1982 sous la bannière de l'Unité révolutionnaire nationale du Guatemala (URNG). Le nouveau mouvement de guérilla, l'URNG, perpétue la structure du conflit civil comme étant idéologique et de classe. Le mouvement révolutionnaire bénéficie tout de même d'un support appréciable de communautés autochtones et intègre quelques unes de leurs revendications à son programme, mais seulement à titre instrumental. Le mouvement de guérilla n'est donc pas un mouvement ethnique. Les autochtones participent avant tout à un mouvement de classe sociale. Le mouvement autochtone et le mouvement révolutionnaire sont donc

⁷⁸ L'armée a ouvert le feu sur les 700 manifestants pacifiques, des paysans s'étant fait confisquer leurs terres agricoles par les généraux des forces armées. « The Panzos massacre must be understood in relation to the strategic value of the zone to the capitalist development of Guatemala as a whole, as well as to major U.S. transnational companies exploring there for oil and minerals. » Les cadavres ont été enfouis dans des fosses communes, déjà creusées, soulevant la question de la préméditation de la tuerie. Jonas, *The Battle for Guatemala*, 128.

⁷⁹ Arias, « La cultura, la política y el poder en Guatemala », 97.

distincts, même s'il arrive que leurs lignes de pensée se croisent. Malgré cette nuance, la répression étatique prend alors des allures de génocide, alors que les autochtones sont identifiés comme des ennemis intérieurs dangereux⁸⁰.

Although it is often characterized as a class war or a peasant rebellion, this war has also many indigenous characteristics. For example, indigenous identity has been used both as a means of cohesion among the rebels and as a pejorative description of the rebels by the regime. Rios Montt's targeting « Indians » had led many observers to describe the Guatemalan military action as genocidal »⁸¹.

Les derniers régimes militaires, excédés par le statu quo de la guerre civile (incapacité pour les forces armées d'éliminer une fois pour toutes la guérilla, sans toutefois qu'elle ait de véritables chances de prendre le pouvoir) appliquent de nouvelles stratégies⁸² afin d'« enlever l'eau au poisson », soit à éliminer tout support potentiel de la guérilla, en l'occurrence, les communautés autochtones dans leur ensemble⁸³. Pendant cette phase du conflit, la répression étatique prend des proportions génocidaires. Elle s'est distinguée par des campagnes de destruction et de rééducation des communautés autochtones par l'armée guatémaltèque et les forces paramilitaires, notamment par des massacres collectifs et une volonté de destruction de l'identité sociale de ces groupes⁸⁴. Si le regroupement des forces révolutionnaires visait à fortifier la guérilla afin qu'elle représente une plus grande menace pour le gouvernement, l'URNG s'essouffle dès le

⁸⁰ Dans son ouvrage, Maurice Barth traite des violations de droits humains qui se sont produites pendant la guerre civile et du dépôt du rapport de la CEH. Il qualifie les violences de « génocidaires ». Barth, *L'enfer guatémaltèque, 1960-1996*.

⁸¹ Matthew Cleary, « Democracy and Indigenous Rebellion in Latin America », *Comparative Political Studies* 33 (2000), 1128.

⁸² Charles Brockett discute de la stratégie des forces armées datant du début du conflit : « In order to combat new round of guerrilla activities, the military applied its strategy from 1960s : Eliminate not just suspected guerrillas but also potentially supportive populations. » Charles D. Brockett, *Land, Power and Poverty. Agrarian Transformation and Political Conflict in Central America, Second Edition* (Boulder : Westview Press, 1998), 125.

⁸³ Le nom de la campagne militaire « Victoire 82 » du général Efraim Rios Montt, qui a accédé au pouvoir suite à un coup d'État militaire, n'est pas sans rappeler le plan « Victoire 42 » des nazis, associé à l'Holocauste. Le plan de Montt était de modifier qualitativement les caractéristiques de la montagne (comme avec la stratégie de la terre brûlée), refuge stratégique de la guérilla pour accumuler les forces. Des plans de rééducation de villages autochtones, de réorientation de la mentalité de la population, des massacres collectifs ont caractérisé cette période. L'expression « enlever l'eau au poisson » a souvent été employée dans le cadre de cette campagne pour justifier l'élimination systématique de tout support potentiel à la guérilla, les communautés autochtones ayant été identifiées comme tel. Barth, *L'enfer guatémaltèque 1960-1996*.

⁸⁴ Pour des explications détaillées, voir Brockett, *Land, Power and Poverty : Agrarian Transformation and Political Conflict in Central America*.

milieu des années 1980, cessant d'être une menace sérieuse pour l'État sans qu'il réussisse pour autant à l'éliminer⁸⁵.

Conséquence directe de cette vague de répression : la société civile peine à s'organiser et à se développer jusqu'en 1984, quand la transition d'un régime militaire vers un régime démocratique s'amorce. Nombre d'activistes guatémaltèques qui se sont exilés demeurent en contact via un réseau informel. De leur côté, les activistes des droits humains présents sur le terrain se lient à un bourgeon de réseau transnational, à la fois pour faire avancer leur cause, mais aussi pour se donner une protection personnelle supplémentaire contre le régime⁸⁶. Pendant les années 1980, des réseaux de solidarité se mettent en place. Ils ne sont pas basés sur l'identité autochtone, mais autour des droits humains et d'enjeux non-autochtones et liés à l'Unité révolutionnaire nationale du Guatemala (URNG)⁸⁷. Ce début de réseau cumule donc dès le départ cette double de fonction d'informer et de protéger les activistes.

La nouvelle vague de mouvements sociaux initiée avec la transition démocratique de 1984 porte la marque des décennies précédentes. La prise de conscience des peuples autochtones résulte en des mouvements qui font plus qu'intégrer leurs revendications, mais qui trouvent leur raison d'être dans cette nouvelle identité. Les changements structurels profonds et l'intensité de la répression qui ont eu lieu au cours de la période des années 1960 jusqu'aux années 1980 ont modifié la conception que les peuples autochtones ont d'eux-mêmes. Les déplacements de population conséquents de la guerre civile ont amené les autochtones à être en contact beaucoup plus fréquemment avec les *ladinos*, ce qui les a confrontés à faire le point sur leurs différences culturelles. Susanne Jonas identifie quatre changements structurels à l'origine de l'émergence d'une conscience autochtone : (1) la croissance et les crises économiques ont mené à l'expropriation de leurs terres au profit des *ladinos*, ce qui a renforcé leur perception des *ladinos* comme force ennemie; (2) l'économie de marché a

⁸⁵ Holiday et Stanley, « Broad Participation, Diffuse Responsibility: Peace Implementation in Guatemala », 426-431.

⁸⁶ Susan Bugerman, « Mobilizing Principles: The Role of Transnational Activists in Promoting Human Rights Principles », *Human Rights Quarterly* 20 (1998), 921.

⁸⁷ Au départ, le conflit opposait plusieurs groupes révolutionnaires et le gouvernement du Guatemala. En effet, tout comme la nature du régime politique officiel, les forces révolutionnaires se sont modifiées et adaptées au cours du conflit pour se réunir en 1982 sous le nom d'URNG.

rendu les paysans dépendants du capital, brisant l'isolation traditionnelle des communautés autochtones; (3) les initiatives de développement, provenant à la fois du gouvernement et des États-Unis, ont ouvert de nouvelles possibilités et élevé les attentes des communautés autochtones auxquelles le gouvernement a été incapable ou a refusé de répondre; (4) en conséquence de la guerre et des crises économiques successives, une proportion grandissante d'autochtones se sont établis dans la capitale et les villes, les amenant à se redéfinir par rapport à leur nouveau mode de vie et aux *ladinos*⁸⁸. La distinction culturelle a été renforcée par ces contacts inévitables avec l'« autre » et l'État, auquel ils ne s'identifient pas. Alors que la marginalisation continue, la relation d'opposition s'affermi. Tous ces facteurs et enjeux non-résolus contribuent à faire des autochtones guatémaltèques une force sociale puissante qui cherche sa place et s'affirme de plus en plus.

Le choc autochtone-*ladino* prend forme dans tous les domaines, notamment celui de l'alphabétisation. Offerte seulement en espagnol, alors que les autochtones parlent 22 langues et dialectes, elle est perçue comme un dilemme entre alphabétisation et castillanisation. Les autochtones se voient obligés d'abandonner leur langue maternelle à la porte de l'école pour y adopter l'espagnol. Le système d'éducation, érigé pour et par la minorité ladino, ne répond pas aux besoins et aux attentes des autochtones, il devient une courroie de transmission de la culture ladino, en opposition aux cultures autochtones. Il arrive aussi que les services soient physiquement inaccessibles aux communautés, les écoles de l'État étant parfois trop éloignées pour que les enfants s'y rendent seuls.

L'Église catholique, forte des nombreux missionnaires venus au pays, pallie certaines lacunes dans les communautés. En plus de procéder à des campagnes d'alphabétisation et d'évangélisation, elle vise une prise de conscience des valeurs autochtones⁸⁹. La théologie de la libération se révèle aussi être une influence majeure, même après l'arrivée d'un flot de groupes évangéliques protestants au cours des années

⁸⁸ Jonas, *The Battle for Guatemala*, 106.

⁸⁹ Arias, « La cultura, la política y el poder en Guatemala », 86-88.

1980⁹⁰. Nombre de ces missionnaires proviennent des États-Unis et ont pour mandat de propager l'anticommunisme afin de dissuader les fidèles de s'engager dans la guérilla. Malgré tout, l'Église catholique canalise la force autochtone et contribue à la construction d'une identité autochtone, en l'amenant à se questionner et à se positionner de l'intérieur. L'Église ne se limite pas à faire germer les mouvements autochtones, elle demeure une force déterminante dans l'articulation des premières demandes faites en ce sens.

Cette prise de conscience ne diminue pas pour autant la polarisation sociale qui reste marquée et est même en voie d'accentuation. « Dans les années 80, la CEPAL estimait que 20% de la population ne bénéficiait que de 5% du revenu national alors qu'à l'inverse, 20% se partageaient 54% de ce même revenu. [...] plus de 80% [de la population] vivrait en-dessous du seuil de la pauvreté. »⁹¹ Les inégalités sociales et la (non) répartition de la richesse se reflètent aussi dans la structure agraire, l'une des plus concentrées d'Amérique latine : 2% des propriétaires possèdent les deux-tiers des terres, alors que 80% se partagent le dixième⁹². La question de la terre, qui a joué pour beaucoup dans le renversement d'Arbenz en 1954, s'est exacerbée pendant la guerre, au fil des expropriations et des confiscations de terres. Elle demeure l'expression la plus tangible des inégalités sociales au pays, et la marque la plus visible de la pauvreté de la majorité de la population.

Les mouvements autochtones quasi réduits à néant dans les années 1980 sont construits sous une structure innovatrice. Ces nouveaux mouvements sociaux ne sont plus basés sur les classes sociales ou la lutte des classes; ils mobilisent plutôt les secteurs qui sont ignorés ou résistants aux partis politiques traditionnels, en lesquels ils ne font pas confiance⁹³. La constitution de références culturelles communes, initiée au cours de décennies précédentes, porte fruits et devient la base de ces nouveaux mouvements

⁹⁰ Susanne Jonas, *Of Centaurs and Doves. Guatemala's Peace Process* (Boulder, Colo.: Westview Press, 2000), 29.

⁹¹ Balencie et la Grange, « Guatemala », 68.

⁹² De ce 80%, la majorité des exploitations sont en fait des *mini-fundios*, qui sont de taille si réduite qu'elles ne peuvent être rentables, ni même assurer l'autosuffisance des propriétaires. Ibidem.

⁹³ Judith Adler Hellman, « The Study of New Social Movements in Latin America and the Question of Autonomy » dans Arturo Escobar et Sonia E Alvarez, dir., *The Making of Social Movements in Latin America: Identity, Strategy, and Democracy* (Toronto : York University, 1992), 52-62.

sociaux. L'ouverture démocratique qui suit l'adoption d'une nouvelle constitution en 1985 et le retour de gouvernements civils donne un répit, mais ni la guerre civile ni la ségrégation des autochtones ne prennent fin.

L'absence d'espace politique citoyen et l'impossibilité de participer au projet de société guatémaltèque laissent peu d'opportunités aux groupes autochtones. Les canaux de contestation internes sont toujours bloqués et inaccessibles, mais le climat politique international est davantage propice aux activistes internationaux et transnationaux : le boomerang peut désormais être lancé.

CHAPITRE 3 : LE RÉPERTOIRE D'ACTION COLLECTIVE DES MSTPA AU GUATEMALA

3.1. Le modèle de boomerang

Pour influencer, convaincre et socialiser leurs interlocuteurs, les stratégies choisies par les acteurs transnationaux privilégient les idées, les normes et les valeurs. Comme l'expliquent Keck et Sikkink, il existe quatre stratégies déployées par les RAT (réseaux d'activistes transnationaux) :

(1) *information politics*, or the ability to quickly and credibly generate politically usable information and move to where it will have the most impact; (2) *symbolic politics*, or the ability to call upon symbols, actions, or stories that make sense of a situation for an audience that is frequently far away; (3) *leverage politics*, or the ability to call upon powerful actors to affect a situation where weaker members of a network are unlikely to have influence; and (4) *accountability politics*, or the effort to hold powerful actors to their previously stated policies or principles.⁹⁴

Le modèle de Keck et Sikkink permet de comprendre comment cette expression du transnationalisme prend forme dans la politique interne du Guatemala. Cette typologie contribue également à saisir l'ensemble des stratégies employées par les mouvements sociaux transnationalisés des peuples autochtones (MSTPA). Trois de ces MSTPA font l'objet d'une étude de cas discutée dans ce chapitre et le suivant : ici, le chapitre est consacré à leur répertoire d'action collective tandis que l'exercice de leur influence est ensuite analysé au chapitre quatre. Les MST retenus dans le cadre de l'étude de cas sont : *Defensoría Maya* (Défense Maya, DEMA), *Majawil Q'ij* (Nouvelle aurore) et la *Coordinadora Nacional de Viudas de Guatemala* (CONAVIGUA).

Parmi la multitude de mouvements sociaux actuellement actifs au Guatemala, très peu rencontrent les critères établis pour ce mémoire qui repose sur l'étude de mouvements sociaux transnationaux articulés autour de la construction de l'identité autochtone et de sa valorisation. Plusieurs MST intègrent les demandes des peuples autochtones sans toutefois s'y consacrer spécifiquement. Par exemple, plusieurs organisations féministes guatémaltèques incluent quelques revendications des Mayas

⁹⁴ Keck et Sikkink, *Activists Beyond Borders*, 16.

sans toutefois intégrer le discours autochtone à leur programme⁹⁵. Ici, un MSTPA est défini comme possédant les caractéristiques suivantes : essentiellement ancré dans l'identité autochtone, il génère aussi des identités collectives. Ses objectifs sont basés sur des principes universels et résolument ancrés dans les enjeux autochtones. Il a une orientation politique et fait l'usage de mobilisations comme action collective⁹⁶. Les trois MSTPA choisis présentent donc ces traits caractéristiques, comme l'atteste leur répertoire d'action collective, qui est détaillé au cours de ce chapitre.

Le second élément qui a permis de limiter le choix des mouvements sociaux transnationaux des peuples autochtones est l'échelle temporelle. L'étude de cas se concentre sur la période de la transition vers la paix, donc sur la décennie des années 1990. À cette époque, les mobilisations étaient encore difficiles pour les autochtones guatémaltèques, le climat politique demeurant instable et peu ouvert. Par ailleurs, la transnationalisation des mouvements sociaux des peuples autochtones n'en était qu'à ses débuts. C'est surtout après 1996 que les mouvements autochtones, incluant les MSTPA, sont apparus au Guatemala, d'où la difficulté d'en identifier qui convenaient à l'étude de cas. Par conséquent, les trois MSTPA constituant l'étude de cas ont été créés avant les négociations et la fin du conflit en 1996. Pour les besoins de ce mémoire, il était essentiel qu'ils participent directement ou indirectement aux négociations et/ou à la mise en œuvre des changements négociés. DEMA, *Majawil Q'ij* et CONAVIGUA comptent parmi les rares mouvements autochtones qui présentent simultanément ces caractéristiques.

Au Guatemala, l'importance de l'identité autochtone s'est manifestée avec l'émergence de mouvements autochtones au début des années 1990, alors qu'un début de transition démocratique ouvre l'espace politique à de nouveaux participants. Parmi

⁹⁵ En ce sens, l'Agrupación de Mujeres Tierra Viva est un mouvement social transnational qui défend les droits des femmes et l'élimination de toute forme d'inégalité. Même si ce mouvement présente les caractéristiques d'un MST, il n'intègre que de petites parcelles des revendications autochtones à son discours. Il ne peut donc pas être considéré comme un MST des peuples autochtones. Laura E. Asturias, « Una energía imparable », *La Tertulia, una ventana hacia las vidas de las mujeres* 5 (11), Guatemala, 9 mars 2002) En ligne. <<http://www.la-tertulia.net/eds/2002/200211.htm#le Asturias>> (page consultée le 6 février 2006).

⁹⁶ Cette définition reprend les termes proposés par Alison Brysk, dans la note 46 à la page 22 du mémoire. Brysk, *From Tribal Village to Global Village*, 35-36.

les mouvements sociaux qui émergent, on compte des mouvements sociaux des peuples autochtones. Quelques uns de ces mouvements nationaux se transnationalisent pour améliorer leur capacité d'influence : *Majawil Q'ij*, *Defensoría Maya* et CONAVIGUA sont de ce nombre. Dès le début, ils proclament que l'identité autochtone est au centre de leurs activités politiques et contestent le discours prédominant et l'organisation sociale basés sur les classes et l'ethnie. De plus, ces organisations sont tournées vers les communautés autochtones⁹⁷. De ce fait, ils présentent les quatre critères définissant les MSTPA : ils ont été actifs pendant toute la décennie des années 1990 et ils ont participé à leur manière à la résolution du conflit civil et à l'application des changements qui ont été négociés.

Ce chapitre est consacré à l'analyse du répertoire d'action collective des trois MST choisis pour l'étude de cas. La typologie des quatre stratégies de Keck et Sikkink (information, symbolique, levier, imputabilité) permettra de mettre en relief les activités de *Defensoría Maya*, *Majawil Q'ij* et CONAVIGUA. Même si la guerre civile est terminée au Guatemala, il est clair que l'oppression demeure une réalité pour les autochtones et une grande partie des citoyens. La société est toujours stratifiée et perpétue des inégalités sociales, économiques et politiques auxquelles s'adressent les membres des groupes dits à risque. L'attention internationale dont ils bénéficient se transforme en puissant levier, la pression internationale peut venir hanter les dirigeants politiques. Par ailleurs, elle permet également de demander des comptes, de rappeler les engagements et les responsabilités dans lesquelles le gouvernement du Guatemala, les forces armées et les acteurs politiques se sont investis. Les stratégies de levier et d'imputabilité sont donc concomitantes à la stratégie d'information qui consiste à faire circuler l'information et à suivre la progression des enjeux, alors que la stratégie symbolique permet de mettre l'accent sur l'identité et la culture maya.

3.2. Defensoría Maya

Defensoría Maya (DEMA) est une organisation de défense des droits des peuples autochtones qui a été fondée en 1993. Ce mouvement social transnationalisé se concentre sur les questions reliées aux droits des peuples autochtones et organise des

⁹⁷ Yashar, « Contesting Citizenship : Indigenous Movements and Democracy in Latin America », 23.

formations leur étant spécifiquement dédiées afin de les outiller pour défendre leurs droits. En plus d'avoir participé au processus de paix au Guatemala, *Defensoría Maya* s'est jointe à diverses organisations-parapluie pour ajouter sa voix aux autres mouvements autochtones guatémaltèques et internationaux. Cette organisation œuvre aux niveaux national et international afin de faire progresser la question des droits des peuples autochtones au Guatemala et ailleurs dans le monde. Au fil du temps, ce MST s'est étendu à l'intérieur du Guatemala : la couverture de cinq régions en 1993 est passée à 14 régions en 1999, montrant la vitalité et la pertinence du mouvement⁹⁸.

La raison d'être de *Defensoría Maya* correspond au premier critère d'identification des MST : ses objectifs sont basés sur des principes universels. Les membres de DEMA en font la promotion; ils luttent contre la discrimination et le racisme sous toutes ses formes, et par dessus tout, pavent la voie à la réalisation des aspirations du peuple maya⁹⁹. La défense juridique des droits des peuples autochtones est au centre des objectifs de l'organisation, qui cherche par cette voie à récupérer, revaloriser et consolider l'identité, la culture, la philosophie et la cosmovision du peuple maya¹⁰⁰. Comme le décrit OXFAM : « DEMA is an indigenous rights organization that works for the recovery and practice of traditional Mayan law, the strengthening of Mayan authorities, and the defense of basic human rights »¹⁰¹. Par son travail, DEMA fait la promotion de ces valeurs tout en valorisant l'identité collective autochtone.

Une identité collective est créée non seulement entre les membres, mais sort des portes de l'organisation par l'enseignement promulgué sur les droits des peuples autochtones. La conscientisation, le discours et les revendications gagnent donc les communautés en plus de grandir de l'intérieur du mouvement. C'est le sentiment

⁹⁸ Sur le réseau LaNeta, *Defensoría Maya* explique comment et pourquoi l'organisation a été créée. *Defensoría Maya*, « El contexto político nacional de nacimiento de la *Defensoría Maya* », (Programa LaNeta, *Defensoría Maya*, 1998) En ligne. <<http://laneta.apc.org/rci/defmay/>> (page consultée le 2 février 2006).

⁹⁹ *Defensoría Maya*, « Comunicado nacional e internacional. Con motivo del fin de año, siglo y milenio », (Pueblo Indio, *Defensoría Maya*, 1999) En ligne. <http://www.puebloindio.org/Defensoría_Maya/saludo1999.htm> (page consultée le 6 février 2006). Traduction libre.

¹⁰⁰ *Defensoría Maya*, « El contexto político nacional de nacimiento de la *Defensoría Maya* ».

¹⁰¹ OXFAM America, « DEMA. *Defensoría Maya* », (OXFAM America, Partners, 2006) En ligne. <http://www.oxfamamerica.org/partners/dema_partner> (page consultée le 6 février 2006).

d'appartenance à une entité plus grande qu'à DEMA, plus large qu'à la communauté, qui transparait dans ce mouvement. Participer à la revitalisation de l'identité maya est plus qu'une retombée, il s'agit de la finalité de *Defensoría Maya*.

L'orientation politique de DEMA remplit une autre caractéristique propre aux MST : ses revendications prennent racine dans les inégalités perpétuées par le système politique et l'appareil juridique qui en découle. Parmi les revendications principales, on dénote un désir de participer pleinement au processus politique et d'obtenir une place qui reflète la composition ethnique du pays¹⁰². DEMA s'implique activement au sein de la politique nationale, mais marque aussi sa présence au niveau international au sein d'organisations, de forums et d'événements à caractère mondial.

Le répertoire d'action collective du MSTPA *Defensoría Maya* se distingue aussi par sa variété d'activités transnationales et par la place accordée à l'usage des mobilisations. Celles-ci s'adressent aux membres de mouvements autochtones ou encore aux communautés autochtones.

3.2.1. Stratégie d'information

La stratégie d'information est une composante incontournable du répertoire d'action collective de *Defensoría Maya*. Pour ce MST, créer de l'information crédible et assurer sa circulation est un moyen de communiquer ses revendications à un public national et étranger, de trouver des alliés et d'acquérir une notoriété protectrice.

Une manifestation concrète de la mise en œuvre de la stratégie d'information par Defensoría est la publication en espagnol d'un journal mensuel sur Internet. Le *Chuj Walijo'q* a été publié pour la première fois en février 1997 sur la *Plataforma de Información del Pueblo Indio*, un réseau Internet qui regroupe des mouvements autochtones. Le journal prend la forme d'un long éditorial qui rappelle les principales

¹⁰² Parmi les revendications liées aux institutions politiques, on compte : la création d'un Congrès maya qui enverra des délégués au Congrès national; un Congrès comptant un plus grand nombre de législateurs autochtones (mayas, xincas et garifúñas); un droit de parole dans la démarche et le contenu de la redéfinition de la nation et d'État pluriculturel et plurilingue. En 1999, seulement 15 congressistes mayas siégeaient au Congrès, représentant 16% des législateurs, alors que les mayas formaient, selon DEMA, 70% de la population du pays. Defensoría Maya, « Comunicado nacional e internacional. Con motivo del fin de año, siglo y milenio ». (Traduction libre).

revendications de l'organisation tout en les mettant en scène avec des événements d'actualité ou des problèmes rencontrés par les Mayas¹⁰³. Le journal procure également de l'information sur les activités de Defensoría Maya, tant à l'échelle nationale qu'internationale¹⁰⁴. Très vite, le MST a été confronté à des problèmes financiers : après seulement quatre numéros, le mensuel n'est pas publié en juin 1997, puis un silence de sept mois sépare les éditions de juillet 1997 et février 1998, qui sera la dernière. Finalement, Defensoría Maya n'a pas les moyens financiers nécessaires pour tenir son propre journal¹⁰⁵. Cette stratégie d'information se révèle trop coûteuse pour les maigres ressources dont elle dispose.

Defensoría Maya exploite aussi le potentiel du cyberspace en devenant membre de réseaux Internet, moins coûteux et tout de même efficaces pour forger des alliances. DEMA met à profit la structure décentralisée d'Internet pour créer des « réseaux globaux de savoir » (« *Global Knowledge Network* »)¹⁰⁶, qui favorisent le partage d'informations. Ici, la circulation de l'information est une stratégie peu coûteuse et qui nécessite peu de ressources, donc appropriée pour DEMA. Dans cette optique, le MST demeure membre de la *Plataforma de Información del Pueblo Indio*, qui produit et diffuse de l'information sur les enjeux autochtones et les groupes qui en sont membres. DEMA est aussi membre de LaNeta, un autre réseau Internet destiné aux organisations

¹⁰³ Une revendication qui revient souvent est de réformer le système de justice, qualifié de discriminatoire et raciste. Defensoría Maya demande qu'il reflète la cosmovisión maya. Defensoría Maya, « Levantémonos. Cada día estamos peor », *Chuj Walijo'q* 1 (2), mars 1997. En ligne <http://www.puebloindio.org/Defensoria_Maya/Maya_boletin2.htm> (page consultée le 2 février 2006). Defensoría Maya, « La discriminación a los pueblos indígenas en la legislación nacional », *Chuj Walijo'q* 1 (4), mai 1997. En ligne. <http://www.puebloindio.org/Defensoria_Maya/Maya_boletin4.htm> (page consultée le 2 février 2006).

¹⁰⁴ La seconde partie de l'édition de juillet 1997 est destinée aux activités internationales de DEMA et fournit des renseignements les activités de DEMA dans le Groupe de travail sur les populations autochtones et le Projet de Déclaration des droits des peuples autochtones de l'ONU. Defensoría Maya, « Participación internacional de la Defensoría Maya », *Chuj Walijo'q* 1 (5), juillet 1997. En ligne. <http://www.puebloindio.org/Defensoria_Maya/Maya_boletin5_part2.htm>, (page consultée le 2 février 2006).

¹⁰⁵ Après juillet 1997, *Chuj Walijo'q* est paru une sixième et dernière fois en février 1998. Dans cette édition, *Defensoría Maya* explique que pour des motifs économiques, la revue n'a pas pu être éditée au cours des derniers mois et que numéro de février 1998 l'a été grâce à des dons de collaborateurs. L'organisation fait un nouvel appel à des contributions qui semble ne pas avoir été entendu puisqu'il s'agit de la dernière édition de la revue en ligne. Defensoría Maya, « A nuestros lectores », *Chuj Walijo'q* 1 (6), février 1998. En ligne. <http://www.puebloindio.org/Defensoria_Maya/Maya_boletin6.htm>, (page consultée le 3 mars 2006).

¹⁰⁶ Diane Stone, « Introduction : Global Knowledge and Advocacy Networks », *Global Networks* 2 (2002), 1-3.

de la société civile d'Amérique latine, où elle publie des analyses politiques¹⁰⁷. Ces réseaux Internet, ou cyber-réseaux, procurent un espace alternatif pour l'expression des demandes de la société civile. S'il permet un accès universel au MST, il n'en demeure pas moins qu'il est perdu dans l'immensité cybernétique. Cet espace politique a donc un impact restreint; la stratégie d'information doit être exprimée de manière à attirer davantage l'attention internationale sur l'organisation et ses membres.

L'insécurité au Guatemala, spécialement en ce qui concerne les activistes perçus comme une menace pour les forces armées, peut être en partie comblée par la protection qu'offre une fenêtre internationale. L'attention internationale d'ONG reconnues protège les membres de *Defensoría Maya* et offre une possibilité de dénoncer le climat de violence qui l'entoure. Par exemple, Julio Ixmatá Tziquin, un leader Quiché de DEMA, a été victime en 1996 d'une attaque violente par des membres de patrouilles civiles, de militaires et de leurs alliés désireux de l'empêcher de poursuivre ses activités. Amnistie Internationale a rapidement dénoncé cette violation des droits humains, tout en condamnant spécifiquement les attaques répétées contre les activistes de droits humains et contre les autochtones au Guatemala¹⁰⁸. En transposant immédiatement cet acte de violence sur la scène internationale et en accordant une attention particulière aux membres de DEMA, Amnistie Internationale a pu offrir une protection internationale.

En 1997, dans un document publié par le *World Policy Institute*, Andrew Reding pose un regard sur la démocratie et sur les droits humains au Guatemala. Dans ce rapport, l'agression contre Julio Ixmatá Tziquin, de *Defensoría Maya*, est spécifiquement rapportée alors que l'auteur discute des groupes à risque et des actes de violence qui touchent les membres d'organisation de la société civile :

¹⁰⁷ À ce sujet, voir : Defensoría Maya, « Documento de análisis de Defensoría Maya. Reflexiones sobre el Acuerdo identidad y derechos de los pueblos indígenas a cinco años de su firma por el gobierno y la Unidad revolucionaria nacional guatemalteca -URNG- », (Programa LaNeta, Defensoría Maya, Propuestas políticas al estado y sociedad guatemalteca, 2000) En ligne. <<http://www.laneta.apc.org/rci/defmay/analisis.html>>, (page consultée le 2 février 2006).

¹⁰⁸ L'attaque a eu lieu le 1^{er} avril 1996, dans le village de Guineales, Santa Catarina Ixtahuacán, dans l'État de Sololá. Ixmatá a dû être hospitalisé pour ses blessures et a été menacé de mort s'il poursuivait ses activités. Amnesty international, « Guatemala : Human Rights and Indigenous Activists Attacked », dans *Human Rights Watch World Report 1997* (New York : Amnesty International (AI Index : AMR 34/13/96) mai 1996), 100.

Just as the concept of human rights is perceived as subversive by powerful segments of the country's security forces and their political allies, human rights activists are seen as the ultimate subversives, as « communists » and guerrilla allies. When army officers use that language to describe human rights organizations and investigators, it not only places the latter at risk with the formal security forces, but with the army's wider network of associates among nominally demobilized military commissioners and civil patrollers. [...] Underscoring the racism and socioeconomic polarization that characterize Guatemala, indigenous groups have been subject to mind-numbing levels of repression. Massacres of indigenous villagers during the early 1980s were miniature holocausts, arguably taking on the dimension of crimes against humanity.¹⁰⁹

Que les actes de violence envers les membres de DEMA soient relevés par des organisations et médias étrangers atteste que le travail de l'organisation n'est pas un coup d'épée dans l'eau et que le reste du monde ouvre l'œil. La stratégie d'information peut donc, en plus de mobiliser des réseaux, instruire un public étranger, construire un espace politique et assurer une protection aux activistes.

3.2.2. Stratégie symbolique

Defensoría Maya fait la promotion de l'identité autochtone et participe à sa valorisation, notamment en plaçant la cosmovision maya comme principe fondamental¹¹⁰. De ce fait, elle se fait le moteur de la transmission des valeurs et de la spiritualité sous-tendant la culture autochtone.

Dans le cas de la philosophie maya, la cosmovision est la manière de comprendre la vie et l'existence selon la relation philosophique entre la nature, l'homme et l'univers. Dans un univers à dynamique changeante, l'homme n'est qu'un élément parmi tous les autres, il coexiste avec eux et entretient une interdépendance.¹¹¹

¹⁰⁹ Dans ce rapport, d'autres actes de violence envers les membres de CONAVIGUA, de la Fondation Rigoberta Menchú, de la Fondation Myrna Mack et d'autres organisations sont rapportés. Les groupes à risque identifiés par Andrew Reding couvrent divers secteurs de la société hautement stratifiée en termes d'ethnie et de prospérité : les activistes de droits humains; les groupes autochtones; les travailleurs religieux; les partis politiques et les individus confrontant les militaires; les journalistes et les rédacteurs; les leaders, les membres de syndicats et les activistes de la réforme agraire; les juges, les avocats, les procureurs et les enquêteurs; les professeurs, les étudiants et les chercheurs; les environnementalistes; et les enfants. Andrew Reding, « Democracy and Human Rights in Guatemala », (World Policy Institute, 1997) En ligne. <<http://www.ciaonet.org/wps/rea01/index.html>> (page consultée le 20 mars 2006).

¹¹⁰ Defensoría Maya, « Cómo se concibe la *Defensoría Maya* », (Programa LaNeta, Defensoría Maya, 1998) En ligne. <<http://laneta.apc.org/rci/defmay/>> (page consultée le 2 février 2006).

¹¹¹ Amilcar Pop, « La Juridicidad Desde la Cosmovisión Maya », (Organisation internationale du travail. Estudios y artículos – Guatemala, 2003) En ligne. <<http://www.oit.or.cr/unfip/estudios/juridic.htm>> (page consultée le 8 mars 2006). (Traduction libre).

La spiritualité maya repose sur une série de valeurs et de principes qui découlent de la cosmovision :

La cosmovision maya (*cosmogónia*) est la vision et l'explication du monde et de la vie, c'est la pratique d'un système de valeurs qui met en relation l'être humain, la nature, le temps, la vie comme un tout, la totalité des relations d'un système vivant : le cosmos. »¹¹²

Cette dimension essentielle de la culture maya reprend vie grâce au MST *Defensoría Maya* qui l'applique dans la raison d'être et le fonctionnement de l'organisation¹¹³. Après des années de répression, la spiritualité autochtone retrouve donc un terreau fertile dans les MST des peuples autochtones. Des symboles très forts ont été dégagés de la spiritualité autochtone, et ils ont à leur tour servi à une meilleure compréhension des revendications du mouvement.

DEMA souligne dans *Chuj Walijo 'q* que la cosmovision a été dénigrée depuis la Conquête et dénonce la désinformation que réalise le système d'éducation à ce sujet. L'organisation conteste que la culture autochtone y soit présentée comme arriérée et sans valeur et que la cosmovision y soit qualifiée de religion polythéiste¹¹⁴. Defensoría Maya fournit par le biais de son journal des explications supplémentaires sur la portée de la cosmovision et sa place dans la culture maya. La symbolique entourant la cosmovision prend ici une tournure essentielle à la réconciliation, le discours de DEMA visant en fait à reconstruire la mémoire historique et à revoir l'histoire du Guatemala telle qu'elle est enseignée à l'école. En outre, la discussion sur la cosmovision ouvre la porte au partage de connaissances plus générales sur la culture maya.

¹¹² Audelino Sac Coyoy, « Los Derechos Indígenas y la Espiritualidad Maya », (Organisation internationale du travail, Estudios y artículos – Guatemala, 2003). En ligne. <<http://www.oit.or.cr/unfip/estudios/Espiritualidad.htm>> (page consultée le 8 mars 2006).

¹¹³ Dans des documents diffusés sur le portail Internet Laneta, *Defensoría Maya* explique que l'organisation a été créée afin de récupérer, valoriser et consolider l'identité, la culture, la philosophie et la cosmovision du peuple maya au Guatemala. La cosmovision est clairement identifiée comme une composante essentielle de l'organisation. La défense juridique que réalise l'organisation relève directement des préceptes de la cosmovision. DEMA partage donc les préceptes de la cosmovision avec ses membres et le reste de la société et cherche à ce qu'ils soient intégrés au système de justice. Defensoría Maya, « El contexto político nacional de nacimiento de la *Defensoría Maya* ». En outre, les principes fondamentaux de la cosmovision se reflètent dans le modèle de prise de décision collective, où le dialogue et le consensus sont mis de l'avant. Defensoría Maya, « Cómo se concibe la *Defensoría Maya* ».

¹¹⁴ Defensoría Maya, « Levantémonos. Cada día estamos peor », *Chuj Walijo 'q* 1 (2), mars 1997. En ligne <http://www.puebloindio.org/Defensoria_Maya/Maya_boletin2.htm> (page consultée le 2 février 2006).

3.2.3. Stratégie de levier

Defensoría Maya utilise une variété d'instruments pour parvenir à leurs fins et faire valoir les droits des peuples autochtones. À ses débuts, comme les Mayas ne sont pas pleinement reconnus comme peuple et comme autochtones, ces questions sont abordées en empruntant le chemin détourné des droits humains.

Autour de cette thématique, *Defensoría Maya* et *Majawil Q'ij* utilisent sensiblement de la même manière la stratégie de levier : ils agissent à deux niveaux. Ainsi, ils font appel à des acteurs internationaux comme l'ONU, et ils joignent de grandes organisations-parapluies guatémaltèques, l'IUCM (Instance d'unité et de consensus maya), COPMAGUA (Coordination des organisations du peuple maya, aussi connue d'après ses initiales en langue maya SAQB'ICHIL)¹¹⁵ et COMG (Conseil des organisations mayas du Guatemala)¹¹⁶ étant de ce nombre. À la fin des années 1980, alors que des groupes engagés envers les droits des Mayas émergent, de plus en plus de mouvements autochtones se concentrent sur les droits culturels et le statut politique des autochtones au Guatemala. Ainsi, la COMG publie un livret présentant les demandes des Mayas en terme de pouvoir politique et d'autodétermination¹¹⁷. Percevant les pourparlers de paix du début des années 1990 comme une opportunité à saisir, COMG s'est appliqué à placer l'enjeu de l'autonomie à l'agenda¹¹⁸, profitant au passage de l'attention internationale leur étant accordée. La stratégie de levier a porté fruit peu de temps après avec l'*Accord en vue de la réinstallation des populations déracinées du fait des affrontements armés* (juin 1994), qui a permis le retour des autochtones mayas sur leurs terres.

¹¹⁵ La COPMAGUA est une organisation-parapluie qui réunit cinq des plus grande organisations mayas du Guatemala : l'Instance d'unité et de consensus maya (IUCM), le COMG, l'Académie des langues mayas du Guatemala et l'Assemblée du peuple maya. Prado et Holiday, « Vers un nouveau rôle de la société civile dans la démocratisation du Guatemala ».

¹¹⁶ En espagnol, il s'agit du *Consejo de Organizaciones Maya de Guatemala*.

¹¹⁷ Eleanor Dictaan-Bang-oa et Jack Medrana signalent l'apport de ce livret (non daté) pour le mouvement maya et son impact sur le processus de paix. Eleanor Dictaan-Bang-oa et Jack G. L. Medrana, « The Guatemala Peace Agreement of 1996 : A Case Study », dans Chandra K. Roy, Vicky Tauli-Corpuz et Amanda Romero-Medina, dir., *Beyond the Silencing Guns*, (Baguio City, Philippines : Tebtebba Foundation, Indigenous People's International Center for Policy Research and Education, 2004), 112.

¹¹⁸ Ibid., 113.

En 1994, alors que le besoin de trouver un porte-parole pour le mouvement autochtone se fait sentir, COPMAGUA est mise sur pied et regroupe cinq organisations mayas : l'Instance d'unité et de consensus maya (*Instancia de Unidad y Consenso Maya*, IUUCM), la COMG, l'Académie des langues mayas du Guatemala (*Academia de Lenguas de Guatemala*), l'Union du peuple maya (*Unión del Pueblo Maya*) et du Conseil maya Tukum Umam (*Consejo Maya Tukum Umam*). Bien qu'elle ne représente pas l'ensemble des organisations autochtones, COPMAGUA s'avère être un acteur important dans les négociations de paix et lance plusieurs activités permettant la constitution d'un corps politique maya et la reprise des négociations aboutissant à l'*Accord sur l'identité et les droits des peuples autochtones* en 1995. Dans l'exercice de ses fonctions, la COPMAGUA sert de levier au mouvement autochtone, puisque l'organisation jouit d'une écoute inaccoutumée de la part du gouvernement du Guatemala. « Thus, COPMAGUA has developed into an organization that served as a direct intermediary between Mayas and the Guatemalan State and worked for the advancement of the Maya political agenda »¹¹⁹. De par son mandat, la COPMAGUA a aussi droit de parole sur plusieurs thèmes délicats liés aux enjeux autochtones. Cependant, la coordination s'affaiblit sensiblement après la signature des Accords de paix. À cause d'un manque de vision, d'une crise de gestion et du retrait de plusieurs organisations de la société civile, la structure, la crédibilité et la légitimité de la COPMAGUA sont affaiblies¹²⁰.

Au niveau international, *Defensoría Maya* s'implique auprès des organisations internationales pour faire progresser les droits des peuples autochtones au Guatemala. DEMA a notamment formulé des propositions pour la création de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations unies, pour le Projet de Déclaration des droits des peuples autochtones de l'ONU, pour le Projet de Déclaration interaméricaine pour les droits des peuples autochtones de l'OÉA, attestant, aux côtés de dizaines d'autres MSTPA, de la mise à l'ordre du jour des politiques autochtones¹²¹. En passant par ces organisations internationales, DEMA y trouve non seulement une tribune, mais aussi de

¹¹⁹ Eleanor Dictaan-Bang-oa et Jack G. L. Medrana, « The Guatemala Peace Agreement of 1996 : A Case Study », 119.

¹²⁰ Ibid, 121.

¹²¹ Defensoría Maya, « El contexto político nacional de nacimiento de la *Defensoría Maya* ».

puissants alliés. Le regard inquisiteur de ces organisations internationales est gênant pour le gouvernement du Guatemala, qui ne peut plus ignorer les réclamations des mouvements autochtones puisqu'elles ont été relayées par des acteurs auxquels il doit rendre des comptes.

3.2.4. Stratégie d'imputabilité

La recherche de justice est un élément important de *Defensoría Maya*. Après la résolution du conflit civil, l'évolution du contexte politique rend encore plus pertinente la stratégie d'imputabilité. Les crimes de guerre ont été rapportés dans deux rapports, celui de la CEH et celui de la REMHI; ajuster les politiques de mémoire et justice s'est posé comme une suite logique aux activités de DEMA. En effet, ces rapports ont apporté de l'eau au moulin de DEMA et des autres organisations de la société civile¹²².

La stratégie d'imputabilité est parfois entrecroisée avec la stratégie de levier, comme en témoigne l'exemple suivant. En luttant intensivement contre le racisme et la discrimination, DEMA dénonce le manque de volonté de l'État à combattre ces problématiques sur toutes les tribunes. Ainsi, DEMA a fourni une série de recommandations au gouvernement via la Commission des droits humains du Conseil économique et social de l'ONU, qui les a ensuite acheminées au gouvernement du Guatemala¹²³. En résumé, le MST demande à l'État de continuer à faire des efforts afin de rencontrer les engagements pris au niveau international et national concernant les peuples autochtones et à y consacrer les ressources nécessaires. Ainsi, le gouvernement du Guatemala a signé en 1996 la Convention 169 de l'Organisation internationale du Travail, *Convention concernant les peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants*¹²⁴. Ce transfert au niveau transnational était rendu nécessaire par les

¹²² « The re-emergent civil society have not given up their search for justice and for the right to historical memory ». Eglá Martínez-Salazar, « Guatemalan Mayan Women : Threatened Peace and Citizenship from Below », *Canadian Woman Studies* 20 (2000), 173.

¹²³ Defensoría Maya a fourni un rapport portant sur la discrimination raciale vécue par les peuples autochtones du Guatemala que la Commission des Droits de l'Homme a publié. Ce rapport montre que les MSTPA réussissent à se faire entendre à l'ONU et à y exercer leur influence. Organisation des Nations Unies, Conseil économique et social, Commission des Droits de l'Homme, *El racismo, la discriminación racial, la xenofobia y todas las formas de discriminación*, (New York : ONU (E/CN.4/2003/NGO/123), 12 mars 2003).

¹²⁴ La Convention ILO 169 de l'OIT a été adoptée le 27 juin 1989 et est entrée en vigueur le 5 septembre 1991. En 2006, 17 États l'avaient ratifiée.

violations répétées des engagements de l'État en matière de discrimination et de racisme. En déplaçant l'enjeu dans l'arène internationale, DEMA y trouve des alliés qui font pression sur l'État pour qu'il remplisse ses engagements.

3.3. *Majawil Q'ij*

Majawil Q'ij, ou Nouvelle aurore en langue Mam, a été créée en septembre 1990 par des organisations autochtones locales afin de refléter l'ethnicité et les droits culturels. Directement impliquée dans la tenue de la seconde rencontre continentale « Cinq cent ans de Résistance autochtone et populaire » à Quetzaltenango en 1991, un mouvement de protestation contre les célébrations officielles de la « découverte » de l'Amérique, *Majawil Q'ij* compte parmi les premiers mouvements sociaux transnationalisés à émerger au Guatemala. L'idéologie qui sous-tend l'organisation est proche de celle des organisations révolutionnaires¹²⁵. L'usage des mobilisations a été dès le départ fortement ancré dans les stratégies de *Majawil Q'ij*. Ces mobilisations à saveur hautement politique lui ont également permis d'établir un réseau de contacts avec une série d'organisations de défense des droits des peuples autochtones et de partager son expérience.

La raison d'être de cette organisation réside dans le rayonnement de la culture maya et dans la reconnaissance et la valorisation de l'identité qui en découle. Pour ce faire, ce MST a établi des objectifs basés sur des principes universels tels que les droits culturels établis par l'UNESCO, les droits humains et les droits des peuples autochtones. Cette organisation se veut aussi féministe : composée surtout de femmes autochtones pauvres, elle vise à lutter contre la triple discrimination (de genre, de classe et ethnique) qui afflige cette frange de la société au Guatemala. Les identités collectives générées par *Majawil Q'ij* sont orientées autour de ces thèmes. En 2005, les deux secteurs d'activités de ce MST sont (1) la citoyenneté et les droits humains et (2) l'éducation. L'organisation compte alors cinq employés¹²⁶.

¹²⁵ Prado et Holiday, « Vers un nouveau rôle de la société civile dans la démocratisation du Guatemala », 64.

¹²⁶ Winner. « *Majawil Q'ij* – El Nuevo Amanecer », (Winner. Women into the New Network for Entrepreneurial Reinforcement, Comunidad de organizaciones, 2005) En ligne. <http://www.winnernet.org/esp/portal_pub/organizaciones/organizacion.php> (page consultée le 5 juin 2006).

3.3.1. Stratégie d'information

La stratégie d'information vise à sensibiliser les publics étrangers et d'autres acteurs susceptibles d'appuyer le mouvement. Les premières stratégies d'information de *Majawil Q'ij* ont été élaborées autour des « Cinq cent ans de Résistance autochtone et populaire ». Dans le cadre de ces mobilisations, *Majawil Q'ij* produit de l'information destinée aux médias internationaux, notamment en émettant des déclarations coïncidant avec des célébrations d'envergure¹²⁷. De cette façon, l'organisation se fait connaître à la fois au pays et à l'étranger. Comme pour DEMA, la reconnaissance du travail à l'international se révèle être une importante source de protection. Cet élément sera discuté plus en profondeur dans les sections destinées aux stratégies de levier. Par ailleurs, l'un des secteurs prédominants d'activités de l'organisation réside dans l'éducation et la recherche¹²⁸, ce qui situe clairement la stratégie d'information dans son répertoire d'action collective.

Source d'information, d'actualités, liens avec d'autres mouvements et relais par des réseaux transnationaux : Internet offre des possibilités inégalées et est maintenant accessible par satellite dans des villages autochtones ne disposant ni de l'électricité, ni de lignes téléphoniques¹²⁹. Il brise l'isolation dans laquelle étaient plongées les communautés autochtones et leur permet d'être en contact constant avec des publics éloignés et de participer activement à des réseaux construits autour de leurs revendications.

Les réseaux Internet sont utilisés par *Majawil Q'ij* pour transmettre l'information à des publics étrangers et à d'autres acteurs transnationaux susceptibles de les appuyer. Ainsi, *Majawil Q'ij* est membre de *La Plataforma de Solidaridad con Chiapas, Oaxaca y Guatemala de Madrid*. LaPlata est un collectif né en 1994 afin de répondre à l'appel lancé par l'EZLN (*Ejército Zapatista de Liberación Nacional*), les communautés

¹²⁷ En ce sens, *Majawil Q'ij* a émis une déclaration annonçant la campagne de résistance aux célébrations du quincentenaire de la « Découverte » de l'Amérique, qui a été signée par les représentants des 23 peuples autochtones du Guatemala. Dans ce document, les principales revendications du mouvement maya sont rappelées, tout comme la violence dont ont fait preuve les forces armées à l'égard de la culture et des symboles autochtones. « Guatemala : Maya Indians Resume Resistance Campaign », *IPS-Inter Press Service/Global Information Network* (Guatemala), 9 octobre 1992.

¹²⁸ Winner, « *Majawil Q'ij* – El Nuevo Amanecer ».

¹²⁹ Brysk, *From Tribal Village to Global Village*, 96.

zapatistes étant désireuses de constituer un groupe d'appui et d'accompagnateurs internationaux. Le réseau, basé à Madrid, est maintenant étendu à l'État mexicain de Oaxaca et au Guatemala¹³⁰. À Madrid, LaPlata se concentre sur la diffusion de l'information amassée dans le but de faire le lien entre les personnes désirant collaborer dans les zones couvertes et les organisations participantes¹³¹. Ce réseau se révèle être la courroie de transmission de l'information créée par *Majawil Q'ij*, qui tente de rompre l'isolement et la marginalisation dans laquelle elle est confinée au pays en sollicitant des acteurs et publics étrangers.

La création de canaux de communications est souvent le produit d'efforts conjugués de plusieurs acteurs. En effet, *Majawil Q'ij* est membre et interagit avec plusieurs réseaux internationaux de défense des droits des peuples autochtones, de défense des droits humains et même de réseaux environnementaux. Ainsi, *Peace Brigades international*, une ONG pacifiste qui fournit un accompagnement non-armé à des organisations de droits humains, à leurs membres et à d'autres personnes menacées par la violence politique, collabore avec *Majawil Q'ij*¹³². Les accompagnateurs internationaux et le réseau dont ils proviennent créent, par leur simple présence d'observateurs indépendants, un espace politique dans lequel les activistes de *Majawil Q'ij* continuent leur poursuite de justice sociale et de respect des droits humains : « We have learned how political violence functions in different contexts and how best to use our international leverage to deter violence. In most instances death squads and other

¹³⁰ Au Guatemala, LaPlata collabore sur une base régulière avec le CUC (Comité de Unidad Campesina), en plus d'appuyer ponctuellement d'autres organisations autochtones comme *Majawil Q'ij*. Plataforma de Solidaridad con Chiapas, Oaxaca y Guatemala de Madrid, « Quienes somos la Plataforma (LaPlata)? » (Nodo50, Organizaciones en Nodo50, Plataforma de Solidaridad con Chiapas, La Plataforma, non daté) En ligne. <<http://www.nodo50.org/pchiapas/plataforma.htm>> (page consultée le 2 février 2006).

¹³¹ Pour diffuser l'information amassée et faire progresser l'agenda de LaPlata, des rencontres éducatives, des débats et des projections vidéos ont lieu dans les universités, les centres sociaux, les centres culturels, les collèges ainsi que les hôtels de ville. Plataforma de Solidaridad con Chiapas, Oaxaca y Guatemala de Madrid, « ¿Que hacemos? » (Nodo50, Organizaciones en Nodo50, Plataforma de Solidaridad con Chiapas, La Plataforma, non daté) En ligne. <<http://www.nodo50.org/pchiapas/plataforma.htm>> (page consultée le 2 février 2006).

¹³² L'accompagnement qu'offre Peace Brigades International vise à protéger des personnes et des groupes à risque. Le Projet Guatemala inclut les membres de *Majawil Q'ij*. Cette fonction de protection est dépeinte dès que l'on entre sur le site Internet de PBI : « The volunteers accompany human rights defenders, their organizations and others threatened by political violence. Perpetrators of human rights abuses usually do not want the world to witness their actions. The presence of volunteers backed by a support network helps to deter violence. We create space for local activists to work for social justice and human rights. » Peace Brigades International, « Page d'accueil », (Peace Brigades International, Page d'accueil, 2006) En ligne. <<http://www.peacebrigades.org/index.html>> (page consultée le 22 juin 2006).

human rights violators do not want their actions exposed to the outside world. »¹³³ De ce fait, la présence de ces observateurs internationaux assure un niveau minimal de respect des droits humains et pose une limite aux pouvoirs des forces de l'ordre et d'autres groupes violents, ce qui permet à *Majawil Q'ij* de fonctionner et de poursuivre des activités qui déplaisent fortement au gouvernement et aux forces armées : la recherche de charniers datant de la guerre, l'exhumation des corps et pour leur offrir une sépulture chrétienne. CONAVIGUA et *Defensoría Maya*, tout comme des dizaines d'autres organisations guatémaltèques, ont aussi bénéficié de l'accompagnement protecteur de *Peace Brigades International*¹³⁴.

3.3.2. Stratégie symbolique

Parmi les éléments-clés de la mosaïque identitaire maya, les langues autochtones occupent une place de plus en plus importante. *Majawil Q'ij* se fait l'avocat de cet enjeu et l'intègre dans son logo. L'usage stylisé d'une partie du calendrier maya est mis à profit pour transmettre des connaissances liées à l'écriture maya. Aux logographes¹³⁵ circulaires représentant les noms des jours se joignent les *glyphes*¹³⁶ : ce sont deux types d'écriture qui sont utilisés pour enseigner ces termes simples. Comme la majorité des Mayas ne savent pas reconnaître l'une ou l'autre symbolique, le nom des jours est également écrit en alphabet latin, afin d'assurer la transmission de la signification du logo et ainsi pallier à l'illettrisme hiéroglyphique¹³⁷.

¹³³ Peace Brigades International, « What We Do », (Peace Brigades International, About Peace Brigades International, 2006) En ligne. <<http://www.peacebrigades.org/workoverview.html>> (page consultée le 4 avril 2006).

¹³⁴ Peace Brigades International accompagne une quarantaine d'organisations au Guatemala, dont CONAVIGUA, *Majawil Q'ij* et *Defensoría Maya*. La Fondation Rigoberta Menchú bénéficie aussi de l'accompagnement protecteur de PBI. Pour la liste complète des organisations, voir : Peace Brigades International, « Proyecto de Guatemala. Organizaciones de Guatemala », (Peace Brigades International, PBI-Guatemala, 1997) En ligne. <<http://www.peacebrigades.org/guatemala/guatemala.php?pagina=orgs>> (page consultée le 12 avril 2006).

¹³⁵ Les logographes sont des hiéroglyphes datant de la période classique, soit du 3^e siècle au 9^e siècle.

¹³⁶ Les glyphes sont une écriture de traits et de points. Ils étaient aussi utilisés comme système numérique par les Mayas pendant l'ère précolombienne.

¹³⁷ Circe Sturm, « Old Writing and New Messages : The Role of Hieroglyphic Literacy in Maya Cultural Activism », dans Edward F. Fischer et R. McKenna Brown, dir., *Maya Cultural Activism in Guatemala* (Austin : Presses de l'Université du Texas, 1996), 122.

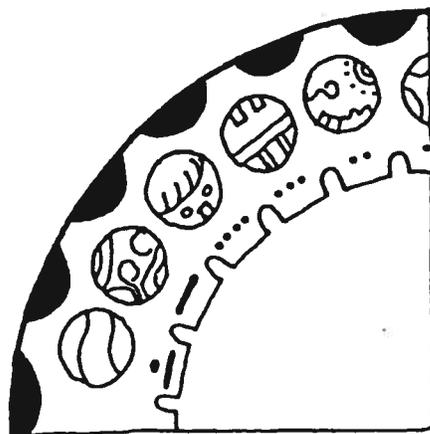


Image 1 : Logo de Majawil Q'ij¹³⁸

La stratégie symbolique ici mise à profit vise à transmettre des connaissances entre les mayas et les étrangers sur l'ancienne écriture maya. Elle revitalise l'usage des hiéroglyphes et leur donne une utilité contemporaine. La stratégie symbolique est donc utilisée pour valoriser la culture maya et susciter un sentiment de fierté. Les éléments historiques qui sont repris visent à améliorer la compréhension et les connaissances entourant la culture maya.

Pendant les contre-célébrations de la « Découverte » de l'Amérique, l'une des revendications principales de *Majawil Q'ij* faisait référence à leurs droits culturels incluant des éléments liés à leur mode de vie et à leur spiritualité. « One of the rights the Mayas are referring is the right to recover the ancient Maya books and codes, the ruins of the Mayan ceremonial centers and the archaeological inheritance of their pre-Colombian history »¹³⁹. Les activités de *Majawil Q'ij* cherchent à faire revivre la culture maya au Guatemala, en donnant aux femmes les moyens de la perpétuer à travers leurs activités. Pour ce faire, le travail de ce groupe autochtone est orienté autour de la sauvegarde de plusieurs éléments significatifs : le vêtement, l'artisanat, les langues et

¹³⁸ Cette partie du logo de *Majawil Q'ij* provient de l'article de Circe Sturm, cité précédemment. Ibid., 123.

¹³⁹ Cet article de presse est basé sur une déclaration émise par le comité de coordination de *Majawil Q'ij* en réaction anticipée aux célébrations du 12 octobre organisées par le gouvernement. « Guatemala : Maya Indians Resume Resistance Campaign », *IPS-Inter Press Service/Global Information Network*.

l'usage des plantes médicinales¹⁴⁰. Les stratégies symboliques du répertoire d'action collective de *Majawil Q'ij* misent donc sur la valorisation de la culture et du mode de vie maya. La priorité que constituent la sauvegarde et l'adaptation de l'héritage maya est exprimée jusque dans le logo du MST, qui dévoile un usage contemporain des hiéroglyphes. Pour préserver la culture maya et la transmettre, *Majawil Q'ij* a compris qu'elle doit susciter un sentiment de fierté et trouver de nouveaux chemins pour la perpétuer. L'usage symbolique des hiéroglyphes exprime l'auto-détermination des peuples mayas et marque la résistance à l'hégémonie non-autochtone¹⁴¹. La projection de ces symboles se produit dans les arènes nationales et transnationales, puisque le logo de *Majawil Q'ij* est utilisé dans les deux arènes et que la réappropriation de l'écriture pré-colombienne unit les Mayas du Guatemala aux autres peuples autochtones qui désirent récupérer les connaissances perdues depuis la Conquête.

3.3.3. Stratégie de levier

La stratégie de levier a été mise à profit de plusieurs façons par *Majawil Q'ij*. À travers le réseau Internet LaPlata, *Majawil Q'ij* dispose d'un accès à des tribunes étrangères et à des institutions étatiques internationales. En effet, LaPlata fait pression, autant que possible, au sein des ambassades madrilènes et des délégations consulaires quand des violations de droits humains se produisent au Guatemala. Ainsi, les membres du réseau s'assurent que le gouvernement guatémaltèque sache qu'un public extérieur est informé et garde l'œil ouvert¹⁴². L'enjeu est ainsi disséminé sur plusieurs tribunes, de sorte que même si *Majawil Q'ij* éprouve des difficultés à simplement être prise en compte au Guatemala, le boomerang est lancé et revient malgré tout sur le gouvernement du Guatemala, comme il le sera démontré dans le chapitre 4.

En plus de lancer le cas dans l'arène internationale en utilisant les nouvelles technologies comme Internet et les réseaux créés à partir de ce média, ce mouvement social devient membre de plusieurs coalitions de mouvements en espérant avoir indirectement accès aux arènes recherchées. *Majawil Q'ij* s'est joint à l'IUCM

¹⁴⁰ Winner, *Majawil Q'ij – El Nuevo Amanecer*.

¹⁴¹ Sturm, « Old Writing and New Messages : The Role of Hieroglyphic Literacy in Maya Cultural Activism », 114.

¹⁴² Plataforma de Solidaridad con Chiapas, Oaxaca y Guatemala de Madrid, « ¿Que hacemos? ».

(*Instancia de Unidad y Consenso Maya*)¹⁴³, une organisation-parapluie composée de plus de 80 organisations mayas de divers secteurs¹⁴⁴. Elle a été fondée en 1994 et a participé au processus de paix et a formulé des propositions pour la démocratisation¹⁴⁵. L'orientation politique de *Majawil Q'ij* s'exprime ainsi au niveau de ses propres activités, en plus de prendre une nouvelle dimension grâce aux organisations-parapluies dont elle est membre.

3.3.4. Stratégie d'imputabilité

Comme il en a été question précédemment, *Majawil Q'ij* fait partie de réseaux Internet comme LaPlata qui diffusent l'information relative aux enjeux créés par ce MST, comme le respect des droits des peuples autochtones au Guatemala et les enjeux de genre. Par leurs activités couvrant les stratégies d'information et d'imputabilité, LaPlata appuie ponctuellement plusieurs mouvements autochtones et se fait le relais de leurs revendications. *Majawil Q'ij* y poste des communiqués de presse dénonçant les violations constitutionnelles du gouvernement, les violations à la Convention 169 de l'OIT et la persécution dont sont victimes les leaders communautaires¹⁴⁶. En faisant directement référence à des documents signés par le gouvernement, la stratégie d'imputabilité ne peut qu'être gênante pour le gouvernement du Guatemala, qui tient à préserver son image.

La stratégie d'imputabilité est également très présente dans le répertoire d'action collective d'un autre groupe duquel *Majawil Q'ij* est membre : il s'agit de la *Convergencia « 31 de Enero »* (Convergence « 31 janvier »)¹⁴⁷. Ce collectif a été mis sur pied pour demander justice par rapport au massacre de l'ambassade d'Espagne du 31

¹⁴³ Instance maya d'unité et de consensus.

¹⁴⁴ Peace Brigades International, « Proyecto de Guatemala. Organizaciones de Guatemala », (Peace Brigades International, PBI-Guatemala, 1997) En ligne.

<<http://www.peacebrigades.org/guatemala/guatemala.php?pagina=orgs>> (page consultée le 12 avril 2006).

¹⁴⁵ Prado et Holiday, « Vers un nouveau rôle de la société civile dans la démocratisation du Guatemala », 64-66.

¹⁴⁶ Plataforma de Solidaridad con Chiapas, Oaxaca y Guatemala de Madrid, « Comunicado de MAJAWIL Q'IJ: Condenan represión en contra de campesinos e indígenas en la Aldea Los Encuentros en el Municipio de Sololá? » (Plataforma de Solidaridad con Chiapas, Oaxaca y Guatemala, Guatemala noticias, 11 janvier 2005) En ligne. <<http://nodo50.org/pchiapas/guate/noticias/solola3.htm>> (page consultée le 2 février 2006).

¹⁴⁷ Traduction libre.

janvier 1980¹⁴⁸ et compte parmi ses membres, outre *Majawil Q'ij*, le CUC, la CALDH et Fondation Rigoberta Menchú Tum. Les demandes de cette convergence de groupes peuvent être résumées dans les termes suivants : (1) la fin de l'impunité et l'application de la justice, (2) une indemnisation aux victimes de la répression étatique pendant et après le conflit armé (3) le respect et l'application des droits des peuples autochtones, (4) l'application des Accords de paix, surtout en ce qui a trait à la réforme agraire, à l'éducation et au travail et (5) la fin de la violence contre les femmes et les jeunes¹⁴⁹. Les politiques de ce regroupement se concentrent énormément sur les politiques d'imputabilité. Les groupes formant le collectif consacrant une partie de leurs activités respectives à combattre l'impunité par divers moyens. La réunion de leurs ressources et de leurs membres dans cette lutte n'est qu'un moyen de plus d'exercer les politiques d'imputabilité à l'égard du gouvernement du Guatemala. La Convergence « 31 janvier » entretient des liens transnationaux avec le réseau Gloobal, d'où a été posté son communiqué. Il s'agit d'un réseau Internet dédié à des thématiques allant des droits humains à la participation citoyenne¹⁵⁰. *Majawil Q'ij* favorise ainsi la création de liens transnationaux et d'alliances, en plus de bénéficier d'un rayonnement à l'échelle internationale.

3.4. CONAVIGUA : « Viva la Lucha por la Paz, Por la Dignidad y Unidad de la Mujer »

Lors de la Première assemblée nationale des femmes veuves (*Primera Asamblea Nacional de Mujeres Viudas*) tenue du 10 au 12 septembre 1988 et réunissant des représentantes régionales dont les maris sont portés disparus ou ont été assassinés, il a été décidé de créer une organisation répondant à leurs besoins spécifiques. De cette première assemblée est née la CONAVIGUA (*Coordinadora Nacional de Viudas de*

¹⁴⁸ Les manifestants occupant l'édifice sont morts brûlés vifs dans l'incendie allumé par les forces de l'ordre. Ils souhaitent attirer l'attention nationale et internationale sur la répression étatique, particulièrement violente dans leur État d'origine, le Quiché, et ainsi trouver une tribune où exprimer leurs revendications. Le feu a fait, parmi les 41 victimes, un ex-vice-président, un ex-ministre, des employés et des visiteurs de l'ambassade et les manifestants autochtones.

¹⁴⁹ Fondation Rigoberta Menchú Tum, « Guatemala : A 25 años de la masacre en la Embajada de España », (Gloobal, Comunicados, 31 janvier 2005) En ligne. <<http://www.gloobal.info/iepala/gloobal/hoy/index.php?canal=Noticias&id=789>> (page consultée le 3 juin 2006).

¹⁵⁰ Gloobal, « Page d'accueil », (Gloobal, 10 juillet 2006) En ligne. <<http://www.gloobal.info/>> (page consultée le 10 juillet 2006).

Guatemala). Des années de grandes injustices et de marginalisation unissent ces femmes qui désirent faire entendre leur voix et exercer leurs droits légitimes¹⁵¹. Le slogan de l'organisation reflète la position résolument féministe de l'organisation : « Vive la lutte pour la paix, pour la dignité et l'unité des femmes »¹⁵². Les premières membres proviennent de quatre départements du Guatemala : Chimaltenango, Quiché, Sololá et Petén. En moins d'un an, 3650 femmes, pour la majorité veuves et autochtones, se joignent à l'organisation¹⁵³. CONAVIGUA prend aussi de l'ampleur géographiquement : en 1992, l'organisation comptait 12 000 membres¹⁵⁴ et en 2003, elles provenaient de 12 départements¹⁵⁵ et elles étaient au nombre de 15 000, selon l'UNESCO¹⁵⁶. La figure de proue de CONAVIGUA est Rosalina Tuyuc, une maya Kakchiquel dont le père et le mari ont été enlevés par les militaires (respectivement en 1982 et 1985), puis portés disparus depuis ce temps.

Essentiellement, CONAVIGUA se positionne dans la lutte contre la violence organisée et contre la pauvreté dans laquelle sont confiné des milliers de veuves et d'orphelins¹⁵⁷. Le répertoire d'action collective est développé autour de ces valeurs pacifistes et d'entraide :

La CONAVIGUA s'efforce notamment d'atténuer le désarroi dans lequel se retrouvent les personnes qui ont perdu un membre de leur famille, en procurant des produits alimentaires, des médicaments, un toit ou des vêtements, afin de répondre aux besoins les plus essentiels. Elle assure également des rudiments d'éducation aux enfants orphelins.¹⁵⁸

¹⁵¹ CONAVIGUA, « Damos a conocer », (CONAVIGUA, non daté). En ligne. <<http://www.members.tripod.com/conavigua/>> (page consultée le 4 juin 2006).

¹⁵² CONAVIGUA, « Bienvenidos a CONAVIGUA », (CONAVIGUA, non daté) En ligne. <<http://www.members.tripod.com/conavigua/>> (page consultée le 5 juin 2006). Traduction libre.

¹⁵³ Anne Cazales, « Au Guatemala, des Indiennes organisent la lutte », (Fondation Charles-Léopold Mayer, Initiatives Irénée: ressources, alliance et propositions pour la paix, Expériences de paix en 1997, 1997) En ligne. <<http://www.irenees.net/fiches/fiche-dph-3776.html>> (page consultée le 2 juin 2006).

¹⁵⁴ Valerie Miller et Kenneth F. Sharpe, « 12000 Women's Against an Army. Guatemala: Widow's Groups are defiantly exercising one basic human right: To bury their dead », *Los Angeles Times* (Los Angeles), 10 décembre 1991, B7.

¹⁵⁵ Projet Accompagnement Québec-Guatemala, « Entrevue avec Rosalina Tuyuc », (PAQG, *Revue d'actualités*, novembre-décembre 2003) En ligne.

<http://www.paqg.org/article.php3?id_article=21&sq=revue> (page consultée le 2 juin 2006).

¹⁵⁶ Maïté Rico, « À qui pardonner? », *Le Courrier de l'UNESCO* 52 (1999), 21. En ligne <<http://unesdoc.unesco.org/images/0011/001182/118279f.pdf>> (page consultée le 2 juin 2006).

¹⁵⁷ CONAVIGUA, « Damos a conocer ».

¹⁵⁸ Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD), « Rapports présentés par les États partie en fonction de l'article 9 de la Convention. Sixième rapport périodique devant être présenté en 1994. Guatemala », (Nations unies, Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de

L'organisation représente en majorité des femmes autochtones et des veuves guatémaltèques, peu importe la manière dont est survenu le décès de leur époux. Elle s'adresse aussi aux gens qui ont perdu un parent des suites de la guerre civile. CONAVIGUA fournit une assistance juridique à ses membres et a mis en place un programme venant en aide aux agriculteurs de petite échelle.

Les objectifs de l'organisation couvrent de larges secteurs sociaux : le respect de la femme, la promulgation de lois protégeant les veuves et les femmes, l'aide aux orphelins, l'exhumation de cimetières clandestins, l'inhumation des corps identifiés, la démilitarisation de la société, l'alphabétisation de la population, le respect des droits humains, la lutte pour que l'aide internationale soit acheminée jusqu'aux communautés dans le besoin¹⁵⁹. Sur son site Internet, CONAVIGUA explique que ses objectifs visent à ce que des changements profonds dans la société civile et la gestion politique aient lieu. L'usage de la force est amplement critiqué, CONAVIGUA demandant publiquement la fin du recrutement forcé, la dissolution des patrouilles d'autodéfense civile, l'arrêt des pratiques de harcèlement des forces armées à l'égard des membres de l'organisation¹⁶⁰. À la lumière de ces informations, il est clair que CONAVIGUA possède les caractéristiques propres aux MSTPA.

3.4.1. Stratégie d'information

Tout comme *Defensoría Maya* et *Majawil Q'ij*, CONAVIGUA se manifeste dans l'arène nationale et transnationale, mais utilise la stratégie d'information selon un axe différent. Alors que DEMA et *Majawil Q'ij* sont actifs au sein de plusieurs organisations-parapluies, CONAVIGUA mise sur une grande présence dans les médias. En effet, un grand nombre d'articles de journaux ont été publiés dans des quotidiens à

discrimination radicale, CERD, 11 novembre 1994) En ligne.
<[http://193.194.138.190/tbs/doc.nsf/\(Symbol\)/74bbdd55cf6dea3f8025655b003d56be?Opendocument](http://193.194.138.190/tbs/doc.nsf/(Symbol)/74bbdd55cf6dea3f8025655b003d56be?Opendocument)>
(page consultée le 7 juin 2006).

¹⁵⁹ CONAVIGUA, « Cuales son los Objetivos de CONAVIGUA », (CONAVIGUA, non daté) En ligne.
<<http://members.tripod.com/CONAVIGUA/cuales.html>> (page consultée le 7 juin 2006).

¹⁶⁰ CONAVIGUA, « Dossier Guatemala a grandes rasgos : El movimiento popular », (*Nodo50*, Grupo antimilitarista de Caranbachel : Movimiento de objeción de conciencia de Madrid, non daté) En ligne.
<http://www.nodo50.org/moc-carabanchel/campa%F1as/contra_la_guerra/guatemala/movimiento_popular.htm#conavigua> (page consultée le 31 mai 2006).

travers le monde sur cette organisation¹⁶¹. De ce fait, les tribunes directement ou indirectement accessibles se décuplent, et des publics éloignés sont régulièrement informés de la situation qui prévaut au pays.

À la manière de *Majawil Q'ij* avec *LaPlataforma de Solidaridad*, la CONAVIGUA est membre d'un réseau, *Foundation for Human Rights in Guatemala* (FHRG) qui dissème de l'information sur Internet portant sur les abus de droits humains au Guatemala. La FHRG, basée à Chicago et fondée en 1993, réunit des nord-américains et des guatémaltèques préoccupés par la situation des droits humains au pays. Au départ, la mission de FHRG est d'éduquer, faire connaître, surveiller et être vigilant à l'égard des droits humains.

Our primary activities are to hold forums and to make presentations in places such as colleges, universities, churches, community groups concerning the human rights situation in Guatemala. [...]The FHRG supports and responds to urgent actions initiated by different popular organizations in Guatemala. One way of providing this kind of support is through FHRG's World Wide Web page. FHRG monitors Guatemala news sources and communications from different organizations. [...]The Web site also contains FHRG newsletters and links to other information on human rights and Guatemala.¹⁶²

Ce réseau s'inscrit dans la stratégie d'information de CONAVIGUA, car des renseignements à son sujet sont accessibles à un large public en tout temps. La FHRG publie aussi des communiqués de presse émanant de CONAVIGUA, se faisant ainsi le relais entre le MST et le public. La stratégie d'information est donc maniée selon plusieurs axes grâce au réseau FHRG : au fil du temps se sont ajoutés le combat contre l'impunité et l'objectif principal de faire respecter les Accords de paix¹⁶³. Si c'est la stratégie d'information qui a primé au début, la stratégie d'imputabilité est venue par la suite se greffer au répertoire d'action collective de ce réseau.

¹⁶¹ Les journaux de plusieurs pays ont consacré un article à CONAVIGUA ou encore parlent des activités du groupe dans un article sur le Guatemala et les droits humains. Les articles de journaux recensés provenaient de périodiques à travers le monde. Par exemple : États-Unis, Canada, Grande-Bretagne, etc. Miller et Sharpe, « 12000 Women's Against an Army. Guatemala: Widow's Groups are defiantly exercising one basic human right: To bury their dead ». Prokaska, « Newspaper ads to carry message to Guatemala », *Toronto Star Newspapers* (Toronto), 9 avril 1992 : B2. Maria Stone, « Women: Victim of the hidden war – The Murder of journalist Myrna Mack has highlighted the activities of Guatemala's military-backed death squads », *The Guardian* (Londres), 18 octobre 1990.

¹⁶² Foundation for Human Rights in Guatemala, « Who are we », (FHRG, 2004) En ligne. <<http://www.fhrg.org/mambo/index.php?option=content&task=view&id=19&Itemid=30>> (page consultée le 6 juin 2006).

¹⁶³ Foundation for Human Rights in Guatemala, « Who are we ».

CONAVIGUA tire aussi parti d'un autre réseau Internet : *Nodo50*, *Contrainformación en red*¹⁶⁴. Ce réseau réunit plus de mille mouvements sociaux provenant d'horizons variés (écologie, droits de l'homme, développement économique, etc.) et leur fournit une tribune et un espace de discussion régulièrement mis à jour. Des ressources sont également consacrées aux organisations qui en font partie par le partage systématique d'information, le transfert de connaissances et l'organisation d'activités éducatives. En étant membre du *Grupo antimilitarista de caranbachel*, lui-même membre de *Nodo50*, CONAVIGUA se donne des conditions gagnantes pour fonder des alliances avec d'autres groupes et développer une argumentation complète faisant appel à tout un éventail de valeurs et de normes internationales.

En plus de bénéficier de l'accompagnement protecteur de *Peace Brigades International*, CONAVIGUA est partenaire du Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG), une ONG qui accompagne des membres d'organisations de défense de droits de la personne et des témoins du génocide¹⁶⁵. Le mandat du PAQG inclut l'éducation et la sensibilisation du public québécois¹⁶⁶. La stratégie d'information prend donc une forme protectrice au Guatemala et éducative au Québec.

En résumé, la stratégie d'information de CONAVIGUA est orientée vers les médias internationaux et les réseaux Internet. Ces canaux d'information peu coûteux lui donnent accès à un très large public, diversifié et provenant d'une multitude de pays. Le réseau *Nodo50* permet à l'organisation de former des alliances avec des groupes très diversifiés et de partager son expérience avec plus de mille mouvements sociaux. Le

¹⁶⁴ Le 7 juin 2007, ce réseau Internet réunissait 1046 organisations et publiait 32 articles. Née en 1994 suite au contre-sommet de Bretton Woods, « 50 años basta », *Nodo 50* est au départ, un simple « Bulletin Board System » qui dénonce les grandes institutions économiques internationales. En 1996, le saut cybernétique est réalisé avec le lancement du site Internet, et la collaboration étroite commence avec une multitude de mouvements sociaux, en plus de l'implication dans des campagnes, projets, conférences et mobilisations diverses. Une section du site est spécifiquement consacrée aux politiques autochtones. Plusieurs articles contribuent à la dissémination d'informations sur CONAVIGUA. *Nodo50*, « FAQ de *Nodo50* », (*Nodo50*, non daté) En ligne. <<http://www.nodo50.org/faq.htm>> (page consultée le 7 juin 2006).

¹⁶⁵ Projet Accompagnement Québec-Guatemala, « Partenaires au Guatemala », (Projet Accompagnement Québec-Guatemala, Projet Accompagnement, 2006) En ligne. <http://www.paqg.org/article.php3?id_article=6> (page consultée le 24 juin 2006).

¹⁶⁶ Projet Accompagnement Québec-Guatemala, « Présentation », (Projet Accompagnement Québec-Guatemala, Présentation, 2006) En ligne. <http://www.paqg.org/article.php3?id_article=10> (page consultée le 24 juin 2006).

danger de réseaux de cette taille est cependant de se perdre dans la masse d'information. De ce fait, il est difficile de voir le réseau se mobiliser pour une cause aussi pointue que celle des droits des peuples autochtones au Guatemala. En se joignant à des réseaux spécialisés comme le FHRG, CONAVIGUA contribue aussi à la production d'information crédible et adaptée à des publics étrangers. Pour ce faire, elle réfère à des documents onusiens comme la Charte des droits de l'Homme, reconnus comme légitimes par tous les États signataires. Le MST produit de l'information en espagnol, ce qui est accessible, contrairement aux langues mayas, et utilise un vocabulaire en accord avec la mouvance altermondialiste. L'organisation n'a pas été dénaturée au cours de ce processus, conservant son originalité grâce à la valorisation de l'identité autochtone, comme le montrent les stratégies symboliques choisies et la place centrale de la cosmovision au sein des MSTPA.

3.4.2. *Stratégie symbolique*

Dans le processus de revalorisation et de reconstruction de la culture maya, quelques éléments refont surface avec beaucoup de vigueur. La stratégie symbolique met en valeur un trait culturel en particulier afin de lui donner une valeur symbolique et identitaire. Pour ce faire, CONAVIGUA a choisi quelques éléments qu'elle a intégrés à sa feuille de route : le port du costume traditionnel et la cosmovision.

CONAVIGUA, tout comme *Defensoría Maya*, se fait porteuse de la spiritualité maya et trace ses lignes directrices en accord avec la cosmovision. Le lien entre la vie et la terre est prédominant et inéluctable pour les Mayas, et ces valeurs entrent en contradiction avec celles des Ladinos. Rosalina Tuyuc explique succinctement ce lien dans un documentaire réalisé Mary Ellen Davis : « Sans la terre, il n'y a pas de vie »¹⁶⁷. Le documentaire poursuit dans cette voie : « La terre est notre mère. Elle donne vie à l'humanité. La terre appartient à Dieu, c'est un bien du peuple. Nous n'envisageons pas la terre comme propriété privée. Nous la comprenons plutôt comme divinité et comme

¹⁶⁷ Le documentaire de Mary Ellen Davis, *Le Songe du Diable*, est le second de la réalisatrice à porter sur le Guatemala, le premier étant *Tierra Madre*. W. George Lovell, « Le Songe du Diable », *Canadian Geographer* 42 (2), juin 1998 : 214-216. Les films de Mary Ellen Davis ont été financés par l'Office national du film et ont contribué à porter le message du Mouvement maya au Canada.

mère. »¹⁶⁸ Ce lien particulier qui unit l'être humain à la terre, nié pendant la guerre civile avec les stratégies de terre brûlée et la rééducation de villages entiers, est remis à l'ordre du jour par CONAVIGUA. En intégrant ces liens spirituels à la philosophie du mouvement, CONAVIGUA utilise la stratégie symbolique afin d'être porteuse de la culture maya et de contribuer à la construction de l'identité autochtone.

Alors qu'il a été prohibé à certains moments de la guerre civile, (la répression caractéristique des gouvernements militaires de la fin des années 1970 et du début des années 1980 s'est notamment attaquée à ce symbole), le port du costume traditionnel revient en force et est valorisé par CONAVIGUA. Il s'agit d'un outil hautement symbolique, qui définit comme autochtone la personne qui l'endosse et l'identifie clairement aux autres. Désigné comme *traje* (costume), *traje indígena* (costume autochtone) ou encore *traje típico* (costume régional), cette robe traditionnelle, tissée à la main et de couleur vive devient un marqueur externe de l'appartenance à une communauté culturelle maya¹⁶⁹. En plus de témoigner de l'appartenance plus générale au peuple maya, le costume traditionnel présente des caractéristiques propres à chaque ethnie, et parfois à chaque village. Il s'agit donc d'un outil de cohésion à la fois national et local. Par contre, les conséquences de cet acte peuvent être difficiles à porter : en dehors des communautés autochtones, au sein de la société *ladino*, où la discrimination ethnique est généralisée, le port du costume traditionnel s'avère difficile. Simplement pour se trouver un emploi, un autochtone subit de la pression pour abandonner son identité culturelle pour adopter un comportement et une apparence *ladino*¹⁷⁰.

Cette affirmation culturelle reprend une place prépondérante dans le répertoire d'action collective de CONAVIGUA depuis le règlement du conflit civil. « The Maya in Guatemala are increasingly vocal and articulate in demanding the right to be different – including *dressing* differently, in the distinctive *traje*. »¹⁷¹ Énoncé dans le premier

¹⁶⁸ Ibidem.

¹⁶⁹ Leah Alexandra Huff, *Being Maya: The (re)construction of indigenous cultural identity in Guatemala*, (Kingston : Queen's University, 2004) : 77-78.

¹⁷⁰ Reding, « Democracy and Human Rights in Guatemala ».

¹⁷¹ Diane M. Nelson, « Gendering the Ethnic-National Question : Rigoberta Menchú Jokes and the Outskirts of Fashioning Identity », *Anthropology Today* 10 (1994), 4.

objectif de ce MST, le costume est perçu comme un élément primaire du mode de vie maya¹⁷².

Le port du costume traditionnel se révèle également être un enjeu de genre¹⁷³ : comme ce sont les femmes qui, socialement, se voient attribuer la responsabilité de la transmission, de l'expression et de la sauvegarde de la culture, ce sont elles qui subissent les conséquences de leur affirmation ethnique. En effet, les hommes ne manifestent pas aussi ouvertement que les femmes l'obligation d'être porteurs de culture : ils troquent donc leurs habits mayas pour des vêtements plus modernes et sans étiquette. L'explication réside en partie dans le fait que les femmes ressentent moins de pression sociale pour abandonner leurs vêtements mayas et être assimilées que les hommes travaillant à l'extérieur puisqu'elles vaquent plus souvent à leurs activités à la maison ou encore au sein de la communauté maya. Par ailleurs, il est aussi avancé que les femmes se sentent davantage responsables du maintien de ce trait culturel. Elles sont même encouragées en ce sens par les hommes qui défendent le droit du peuple maya à porter le costume traditionnel, même s'ils le font rarement eux-mêmes¹⁷⁴.

Les femmes ne sont pas seulement responsables du port du vêtement, ce sont elles aussi qui le confectionnent. Le vêtement traditionnel est tissé à la main par des femmes qui se spécialisent dans cette forme d'artisanat. La rémunération relative à cette activité est minime, la confection d'un costume nécessitant une quinzaine de journées de travail : les tisserandes ne peuvent bénéficier d'un taux horaire avantageux, sous peine de rendre leurs *trajes* inaccessibles¹⁷⁵. La perpétuation de ce symbole n'a donc pas que des bons côtés : elle se réalise au prix du maintien dans la pauvreté d'une tranche vulnérable de la population, les femmes autochtones.

¹⁷² Le premier objectif de CONAVIGUA énumère les raisons qui justifient la lutte pour soulager et résoudre les enjeux les plus urgents en matière vestimentaire, de logement, d'alimentation et de santé. CONAVIGUA, « Cuales son los Objetivos de CONAVIGUA », CONAVIGUA, <<http://members.tripod.com/CONAVIGUA/cuales.html>> (page consultée le 7 juin 2006).

¹⁷³ Nelson, « Gendering the Ethnic-National Question : Rigoberta Menchú Jokes and the Out-Skirts of Fashioning Identity », 5.

¹⁷⁴ Huff, *Being Maya: The (re)construction of indigenous cultural identity in Guatemala*, 86-87.

¹⁷⁵ *Ibid.*, 83.

Les femmes responsables de CONAVIGUA se sont mises en tête de contourner cette difficulté par l'ouverture d'une boutique d'artisanat à la ville de Guatemala. *Artesania Ixchel*¹⁷⁶ assure d'une part la transmission des connaissances nécessaires à la confection des costumes traditionnels et d'objets artisanaux et d'autre part, un emploi décentement rémunéré à des veuves membres de l'organisation.

Plus encore qu'un symbole culturel exprimant l'origine de la personne qui le revêt, le costume maya incarne le mode de vie maya. Rigoberta Menchú Tum, récipiendaire du prix Nobel de la paix, discute de l'étendue de la signification du costume traditionnel :

When one speaks of the earth in Guatemala, it is Life. You are talking of corn, of beans, of way of life... No other way of survival exists. So the earth for many people has value almost as if it were a mother, nursing its child every day. And it is the same to speak of the *tejidos* [costume] as it is to speak of the earth. Those things have equal value because the *tejido* is the expression of it all. And all the *tejidos* of Guatemala express not only a knowledge of technique, but also an affection, a tenderness, a very great dedication.¹⁷⁷

Cette politique symbolique reprend l'héritage historique lié au costume traditionnel et en fait un objet actuel, militant et engagé.

Aesthetics and politics are inextricably bound to the weaving and wearing of maya clothing. [...] Thus the historical, artistic, and cultural aspects of weaving and wearing Maya clothing are an expression of Mayan resistance. This Maya sociocultural resistance includes the conscious feeling of belonging to a people and implies an interaction of moral, ideological, material, and spiritual necessities of daily life. »¹⁷⁸

3.4.3. Stratégie de levier

La stratégie de levier, ou l'appel à des acteurs puissants pour venir en aide aux membres plus faibles d'un réseau, a été souvent combinée à la stratégie d'information

¹⁷⁶ CONAVIGUA fait la promotion de la boutique *Artesania Ixchel* sur son site Internet et invite les gens à leur rendre visite. Des photos d'objets artisanaux et de femmes s'adonnant au tissage complètent les courtes explications. CONAVIGUA, « Artesania Ixchel », (CONAVIGUA, non daté) En ligne.

<<http://members.tripod.com/CONAVIGUA/artesania.html>> (page consultée le 31 mai 2006). La boutique s'appelle ainsi car selon la légende, Ixchel, la déesse de la lune, a fait don aux femmes de l'art de tisser le tissu. Des symboles sacrés décorent le vêtement et protègent ceux qui le portent.

¹⁷⁷ Judy Branfman, « Politics Affect Fiber Art Development », *Cultural Quarterly* 11 (1987), 53. Cité dans Leah Alexandra Huff, *Being Maya: The (re)construction of indigenous cultural identity in Guatemala*, 83.

¹⁷⁸ Irma Otzoy, « Maya Clothing and Identity » dans Edward F. Fischer et R. McKenna Brown, dir., *Maya Cultural Activism in Guatemala* (Austin : University of Texas Press, 2001), 150.

par CONAVIGUA. Ainsi, l'organisation s'est associée en 1992 au diocèse catholique d'Hamilton, au Canada, qui a mené une campagne d'information au Guatemala et au Canada à ce sujet.

Four Guatemalan newspapers will carry a strongly-worded message from Catholics in the Hamilton Diocese. [...] 'We believe the government of Guatemala needs to be aware that people across the world are watching what goes on in that country,' said Father Ted Slaman, Hamilton Diocese chair of the Share Lent campaign.¹⁷⁹

En 1992, les publicités payées et placées dans les journaux guatémaltèques contiennent les signatures de 9 200 fidèles des paroisses de Hamilton supportant CONAVIGUA. Le but avoué de cette campagne est de mettre fin à la répression qui touche les membres de l'organisation : quatre des neuf membres du Comité directeur national ayant été menacés de mort. En informant à la fois un public éloigné et un public national d'une alliance avec un acteur puissant tel que le diocèse d'Hamilton, CONAVIGUA acquiert un filet de protection. Par extension, l'organisation s'allie ainsi à l'Église catholique, une organisation incontournable dans ce pays d'Amérique latine. Que cet acteur dénonce sur d'autres tribunes le harcèlement et les menaces faites aux membres de CONAVIGUA au Guatemala aide à faire progresser son agenda tout en donnant un avertissement sérieux aux forces gouvernementales. Le levier qu'est le symbole puissant du diocèse d'Hamilton se couple à une bourse de 500 000\$, provenant d'une levée de fonds menée au sein de la communauté¹⁸⁰. Favorisant la prise en charge des communautés, le diocèse ne cherche pas imposer ses idées en orientant l'usage des ressources octroyées, mais cherche plutôt à donner des moyens à des groupes capables de mener à terme les projets choisis. En plus de se positionner fermement en faveur des activités menées par CONAVIGUA et ainsi faire pression sur le gouvernement, le diocèse donne des moyens financiers à l'organisation et lui fournit des ressources matérielles considérables.

La stratégie de levier a aussi mis en scène l'Organisation des États Américains, bien malgré elle. En 1993, une vingtaine d'activistes provenant de la CONAVIGUA et

¹⁷⁹ Prokaska, « Newspaper ads to carry message to Guatemala ».

¹⁸⁰ Ibidem.

du CUC ont occupé pacifiquement les locaux de l'OÉA peu avant le début du 14^e Sommet des chefs d'État d'Amérique centrale.

Without violence, we have occupied the OAS site to ask that the Inter-American Human Rights Commission (IAHRC) name a high-level representative to act as a mediator for our demands to the government, » [...] CUC and CONAVIGUA are demanding the dissolution and abolition of the Civilian Defense Patrols [PAC, (patrouilles d'auto-défense civiles)].¹⁸¹

La stratégie de levier ne met donc pas seulement sur l'échiquier des acteurs qui choisissent délibérément de se positionner sur le jeu, mais implique aussi des acteurs sans préavis! Avec ce coup d'éclat, l'OÉA s'est retrouvée mêlée au conflit guatémaltèque et utilisée comme levier pour faire pression sur le gouvernement du Guatemala. Les médias ont largement rapporté cet événement, contribuant en même temps à la notoriété du mouvement et au renforcement de la présence de CONAVIGUA sur la scène internationale¹⁸².

CONAVIGUA a orienté la stratégie de levier de manière à rejoindre des acteurs étrangers pouvant faire pression du le gouvernement du Guatemala. Le soutien moral et financier du diocèse d'Hamilton est une manifestation concrète de l'intérêt international que soulèvent les enjeux défendus par ce MST. Comme l'Église catholique jouit d'un grand prestige en Amérique latine et dispose d'un réseau étendu à l'ensemble de la planète, cette alliance offre de multiples avantages à CONAVIGUA. D'un autre côté, la sollicitation de l'OÉA a attiré son attention sur le dossier des droits humains et du processus de paix, l'État du Guatemala devant ensuite lui rendre des comptes.

3.4.4. Stratégie d'imputabilité

Le répertoire d'action collective de CONAVIGUA inclut la stratégie d'imputabilité. En effet, l'organisation cite souvent des documents officiels tels que la

¹⁸¹ Fabiana Frayssinet, « Guatemala : Civil groups occupy Congress and OAS building », *IPS-Inter Press Service/Global Information Network*, 27 octobre 1993.

¹⁸² Outre IPS-Inter Press Service/Global Information Network, la BBC a rapporté l'occupation du quartier général de l'OÉA grâce à l'Agence France-Presse, alors que l'agence United Press International en a aussi fait état. Étant donné l'étendue des réseaux de la BBC et de l'Agence France-Presse, la nouvelle a été communiquée à un très vaste public. Agence France-Presse, « Protestors demanding dissolution of Civilian Self-Defense Patrols occupy OAS HQ », *British Broadcasting Corporation*, BBC Summary of World Broadcasts, 29 octobre 1993. « Students, unionists back group occupying OAS building », United Press International (Guatemala City), 4 novembre 1993.

Constitution guatémaltèque et la Convention ILO 169 pour dénoncer les violations de droits humains et pour appuyer ses revendications. Ainsi, sur le site officiel de l'organisation, dès la présentation de CONAVIGUA, il est fait mention des menaces et de l'intimidation dont les membres sont victimes :

Les officiers militaires, les chefs de patrouilles, les soldats et leurs collaborateurs nous ont menacé, contrôlé et nous terrorisent, mais le gouvernement n'a rien fait pour corriger cette situation, et en plus notre Constitution nous donne le droit à la libre organisation, aux libertés individuelles, sociales, etc.¹⁸³

En plus d'affirmations générales comme celle-ci, CONAVIGUA met également en place des mécanismes précisément dédiés aux politiques d'imputabilité. Devant les innombrables cas de violations de droits humains dont font l'objet les femmes affiliées à l'organisation, leurs proches et leur communauté, le Département juridique de CONAVIGUA a été créé en mars 2005. Par le biais de cet organe administratif, une série de cas en suspens sont traités directement et de manière efficace, tout comme les nouveaux cas rapportés dans les bureaux régionaux. Une assistance légale est offerte à tout membre le demandant et une ligne téléphonique d'urgence permet de réagir rapidement aux situations qui se présentent. Le spectre d'action est peu restrictif afin de répondre aux besoins à la fois des veuves pour lesquelles CONAVIGUA a été fondée et à leur entourage. Les objectifs de CONAVIGUA par rapport à son Département juridique sont les suivants :

1. Promouvoir, défendre et protéger les droits humains des membres mayas de CONAVIGUA, tout comme les familles et les communautés où ils demeurent.
2. Travailler intensément au respect des droits individuels aux divers niveaux d'administration de la justice.
3. Fournir une assistance légale aux victimes de violations de droits humains, tout comme faire un suivi des divers procès en cours.
4. Renforcer l'organisation maya en développant un processus de formation juridique des membres et du personnel de CONAVIGUA afin de constituer un service d'auxiliaire juridique dans les différentes localités où CONAVIGUA est présente.¹⁸⁴

¹⁸³ CONAVIGUA, « Damos a conocer ». (Traduction libre).

¹⁸⁴ CONAVIGUA, « Departamento Juridico de CONAVIGUA », (CONAVIGUA, non daté) En ligne. <<http://members.tripod.com/CONAVIGUA/juridico.html>> (page consultée le 5 juin 2006). (Traduction libre).

L'un des principaux objectifs de CONAVIGUA est de localiser les fosses communes et d'exhumer les victimes de massacres datant de la guerre civile. CONAVIGUA estime que plus de 40 000 personnes disparues pendant le conflit sont enterrées quelque part, et malgré les demandes d'enquêtes gouvernementales, rien ne bouge. « 'The important point of the exhumations is not just finding our missing relatives, but also demanding that those responsible for the killings be punished' said a member of CONAVIGUA, who asked to remain anonymous »¹⁸⁵. La découverte de fosses communes amène des preuves concrètes que les disparus ont été victimes d'actes de violence et remet une fois de plus en question le mutisme et l'immobilisme du gouvernement à ce sujet.

L'imputabilité est aussi invoquée à partir de tribunes internationales comme la *Foundation for Human Rights in Guatemala*. Dans un communiqué placé sur le site du réseau, CONAVIGUA appelle à l'opinion publique internationale et nationale en exposant ses préoccupations quant au fait que la discrimination, l'exclusion et le racisme perdurent, malgré le jeu politique actuel qui tend à donner une image de changement. Les campagnes de discrédit à l'égard de l'organisation et de Rosalina Tuyuc, tout comme les tentatives de déstabilisation, de division et de confusion comptent également parmi les éléments rapportés dans le communiqué¹⁸⁶. L'arène internationale s'avère être un endroit des plus appropriés pour exercer les stratégies d'imputabilité, l'État ne pouvant plus se cacher derrière les concessions tactiques octroyées afin de préserver son image.

La stratégie d'imputabilité réunit plusieurs activités reliées au refus de l'impunité et aux demandes de justice faites par CONAVIGUA. La création du Département juridique, les exhumations, l'association au FHRG sont toutes des expressions différentes de ces objectifs. En empruntant plusieurs chemins, le message gagne en amplitude et ne peut plus être ignoré par le gouvernement. En rappelant les engagements

¹⁸⁵ Fabiana Frassynet, « Guatemala : Relatives of massacre victims demand justice », *IPS-Inter Press Service/Global Information Network*, 3 août 1992.

¹⁸⁶ CONAVIGUA, « CONAVIGUA : Manifiesta y denuncia publicamente », (*Foundation for Human Rights in Guatemala, Guatemala News*, 17 février 2005) En ligne. <<http://www.fhrg.org/mambo/index.php?option=content&task=view&id=124>> (page consultée le 6 juin 2006).

de ce dernier, CONAVIGUA travaille à la mise en œuvre des transformations auxquelles il a publiquement souscrit.

En conclusion, la typologie de quatre stratégies (information, symbolique, levier, imputabilité) utilisée par les MST *Defensoría Maya*, *Majawil Q'ij* et CONAVIGUA reflète bien l'ensemble des activités qu'elles accomplissent, spécialement celles qui sont tournées vers l'international. L'analyse a montré que la stratégie symbolique, mise en œuvre par les trois MST choisis, a pris des formes très variées, les enjeux défendus allant du costume traditionnel à l'enseignement de la cosmovision ou encore de rudiments de l'écriture maya. L'objectif commun des trois MST est cependant le même : la valorisation de l'identité maya. Le mode de vie traditionnel doit être adapté à la réalité quotidienne, ce que CONAVIGUA s'efforce de faire, entre autres, avec sa boutique d'artisanat qui assure la subsistance de veuves mayas en même temps que la transmission des connaissances traditionnelles. Dans le cadre de la stratégie d'information, les trois MST se sont joints à des réseaux Internet, peu coûteux et efficaces. En outre, DEMA a créé son propre journal, alors que CONAVIGUA a misé sur une présence dans les médias étrangers. *Majawil Q'ij* a, de son côté, grandement contribué aux contre-célébrations du quincentenaire de la « Découverte » de l'Amérique, un événement déclencheur pour la création d'une multitude de mouvements autochtones. Si les stratégies d'information et de levier ont été mises en œuvre très tôt chez l'ensemble des mouvements, ce n'est pas le cas pour la stratégie d'imputabilité, qui est davantage utilisée depuis la résolution du conflit. En effet, cette résolution a donné des munitions aux demandes d'imputabilité : les crimes de guerre rapportés dans les rapports de la CEH et de la REMHI ont apporté de l'eau au moulin. Les quatre stratégies n'ont donc pas été utilisées spontanément et selon la même ampleur : *Defensoría Maya*, *Majawil Q'ij* et CONAVIGUA se sont ajustés tout au cours de la décennie étudiée. Cette période dynamique et complexe aura demandé beaucoup d'adaptation de la part de ces MST. Leurs méthodes de travail ont dû être révisées, le climat politique ayant tellement changé que plusieurs de leurs revendications sont tout simplement dépassées. Néanmoins, leur travail demeure pertinent, les transformations étatiques et sociales auxquelles elles ont participé et participent toujours exigent beaucoup de temps et d'efforts.

CHAPITRE 4 : LE MODÈLE DE BOOMERANG : L'INFLUENCE DES MSTPA AU GUATEMALA ET SUR LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

L'exercice de l'influence des trois mouvements sociaux transnationaux des peuples autochtones (MSTPA) retenus pour l'étude de cas, *Defensoría Maya*, *Majawil Q'ij* et CONAVIGUA est ici conceptualisé avec le modèle de boomerang de Keck et Sikkink. Comme cela a été expliqué précédemment, le gouvernement du Guatemala n'a pas reconnu ni protégé les droits individuels et collectifs des groupes autochtones tout au long du siècle dernier. Ce blocage des communications a mené les mouvements sociaux locaux à court-circuiter le gouvernement national. Grâce aux réseaux et aux alliances internationales forgés, ils font pression de l'extérieur pour devenir des acteurs légitimes, influencer le jeu politique et accéder aux canaux de communication vers l'État du Guatemala. Relevés par Keck et Sikkink, les cinq niveaux d'influence possibles des MST sont :

(1) issue creation and agenda setting; (2) influence on discursive positions of states and international organizations; (3) influence on institutional procedures; (4) influence on policy change in « target actors » which may be states, international organizations [...], or private actors [...]; and (5) influence on state behavior. »¹⁸⁷

Ce chapitre est organisé en fonction de cette typologie : cinq sous-sections, représentant chacune un niveau d'influence, sont élaborées et illustrées par les études de cas. Après avoir décortiqué le répertoire d'action collective de *Defensoría Maya*, *Majawil Q'ij* et CONAVIGUA au chapitre précédent, les résultats auxquels sont parvenus ces MST au cours des années 1990 seront évalués à partir de cette grille d'analyse¹⁸⁸. Dans le processus d'influence, il est de plus en plus ardu pour les MST d'exercer leur influence; plus ils s'approchent de leur cible, l'État du Guatemala, plus la résistance est forte et organisée. Contrairement au chapitre précédent, la discussion des

¹⁸⁷ Keck et Sikkink, *Activists Beyond Borders*, 25.

¹⁸⁸ Il importe de rappeler que les MSTPA ne connaissaient pas l'existence de ce modèle théorique. Il ne s'agit pas d'un plan d'action préconisé par les acteurs transnationaux, mais bien d'une grille d'analyse pour mieux comprendre comment ils exercent leur influence.

cas est réalisée de manière conjointe : les trois MST sont traités ensemble, car il est difficile d'attribuer un impact précis à une seule organisation.

4.1. Création de l'enjeu et mise à l'agenda international

Au fil du temps, les mobilisations sociales au Guatemala se sont alignées sous plusieurs bannières identitaires, laissant leur empreinte sur l'agenda international et sur les politiques étatiques. Récemment, les mouvements sociaux des peuples autochtones sont apparus alors que des changements s'opèrent dans la manière d'appréhender l'action collective. Marc Edelman postule un changement paradigmatique qui donne un poids plus important aux politiques identitaires, notamment grâce à la création de nouveaux droits collectifs et individuels¹⁸⁹. Cette conjoncture s'avère être une occasion à saisir pour les autochtones guatémaltèques de se réapproprier leur identité maya. Inspiré de Touraine et de Castells, Edelman définit l'identité comme un processus au cours duquel les acteurs sociaux construisent des significations sur la base d'attributs culturels choisis entre diverses sources potentielles de significations¹⁹⁰. En Amérique latine, les mobilisations autochtones et la politisation de leur identité sont des phénomènes récents. Les autochtones avaient jusqu'alors rarement lancé ou soutenu de mouvements sociaux sur la base de cette identité, les communautés rurales s'étant plutôt organisées autour de syndicats paysans, de partis politiques, de mouvements religieux et de révolutionnaires. Ces mouvements, formés à l'intérieur des communautés autochtones et entre elles, avaient donc favorisé l'adoption d'identités de classe, partisane, religieuse, révolutionnaire plutôt qu'autochtone¹⁹¹. Or, les développements des dernières années montrent clairement que les mobilisations articulées autour de l'identité autochtone prennent de l'ampleur et défient les normes établies précédemment.

Plusieurs éléments déclencheurs ont entraîné la création de mouvements sociaux transnationaux des peuples autochtones. Les conférences Barbade I et II¹⁹², tenues durant les années 1970, ont permis de réunir une multitude d'anthropologues et

¹⁸⁹ Marc Edelman, « Social Movements : Changing Paradigms and Forms of Politics », *Annual Review of Anthropology* 30 (2001), 285-286.

¹⁹⁰ Ibid., 298.

¹⁹¹ Yashar, « Contesting Citizenship : Indigenous Movements and Democracy in Latin America », 23.

¹⁹² Les conférences Barbade I et Barbade II ont eu lieu respectivement en 1971 et en 1977. La première conférence a réuni des anthropologues et les peuples autochtones ont été invités à la seconde.

d'autochtones provenant de divers horizons et de constater que ces derniers étaient confrontés aux mêmes problèmes à l'intérieur de leurs États respectifs : exclusion politique et sociale, marginalisation culturelle, revendications territoriales sans réponse, etc. Le pas vers la transnationalisation des mouvements autochtones ne demandait qu'à être franchi. Les conditions nécessaires à cette transformation sont apparues au cours de la décennie suivante.

Au Guatemala, un événement a contribué à positionner les mouvements des peuples autochtones sur l'échiquier international : l'assassinat de l'anthropologue et journaliste Myrna Mack par un escadron de la mort en 1990. Abondamment rapporté dans les journaux, le meurtre de cette Britannique a mené à la publication d'articles recensant d'autres actes de violence organisée portés sur des femmes et organisations guatémaltèques. Ainsi, en mars de la même année, l'assassinat de l'une des veuves dirigeant CONAVIGUA et l'impunité entourant le geste ont été rapportés dans les journaux étrangers¹⁹³. Bien que des milliers de personnes aient perdu la vie pendant la guerre civile (plus de 200 000 morts et disparus selon le rapport de la CEH¹⁹⁴), la mort de Myrna Mack a suscité une grande attention internationale vis-à-vis la violente répression ayant lieu au Guatemala. Des trois organisations étudiées, CONAVIGUA est celle qui a le plus tiré profit de l'attention internationale que les médias lui ont procurée. Ces appels aux médias internationaux lui ont permis de placer le cas à l'agenda international et de participer activement à la création de l'enjeu non seulement au Guatemala, mais aussi à l'échelle internationale.

Parallèlement, CONAVIGUA a continué son travail de construction d'enjeu et de mise à l'agenda international en empruntant divers chemins. La remise de prix internationaux à l'organisation a contribué à faire connaître la piètre situation des

¹⁹³ Myrna Mack a reçu onze coups couteaux de la part d'hommes suspectés d'être apparentés à un escadron de la mort. Elle a longtemps vécu et écrit sur le Guatemala, en particulier sur les pénibles conditions de vie des Mayas et les inégalités sociales dont ils sont affligés. Dans l'article du *Guardian* de Londres, plusieurs meurtres d'activistes embrassant diverses causes (féminisme, droits humains, droits des peuples autochtones, syndicalisme) sont recensés et analysés dans le contexte de la répression de l'organisation des secteurs populaires de gauche. Maria Stone, « Women : Victim of the hidden war – The Murder of journalist Myrna Mack has highlighted the activities of Guatemala's military-backed death squads ».

¹⁹⁴ Maïté Rico, « À qui pardonner? », 21.

peuples autochtones et les abus de droits humains au pays. En effet, en 1991, l'organisation a été bénéficiaire d'un prix Carter-Menil de la *Carter-Menil Human Rights Foundation*, un prix doté d'une bourse de 10 000\$¹⁹⁵. Ce prix prestigieux a apporté une importante publicité à CONAVIGUA à l'échelle internationale et lui a aussi prodigué des ressources financières. Cette reconnaissance internationale, en plus de contribuer à placer le cas du Guatemala à l'agenda international, a donné accès à de nouvelles arènes.

Le grand catalyseur qui a mené à l'émergence d'une variété inégalée de mouvements sociaux transnationaux des peuples autochtones a néanmoins été les célébrations du Quincentenaire de la « Découverte » de l'Amérique en 1992¹⁹⁶. Cet événement a été perçu comme une gifle pour les Premières Nations de toutes les Amériques, qui y voyaient une fois de plus la négation de leur existence. En contrepartie, ils ont organisé des manifestations et des conférences afin de souligner ce qu'ils ont rebaptisé « Cinq cent ans d'oppression ». L'organisation nécessaire à la tenue de ces événements a créé des liens durables entre divers mouvements autochtones latino-américains et généré une réflexion à long terme des politiques autochtones. La rencontre continentale « Cinq cent ans de Résistance autochtone et populaire », organisée en 1991, par entre autres, *Majawil Q'ij*, constitue un tournant dans les mobilisations autochtones au Guatemala et en Amérique latine. Pour la première fois, les groupes autochtones peuvent discuter en public. Lors de cet événement, c'est davantage la manière d'approcher les problèmes spécifiques des peuples autochtones qui a été débattue que les problèmes eux-mêmes¹⁹⁷. Suite à cette rencontre visant à préparer les contre-célébrations de 1992, *Majawil Q'ij* et plusieurs autres mouvements autochtones se sont définitivement centrés sur l'identité autochtone pour accomplir leur travail. Ce sommet a

¹⁹⁵ Le but du prix Carter est d'attirer l'attention internationale sur des causes qui en ont grandement besoin : « “By focusing on Central America we hope to attract attention to the human rights violations in the region and the need to support the peace process in El Salvador and Guatemala” said Dominique de Menil, president of the Rothko Chapel and the Carter-Menil Human Rights Foundation. » Pour les explications complètes, voir : « Human Rights : Central America to sweep Carter Awards », *Global Information Network* (Washington), 27 septembre 1991.

¹⁹⁶ *Abya Yala News* est un journal trimestriel publié par le South and Meso American Indian Rights Center. Estuardo Zapeta, « Guatemala : Maya Movement at the Political Crossroads », *Abya Yala News* 8 (1994). En ligne. <<http://hartford-hwp.com/archives/41/040.html>> (page consultée le 2 février 2006).

¹⁹⁷ Prado et Holiday, « Vers un nouveau rôle de la société civile dans la démocratisation du Guatemala », 63.

eu un impact énorme sur l'éveil de la conscience d'être des mayas et a pour la première fois mis la population et les organisations guatémaltèques en contact avec d'autres mouvements autochtones provenant de toutes les Amériques¹⁹⁸. L'ensemble du mouvement autochtone maya a émergé de manière définitive suite à cette rencontre¹⁹⁹. Les mouvements sociaux du Guatemala y ont saisi l'opportunité de se transnationaliser et de se joindre aux autres réseaux en pleine effervescence. Avec cet événement, le mouvement autochtone s'est placé lui-même à l'agenda international, consacrant les enjeux autochtones comme incontournables grâce à l'ampleur des mobilisations populaires.

Signe que les effets des contre-célébrations ne tardent pas à se faire sentir, *Defensoría Maya* est officiellement créée l'année suivante, en 1993. Dès le départ, l'organisation oriente son travail non seulement face à l'État du Guatemala, mais aussi au niveau international en générant des actions politiques, juridiques, légales et constitutionnelles²⁰⁰. Sa participation à la création de l'enjeu prend forme à travers les stratégies décrites précédemment, qui attirent l'attention étrangère sur les autochtones du Guatemala.

Comme il en a été question au chapitre trois, les MST prennent régulièrement contact avec leurs réseaux dans le but précis que le cas du Guatemala soit placé à l'agenda international et y demeure. Membre de la *Foundation for Human Rights in Guatemala* (FHRG) et de *Nodo50, Contrainformación en red*, CONAVIGUA y poste des articles reliés aux actes de violence commis contre les membres du groupe et dénonce le climat de violence qui y règne encore aujourd'hui²⁰¹. *Majawil Q'ij* et *Defensoría Maya* font de même à travers d'autres réseaux Internet (*Plataforma de Información del Pueblo Indio, LaNeta, Plataforma de Solidaridad con Chiapas, Oaxaca y Guatemala de Madrid*); ces tactiques contribuent donc à ce que l'enjeu soit placé à

¹⁹⁸ Sieder, « Reframing Citizenship : Indigenous rights, local power and the peace process in Guatemala ».

¹⁹⁹ Un grand nombre d'organisations se sont par la suite formées dans les campagnes guatémaltèques, profitant des réseaux préexistants : les coopératives agricoles, les syndicats paysans, les églises. Yashar, « Contesting Citizenship : Indigenous Movements and Democracy in Latin America », 26.

²⁰⁰ Defensoría Maya, « El contexto político nacional de nacimiento de la *Defensoría Maya* ».

²⁰¹ CONAVIGUA, « CONAVIGUA : Manifiesta y denuncia públicamente ».

l'agenda international et, surtout, qu'il y demeure en rappelant constamment leurs revendications à leurs alliés et public.

Les résultats auxquels parviennent les MSTPA dans la création de l'enjeu et sa mise à l'agenda prennent finalement forme à l'ONU. L'organisation met clairement l'enjeu des politiques autochtones à l'agenda international lorsque l'Assemblée générale proclame l'année 1993 « Année internationale des populations autochtones » et invite les États à assurer la préparation de cette année²⁰². Rigoberta Mechú Tum, une activiste autochtone guatémaltèque qui a reçu le Prix Nobel de la Paix en 1992, est désignée comme ambassadrice de bonne volonté par le Secrétaire général. Le cas du Guatemala est donc propulsé à l'avant-scène grâce à cette nomination. La mise à l'agenda par l'ONU est ensuite prolongée par la première Décennie internationale des populations autochtones (1994-2004), suivant la recommandation de la Conférence mondiale des droits de l'homme tenue en 1993²⁰³. L'entrecroisement avec les enjeux de droits humains apparaît une fois de plus comme un élément incontournable dans la construction de l'enjeu autochtone. Par ailleurs, le thème de la Décennie, « Populations autochtones : un partenariat dans l'action », poursuit l'objectif de : « renforcer la coopération internationale afin de résoudre les problèmes qui se posent aux communautés autochtones dans les domaines des droits de l'homme, de l'environnement, le développement, l'éducation et la santé »²⁰⁴. Les enjeux liés aux peuples autochtones semblent avoir pénétré l'agenda international pour y rester, puisqu'une seconde Décennie des populations autochtones est décrétée en 2004 et prend effet de 2005 à 2014²⁰⁵. Aux objectifs de la première Décennie s'ajoute la collaboration des peuples autochtones pour concevoir les objectifs et les activités de la seconde Décennie. L'Assemblée générale inscrit aussi à l'ordre du jour de sa soixantième session une section destinée aux « Questions autochtones » et demande à ce que les organismes

²⁰² Organisation des Nations Unies, Assemblée générale, *Résolution 45/164. Année internationale des populations autochtones*, 45^e session, Résolution adoptée sur les rapports de la Troisième commission, 69^e séance plénière, 18 décembre 1990 (New York : ONU, 1990), 299-300.

²⁰³ Organisation des Nations Unies, Assemblée générale, *Résolution 48/163. Décennie internationale des populations autochtones*, 48^e session, Résolution adoptée sur les rapports de la Troisième commission, 86^e séance plénière, 21 décembre 1993 (New York : ONU, 1993), 1-4.

²⁰⁴ Ibid., 1.

²⁰⁵ Organisation des Nations Unies, Assemblée générale, *Résolution 59/174. Deuxième Décennie internationale des populations autochtones*, 59^e session, Résolution adoptée sur les rapports de la Troisième commission, 74^e séance plénière, 20 décembre 2004 (New York : ONU, 2004), 1-3.

et les mécanismes compétents en la matière collaborent de manière à utiliser plus efficacement les programmes et les ressources destinées aux populations autochtones²⁰⁶. Ces changements dans l'agenda international profitent aux MST des peuples autochtones puisqu'ils ont désormais accès à l'ONU.

La création de l'enjeu modifie les règles du jeu : les questions autochtones font désormais partie de l'agenda international et elles reviennent par ricochet vers l'État du Guatemala. En tant que membre de l'ONU, il s'engage directement à travailler à l'atteinte des objectifs établis pour les deux Décennies. Le modèle théorique du boomerang prend ici son sens : la création de l'enjeu par les MST provenant entre autres du Guatemala grâce à divers événements d'envergure internationale et la mise à l'agenda par l'ONU. Les actions entreprises par les trois MSTPA étudiés s'inscrivent dans le courant transnational autochtone et contribuent à la mise en branle de ce processus. La transnationalisation des MSTPA du Guatemala commence à donner des résultats concrets.

4.2. Changements dans les discours des acteurs

Les changements dans les discours des acteurs ciblés, le principal étant l'État guatémaltèque, constituent le second pas vers l'intégration et le respect de nouvelles normes relatives aux droits des autochtones. L'action collective de DEMA, *Majawil Q'ij* et CONAVIGUA s'oriente, avant même la reconnaissance des droits des peuples autochtones, vers une reconnaissance de l'*existence* même des peuples autochtones. Les nouveaux mouvements sociaux placent la reconnaissance des inégalités économiques et de pouvoir politique comme des dimensions-clés de leur action collective²⁰⁷. Mais avant même d'influencer les discours des acteurs ciblés comme le gouvernement du Guatemala et les organisations internationales, les trois MSTPA étudiés ont dû élaborer un discours reflétant leur finalité et véhiculant efficacement leurs idées. Cette construction du discours se révèle être un élément important d'influence sur le discours des États et des organisations internationales. Les MST adoptent ainsi un discours qui trouve écho dans le système international.

²⁰⁶ Ibid., 2-3.

²⁰⁷ Edelman, « Social Movements : Changing Paradigms and Forms of Politics », 294.

4.2.1. Le discours des MSTPA

L'ouverture du système international aux revendications identitaires n'est pas étrangère au contenu du discours des MSTPA, qui se sont tout d'abord organisés autour des droits humains pour faire résonner leurs revendications.

Human rights goals resonated internationally because certain fundamental human rights are recognized as a legitimate international concern by international laws, treaties, and organizations that provide a point of entry to transnational alliances (Forsythe, 1991, Shelley, 1989). At the same time, international norms assign the state responsibility for human rights as a concomitant of sovereignty – the monopoly of *legitimate* force within a territory (Montealegre, 1982).²⁰⁸

Les mobilisations et les enjeux touchant les peuples autochtones ont été rangés au départ dans une sous-catégorie des droits humains. Les mouvements autochtones ont donc profité du régime international favorable qui prévalait en même temps qu'ils ont formé une alliance durable avec les activistes des droits humains. Illustrant cette affirmation, les premières étapes de travail de *Defensoría Maya* montrent que son discours est fortement appuyé sur celui des droits humains, mais qu'il cherche à se construire une base résolument autochtone. Les objectifs de l'organisation évoquent l'univers normatif des droits humains, mais cherchent surtout à faire reconnaître et appliquer les droits des peuples autochtones²⁰⁹. Ainsi, les MSTPA font alliance avec des groupes de défense des droits humains afin d'élargir leur base de soutien et ouvrir la porte à des revendications spécifiquement liées aux questions autochtones.

Bien que DEMA n'ait été créé qu'en 1993, l'embryon de l'organisation participe à la construction du discours maya avant cette date. De grandes consultations populaires (elles réunissent des anciens, des leaders d'organisations et les communautés) tenues en 1991 et 1992 définissent la structure, les objectifs et les fonctions de l'organisation à

²⁰⁸ Alison Brysk, « From Above and Below. Social Movements, the International System, and Human Rights in Argentina », *Comparative Political Studies* 26 (1993), 265.

²⁰⁹ Les premiers objectifs de DEMA en témoignent : (1) Éducation et formation des communautés et des personnes sur les droits du peuple maya et les droits humains et général. (2) Défense juridique, en droit maya et en droit positif, de communautés et de personnes affectées par la répression venant de l'État du Guatemala. Cette défense est réalisée à partir des principes et de la cosmovision du peuple maya. (3) Dénonciation des violations des droits du peuple maya et les violations de droits humains. (4) Création d'espaces pour la contribution de la solidarité internationale envers les peuples autochtones. *Defensoría Maya*, « El contexto político nacional de nacimiento de la *Defensoría Maya* ».

naître²¹⁰. Peu à peu, ce MST articule un discours qui le propulse dans l'arène politique nationale et internationale, longtemps fermée à toute expression de l'identité autochtone. Le collectif de représentants autochtones qui constitue DEMA prône un fonctionnement consensuel, consultatif, la prise de décision collective, tout cela basé sur la cosmovision maya²¹¹. Déjà, l'élément incontournable de la cosmovision est placé au centre du fonctionnement de l'organisation. Le discours que l'organisation articule porte donc les traces de la spiritualité maya adaptée au contexte de l'époque.

Si l'apport de *Majawil Q'ij* à la construction de l'enjeu et à sa mise à l'agenda international est sans équivoque, grâce à la réalisation des contre-célébrations de la « Découverte » de l'Amérique, l'étape de construction de discours a été difficile pour cette organisation maya féministe. *Majawil Q'ij* compte valoriser la culture et le mode de vie autochtone, mais ses membres ont rencontré une certaine résistance par rapport au discours féministe véhiculé par l'organisation. Dans le contexte de construction de l'identité autochtone et du mouvement maya, les deux problématiques sont parfois difficiles à combiner :

Another important element, repeatedly acknowledged by Mayan women, is the tense contradiction of living in a patriarchal society which organizes gender relations unequally, while at the same time forging relations of socio-cultural and political solidarity with other people and movements to build a better society.²¹²

Le discours progressiste de *Majawil Q'ij* se bute donc à bien des obstacles, d'où le besoin de choisir minutieusement les termes dans lesquels il est exprimé.

CONAVIGUA, qui véhicule aussi un discours féministe, semble avoir moins souffert des écueils accompagnant ces revendications en bâtissant une organisation certes adressées aux veuves autochtones, mais en insistant sur le caractère inclusif de l'organisation. CONAVIGUA diffère de *Defensoría Maya* et de *Majawil Q'ij* dans le sens où elle se veut universelle : elle représente également les femmes *ladinas*, bien qu'elles soient peu nombreuses. Des hommes se sont aussi joints à l'organisation, qui se

²¹⁰ Ibid.

²¹¹ Defensoría Maya, « Cómo se concibe la *Defensoría Maya* ».

²¹² Martínez-Salazar, « Guatemalan Mayan Women : Threatened Peace and Citizenship from Below », 172.

veut porteuse d'un nouveau pacte social égalitaire, non-discriminatoire, solidaire qui incorpore ainsi tous les guatémaltèques qui le désirent²¹³. Les enjeux de genre entrent parfois en contradiction avec les traditions autochtones, d'où le choc entre les mouvements. Trouver l'équilibre entre les deux est cependant une mission difficile à réaliser.

La construction du discours des MSTPA étudiés ne se réalise donc pas uniquement autour de la problématique des peuples autochtones : elle intègre également celle des droits humains et deux des MST incorporent les enjeux de genre à leur programme. Le discours des MSTPA n'est pas statique : il évolue au fil du processus de paix et doit s'adapter rapidement aux changements pour demeurer pertinent.

4.2.2. Entre déni et conciliation : le discours du gouvernement du Guatemala

Devant l'attention internationale croissante que suscitent les abus de droits humains et la création de l'enjeu à l'international, le gouvernement de Jorge Serrano (président de 1991 à 1993) doit adapter son discours à cette nouvelle dynamique. Il oscille entre le déni et la conciliation. Ainsi, la Journée internationale des droits humains est soulignée au Guatemala par les politiciens, même si leurs mots... ne demeurent que des mots, comme le dénote un membre anonyme de CONAVIGUA : « Many grand statements will be made, many politicians will speak out for the rights of the oppressed with forceful – or not so forceful – words. »²¹⁴ L'écart entre le discours conciliant que le gouvernement de Jorge Serrano adopte et les menaces constamment proférées aux groupes de droits humains continue à être dénoncé sur la scène internationale. Ce changement dans le discours de l'État du Guatemala permet tout de même aux groupes autochtones de fonctionner légalement, même si participer à leurs activités comportent encore un risque.

Le président s'adresse aussi aux critiques pour qualifier d'exagérées les prises de position des organisations de droits humains, passant d'un discours de conciliation à un

²¹³ CONAVIGUA, « Departamento Juridico de CONAVIGUA ».

²¹⁴ Miller et Sharpe, « 12000 Women's Against an Army. Guatemala : Widow's Groups are defiantly exercising one basic human right : To bury their dead ».

discours de déni. Pourtant, le département d'État aux États-Unis relève les abus des forces de l'ordre au Guatemala, notamment à l'endroit de CONAVIGUA :

Local human rights groups are permitted to operate, but members suffered threats and violence from security forces and PAC's. [...] CONAVIGUA [...] also received threats. [...] President Serrano and members of his Cabinet criticized both local and international human rights groups, accusing them of intentionally distorting Guatemala's human rights record for political purposes.²¹⁵

Usant de son autorité tant aux niveaux national qu'international, le président tente de discréditer les activistes pour éviter de rendre des comptes à l'étranger. On dénote déjà des changements dans le discours étatique : plutôt que de simplement ignorer l'agitation entourant la question des droits humains, il répond aux critiques, ce qui montre que son discours évolue à cause de la pression qui se fait sentir. Le discours de l'État commence donc à s'adresser aux critiques et à répondre à la pression qui se manifeste grâce au lancement du boomerang dans l'arène internationale.

Cette ouverture dans le discours ne se traduit cependant pas en transformations immédiates sur le terrain. Les MSTPA et leurs alliés s'empressent de souligner l'écart entre le discours de l'État et ses pratiques : « “There are major human rights abuses in Guatemala,” said Father Slaman [du diocèse d'Hamilton, qui soutient publiquement CONAVIGUA] “On the surface, it looks like things are getting better, but in reality that's questionable” »²¹⁶. L'Église catholique se positionne comme un acteur supplémentaire qui endosse les activités de CONAVIGUA.

Adopter un discours reflétant les normes démocratiques et celles des droits humains semble être une concession tactique à deux tranchants pour l'État : si dans un premier temps, il rassure la communauté internationale sur leurs intentions, il met ensuite en relief les contradictions inhérentes avec la réalité sur le terrain. CONAVIGUA utilise une image saisissante pour illustrer ce décalage. Pour ce faire,

²¹⁵ U.S. Department of State, « Guatemala Human Rights Practices, 1993 », *1993 Human Rights Report*, (Washington, D.C. : U.S. Department of State Dispatch, février 1994).

²¹⁶ Prokaska, « Newspaper ads to carry message to Guatemala ».

l'organisation cite des documents reconnus par les États, comme la Charte des droits de l'homme de l'ONU :

Rights groups [including CONAVIGUA] also point a Jekyll-and-Hyde contrast between official postures on human rights and official actions in this area. « The government violates conventions that is, itself, has signed, » charged the National Association of Widows of Guatemala (CONAVIGUA) which, joined with FAMDEGUA [Asociación de Familiares de Detenidos-Desaparecidos de Guatemala] and other human rights groups in commemorating the 45th anniversary of the UN Human Rights Declaration today.²¹⁷

En rappelant les obligations du gouvernement prises à l'international, c'est une fois de plus l'attention d'acteurs étrangers qui est sollicitée pour faire pression sur le Guatemala. Ce que la CONAVIGUA réclame, c'est l'application de ces déclarations de principes. La pression internationale qui se cristallise autour de l'État du Guatemala s'en trouve ainsi de plus en plus justifiée.

L'influence sur le discours de l'État du Guatemala n'est qu'une étape d'un long processus. Parvenir à ce résultat est un accomplissement en soi. Cela montre que CONAVIGUA, *Defensoría Maya* et *Majawil Q'ij* commencent à exercer leur influence sur le comportement de l'État et que cela se traduit en discours conciliants et en concessions tactiques au niveau de son discours officiel.

4.2.3. *Le discours des organisations internationales*

Le modèle de boomerang prévoit aussi que les acteurs transnationaux réussissent à exercer leur influence de manière à modifier le discours des acteurs internationaux. À l'ONU, la mise à l'agenda international grâce à l'« Année des populations autochtones » et aux deux « Décennies des populations autochtones » a été saluée par les groupes autochtones. Le choix des termes s'est cependant révélé décevant : c'est « populations » et non « peuples » qui a été utilisé, le détour visant à rassurer les États. Ainsi, les autochtones se voient refuser le statut de peuple et les droits s'y rattachant. Illustrant cette omission, les résolutions 45/164 (« Année des populations autochtones ») et 48/163 (première « Décennie des populations autochtones ») évitent soigneusement

²¹⁷ « Human Rights : Latin America's slate is far from clean, NGOs says », *IPS-Inter Press Service/Global Information Network*, 10 décembre 1993.

d'utiliser le terme « peuple » à la fois dans le titre et dans le corps du texte. Par contre, la résolution 59/174, qui proclame la seconde « Décennie des populations autochtones » en 2004, fait mention à maintes reprises des peuples autochtones et réaffirme que « les États devraient, conformément au droit international, prendre des mesures positives concertées pour assurer le respect de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales des *peuples autochtones*²¹⁸, sur la base de l'égalité et de la non-discrimination »²¹⁹. Le discours de l'ONU s'est donc modifié au fil des ans, l'organisation ayant commencé à utiliser l'expression « peuples autochtones » dans ses documents officiels sans toutefois l'intégrer aux titres et ainsi procéder à une reconnaissance formelle.

Cette évolution dans le discours de l'ONU se reflète aussi dans sa position à l'égard des droits des peuples autochtones. Un premier pas vers la reconnaissance est posé avec le « Projet de Déclaration des populations autochtones », créé suite aux résolutions 1995/32 de la Commission des droits de l'homme et du Conseil économique et social²²⁰. Les valeurs véhiculées par les mouvements autochtones se fraient donc un chemin jusqu'à l'ONU, qui prend les moyens pour les intégrer à son discours. S'il est originellement question de « populations autochtones », la terminologie alterne ensuite de cette expression à celle de « peuples autochtones », exposant l'évolution du discours de l'organisation. Il est toujours question du « Groupe de travail sur le Projet de Déclaration des droits des populations autochtones », mais les documents officiels réfèrent plutôt au « Projet de Déclaration des droits des peuples autochtones »²²¹. Le discours de l'ONU progresse donc au fil de la construction de l'enjeu et de l'augmentation de l'influence des mouvements autochtones.

²¹⁸ Les italiques ne sont pas présentes dans le document original.

²¹⁹ Organisation des Nations Unies, Assemblée générale, *Résolution 59/174. Deuxième Décennie internationale des populations autochtones*, 1.

²²⁰ Organisation des Nations Unies, Conseil économique et social, *Résolution 1995/32. Création d'un groupe de travail de la Commission des Droits de l'Homme chargé d'élaborer un projet de déclaration conformément au paragraphe 5 de la résolution 49/214 de l'Assemblée générale*, 52^e séance plénière, 25 juillet 1995, (New York : ONU, 1995), 1-2.

²²¹ Organisation des Nations Unies, Conseil économique et social, Commission des Droits de l'Homme, Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des droits des minorités, *Rapport de la sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des droits des minorités sur les travaux de sa quarante-sixième session*, 46^e session, 1-26 août 1994 (Genève : ONU, 1994), 24.

De son côté, l'Organisation des États Américains consent à se pencher sur un projet de déclaration en 2000, et les mêmes débats se posent quant aux désignations « populations » et « peuples » :

La Commission interaméricaine des droits de l'homme avait d'abord présenté un texte intitulé "Déclaration sur les droits des peuples autochtones", mais le document de travail contient plutôt le terme "populations autochtones". Tout au long du document, les mots "peuples" et "populations" apparaissent entre parenthèses, une annotation qui reflète le désaccord entre les participants quant à l'expression appropriée.²²²

Suite à la modification unilatérale du titre du Projet de Déclaration, des organisations mayas du Guatemala rédigent la Déclaration de Wo'o' Kame, dans laquelle elles manifestent leur désaccord quant à l'utilisation du terme « population » plutôt que « peuple ». CONAVIGUA, DEMA et beaucoup d'autres groupes mayas comptent parmi les signataires de cette déclaration²²³. Le droit international accorde aux peuples une série de droits que les États ne sont pas prêts à concéder aux autochtones, notamment les droits à l'autodétermination et à la sécession, perçus comme une menace pour l'intégrité territoriale. Or, les groupes autochtones réclament cette reconnaissance non pas en vue de faire sécession, mais pour profiter des droits culturels, économiques, sociaux et politiques découlant de ce statut.

Les États de la Colombie et du Guatemala sont les premiers à envoyer des délégués gouvernementaux autochtones à la réunion de l'OÉA, tenue pour étudier et commenter la première ébauche de déclaration²²⁴. Le Guatemala passe en quelques années d'un discours récalcitrant à une attitude progressiste de conciliation. Cette

²²² « Plusieurs représentants autochtones ont soutenu que la déclaration doit s'appliquer aux peuples autochtones. Le mot population désigne simplement un ensemble d'individus, alors que le mot peuple recèle, au regard du droit international, une connotation liée aux concepts d'autodétermination et d'autonomie. Plusieurs gouvernements se sont exprimés en faveur du terme "populations", à cause de l'état du droit international. ». Organisation des États Américains, « Délégués gouvernementaux et communautés autochtones étudient un texte de déclaration », (*Développements récents à l'Organisation des États Américains*, janvier-février 2000) En ligne. <<http://www.oas.org/main/main.asp?sLang=F&sLink=http://www.oas.org/oaspage/searchform.asp>> (page consultée le 27 juin 2006).

²²³ International Indian Treaty Council, « Declaracion Wo'o' Kame » (International Indian Treaty Council, OAS Declaration for the Rights of Indigenous Peoples, Declaracion Wo'o' Kame, 18 et 19 janvier 2001). En ligne. <http://www.treatycouncil.org/section_21112.htm> (page consultée le 15 février 2006).

²²⁴ Organisation des États Américains, « Délégués gouvernementaux et communautés autochtones étudient un texte de déclaration ».

évolution est le résultat du travail que les MST des peuples autochtones ont réalisé afin de changer le contexte entourant les politiques autochtones, de même que le discours de quelques acteurs-clés.

Les processus consultatifs élaborés dans le sillage des projets de Déclaration des droits des peuples/populations autochtones à l'ONU et à l'OÉA profitent aux MSTPA du Guatemala, car l'ordre du jour ouvre la porte à leur participation. Ainsi, en tant que membres de l'organisation internationale non-gouvernementale *Consejo Internacional de Tratados Indios* (CITI), *Defensoría Maya*, CONAVIGUA et COMG (dont *Majawil Q'ij* est membre) ont accès aux institutions onusiennes²²⁵. Le CITI dispose d'un statut consultatif à l'ONU et poursuit l'objectif d'y promouvoir la participation autochtone en plus de participer au « Projet de Déclaration des droits des peuples autochtones »²²⁶. *Defensoría Maya*, dans un document faisant état de ses réalisations, mentionne qu'elle a contribué à la discussion entre les représentants de l'État et les peuples autochtones. L'organisation s'est aussi impliquée dans le projet de l'OÉA, participant là aussi aux discussions entourant la future déclaration²²⁷. Les trois MSTPA étudiés participent donc à la mouvance autochtone globale et aux changements dans les discours des organisations internationales à travers des organisations-parapluie représentant leurs intérêts.

Les changements dans les discours peuvent donc être soulignés selon trois angles d'analyse : le discours des MSTPA, le discours de l'État guatémaltèque et le discours des organisations internationales. Les mouvements autochtones étudiés ont veillé à construire un discours qui résonne bien dans l'arène internationale en évoquant les droits humains pour ensuite créer l'enjeu des droits des peuples autochtones. Cette période, qui couvre la première moitié des années 1990, a vu l'attitude du gouvernement du Guatemala balancer entre déni et conciliation, un progrès en soi, puisqu'il a cessé

²²⁵ Le CITI prend avantage de son statut consultatif dès la première rencontre portant sur le Projet de Déclaration des droits des populations autochtones. Organisation des Nations Unies, *Rapport de la Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des droits des minorités sur les travaux de sa quarante-sixième session*, 244.

²²⁶ *Defensoría Maya*, « Asamblea Anual Internacional "Consejo Internacional de Tratados Indios" », (Programa LaNeta, *Defensoría Maya*, 2000) En ligne. <<http://www.laneta.apc.org/rci/defmay/invita.html>> (page consultée le 27 juin 2006).

²²⁷ *Defensoría Maya*, « Cómo se concibe la *Defensoría Maya* ».

d'ignorer les revendications autochtones. La pression générée par les mobilisations entreprises par les MSTPA se transforme en influence sur les organisations internationales, qui modifient leur discours pour répondre aux nouveaux enjeux autochtones. L'exercice de l'influence des MSTPA au niveau international se manifeste par les projets de Déclaration des droits des peuples/populations autochtones de l'ONU et l'OÉA, alors que les États, eux, se font tirer l'oreille pour participer. Le gouvernement du Guatemala, récalcitrant au départ, démontre par la suite une ouverture réelle devant les projets des organisations internationales.

4.3. Changements dans les procédures institutionnelles : concessions tactiques et libéralisation contrôlée

Après la création des enjeux de reconnaissance de l'identité autochtone et du respect des droits individuels et collectifs à travers une série d'activités autour des droits humains dans l'arène internationale, son ajout à l'agenda ont rencontré un certain succès au niveau domestique. Les changements dans les discours ont alimenté le boomerang qui avait été lancé du Guatemala. Le boomerang, une fois déclenché, commence à s'incarner dans les changements de procédures institutionnelles consentis suite aux pressions de mouvements autochtones comme *Majawil Q'ij*, DEMA et CONAVIGUA. Ces changements prennent forme à deux niveaux : à l'international, notamment avec la création d'institutions onusiennes s'adressant spécifiquement aux enjeux autochtones, et au niveau national avec la mise sur pied de l'Assemblée de la société civile et d'une Assemblée permanente Maya.

Les stratégies des mouvements sociaux comme *Majawil Q'ij* et *Defensoría Maya* prennent en compte les possibilités qu'offre le système international à ce moment là et misent sur l'activisme transnational²²⁸. De ce fait, ils accèdent à l'arène internationale pour y disséminer leurs idées et intégrer les structures décisionnelles. Des changements institutionnels ont eu lieu à plusieurs endroits pour répondre à ces nouveaux besoins et donner suite aux actions déjà entreprises par rapport aux enjeux autochtones.

²²⁸Edelman, « Social Movements : Changing Paradigms and Forms of Politics », 286.

L'exercice de l'influence des MSTPA sur les organisations internationales débouche sur la création de nouvelles procédures institutionnelles à l'ONU. Au Groupe de travail sur les populations autochtones²²⁹, une première institution créée en 1982, se greffent plusieurs autres mécanismes institutionnels qui font suite à la mise à l'agenda et aux changements dans le discours de l'ONU survenus au cours des années 1990. En ce sens, le Conseil économique et social de l'ONU poursuit son implication dans les enjeux autochtones en créant l'Instance permanente sur les Questions autochtones en 2000, dont la première session est tenue en 2002 à New York²³⁰. Cet organe consultatif doit fournir des conseils aux institutions, programmes et fonds des Nations Unies traitant des enjeux autochtones afin de mieux utiliser les ressources disponibles. Le discours conscientisé de l'ONU aboutit aussi à la nomination d'un Rapporteur spécial sur la situation des droits humains et des libertés fondamentales de populations autochtones en 2001²³¹. Le mandat de ce rapporteur spécial couvre plusieurs fonctions : amasser et partager de l'information auprès des États et des organisations de peuples autochtones, formuler des recommandations et des propositions pour prévenir et remédier aux violations des droits et libertés fondamentales des peuples autochtones tout en collaborant étroitement avec les autres institutions de la Commission des droits de l'homme²³². Les travaux de la première Décennie internationale des populations autochtones mènent donc à la création d'institutions onusiennes destinées à traiter spécifiquement des problématiques autochtones et à coordonner les ressources disponibles. Ces changements de procédures institutionnelles ouvrent la porte à la participation des communautés et mouvements autochtones au sein de l'institution, puisqu'ils se voient attribuer un statut consultatif.

²²⁹ Ce groupe de travail créé par le Conseil économique et sociale est géré par cinq experts indépendants (un pour chaque région géopolitique du monde) et membres de la Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des droits des minorités de la Commission des Droits de l'Homme. Les États, les autres organes des Nations unies, les ONG et les représentants autochtones y participent en tant qu'observateurs. Ellen Lutz et Nicole Yukna, « Adressing Indigenous Rights at the United Nations », *Cultural Survival Quarterly* 28 (2004), 23.

²³⁰ Organisation des Nations Unies, Conseil économique et social, *Résolution 2000/22. Création d'une instance permanente sur les questions autochtones*, 45^e session, (Genève : ONU, 28 juillet 2000), En ligne.

<<http://www.unhchr.ch/Huridocda/Huridoca.nsf/TestFrame/2a06bb1b8017abf3c12569b4003a8e06?OpenDocument>> (page consultée le 28 mai 2006).

²³¹ Organisation des Nations Unies, Conseil économique et social, Commission des Droits de l'Homme, *Droits de l'homme et questions relatives aux populations autochtones. Résolution de la Commission des droits de l'homme 2001/57*, 76^e séance, (New York : ONU, 24 avril 2001) En ligne. <http://ap.ohchr.org/documents/F/CHR/resolutions/E-CN_4-RES-2001-57.doc> page consultée le 8 juin 2006).

²³² Lutz et Yukna, « Adressing Indigenous Rights at the United Nations », 25.

Les MST des peuples autochtones gagnent ainsi un accès formel aux institutions onusiennes en même temps qu'une tribune permanente.

Au Guatemala, le processus de paix qui s'enclenche par la suite se révèle être une bonne occasion pour les MST des peuples autochtones d'ouvrir une brèche dans le monde politique et s'y engouffrer. Outre l'implication de l'ONU dans le processus de paix, d'autres acteurs ont servi de levier dans l'enjeu de la reconnaissance et du respect des droits des peuples autochtones. Dans la famille des organisations de l'ONU, le PNUD s'est efforcé de mettre en place un climat propice au dialogue entre les États et les groupes autochtones présents sur leur territoire.

Une force particulière se dégage: il s'agit de la capacité du PNUD de faciliter un dialogue délicat faisant intervenir l'État, les organisations de la société civile (OSC) et les peuples autochtones ainsi que leurs organisations, et de servir ici d'intermédiaire.²³³

Les changements dans les discours se concrétisent au sein de procédures institutionnelles au niveau des organisations internationales, ce qui montre que l'influence des MSTPA continue son évolution.

Alors que le conflit civil s'enlise et que les deux camps sont incapables de négocier pour y mettre un terme, l'ONU s'implique dans les négociations de paix. L'organisation internationale y joue un rôle diplomatique proactif pour protéger les droits humains et en faire la promotion²³⁴. Cette intervention, même si elle n'était pas uniquement dirigée vers les peuples autochtones, est néanmoins bénéfique dans le sens qu'elle permet l'établissement d'un climat propice aux négociations de paix et de mettre l'enjeu des droits humains à l'agenda pour ouvrir les discussions sur les droits des peuples autochtones.

Les négociations de paix qui reprennent en 1993 illustrent aussi le changement d'attitude du gouvernement guatémaltèque à l'égard de la société civile et les

²³³ Organisation des Nations Unies, PNUD, *Le PNUD et les Peuples Autochtones : Une Politique d'Engagement*, (New York : ONU, 2003), 7. <<http://www.undp.org/cso/policies/doc/IPPolicyFrench.doc>> (page consultée le 12 mai 2006).

²³⁴ Bugerman, « Mobilizing Principles : The Role of Transnational Activists in Promoting Human Rights Principles », 905-923.

transformations institutionnelles qui en découlent. Grâce à un fort appui de la communauté internationale, la société civile dispose finalement d'un espace suffisant pour permettre son éclosion, avec la naissance de l'Assemblée de la société civile (*Asamblea de la sociedad civil*, ASC). Cette institution réunie divers secteurs de la société civile et délègue des représentants aux tables de négociations de paix. L'ASC se pose comme interlocuteur légitime devant l'État, propulsée par l'ONU et la communauté internationale. *Defensoría Maya* y a envoyé des délégués à travers l'organisation-parapluie COPMAGUA et a ainsi pu participer au processus de paix²³⁵.

Lors de la tentative ratée de coup d'État du Président Jorge Serrano Elías (le *Serranazo*, qui a eu lieu le 25 mai 1993), la politique guatémaltèque a été momentanément bouleversée et le processus de paix a été menacé par cette nouvelle entorse au jeu démocratique. Très rapidement, l'Assemblée permanente Maya²³⁶, créée dans le sillage des négociations pour l'*Accord sur l'identité et les droits des peuples autochtones*²³⁷, soumet une liste de trois candidats à la vice-présidence. Le geste en soi a secoué l'« establishment » politique, parce qu'il démontrait concrètement la nouvelle confiance du mouvement autochtone²³⁸. Cette fois, les transformations institutionnelles proviennent directement des MSTPA : ils prennent les devants et imposent leur participation politique en temps de crise. L'occasion qui se présente est saisie pour marquer la présence et l'implication des mouvements autochtones sur la scène nationale et, surtout, se poser en tant qu'acteur légitime. Comme l'affirme Estuardo Zapeta, cet événement aura servi à l'émergence du mouvement maya sur la scène nationale²³⁹.

Les changements dans les procédures institutionnelles ont pris de l'ampleur quand le processus de paix a été remis sur les rails par le président suivant Serrano, Ramiro de León Carpio, en 1993. Il dévoile un plan en deux volets : ramener le

²³⁵ Defensoría Maya, « Cómo se concibe la *Defensoría Maya* ».

²³⁶ L'Assemblée permanente maya est une organisation-parapluie qui réunit plusieurs organisations mayas, dont COMG, l'Académie des langues mayas, la CONAVIGUA, Rigoberta Menchú. Ce sont plus de 213 représentants de 86 organisations mayas qui se sont mis d'accord pour créer cette organisation. Prado et Holiday, « Vers un nouveau rôle de la société civile dans la démocratisation du Guatemala », 65.

²³⁷ L'Accord n'a été signé qu'en 1995, mais les négociations pour parvenir à l'entente ont permis de créer des mécanismes de participation autochtone comme l'Assemblée permanente Maya.

²³⁸ *Abya Yala News* est un journal trimestriel publié par le South and Meso American Indian Rights Center. Estuardo Zapeta, « Guatemala : Maya Movement at the Political Crossroads ».

²³⁹ Ibidem.

gouvernement et l'URNG à la table des négociations d'une part et d'autre part, construire une paix durable en s'adressant aux problèmes économiques et sociaux du pays grâce à un forum national réunissant tous les secteurs²⁴⁰. Or, l'établissement de ce forum de représentants de la société civile (qui deviendra l'ASC) est immédiatement mise en doute vu l'espace politique extrêmement restreint et la violence accompagnant encore toute mobilisation sociale. Rosalina Tuyuc, qui dirige CONAVIGUA, ajoute que la présence de groupes liés aux forces armées terrorisant les mouvements sociaux émergents et les activistes politiques rend impossible la tenue de dialogues à l'intérieur de la société civile et avec les forces politiques²⁴¹.

Cette ouverture politique ne donne pas immédiatement les résultats escomptés, comme le redoutait la CONAVIGUA et d'autres mouvements sociaux. Ces derniers ont donc sollicité des acteurs extérieurs pour faire pression sur le gouvernement du Guatemala et faire en sorte que les enjeux mis à l'agenda international le demeurent : la CONAVIGUA, avec d'autres groupes de la société civile, occupe les bureaux de l'OÉA pour exiger la dissolution des PAC. L'objectif de ce coup d'éclat est aussi d'attirer l'attention sur les violations de droits humains commises au pays malgré des signes d'ouverture démocratique. Suite à cet événement marquant, la Commission interaméricaine des droits humains de l'OÉA a envoyé une délégation spéciale au Guatemala, à l'invitation du gouvernement²⁴². Ce changement d'attitude du gouvernement semble découler directement des mobilisations menées par CONAVIGUA. Faire pression sur l'OÉA a donc donné des résultats, l'organisation ayant entamé des procédures pour faire enquête sur les droits humains. L'occupation du quartier général n'est pas mentionnée dans les documents officiels de l'organisation, qui

²⁴⁰ George Rodriguez, « Guatemala : President's Peace initiative greeted with skepticism », *IPS-Inter Press Service/Global Information Network*, 12 juillet 1993.

²⁴¹ En 1993, CONAVIGUA compte maintenant 13000 membres et se fait le porte-parole de l'ensemble des veuves du Guatemala, un nombre ici estimé à 40000. Ibid.

²⁴² La délégation envoyée par l'OÉA devait étudier la situation des droits humains au Guatemala. Des rencontres ont eu lieu dans plusieurs secteurs du pays entre les émissaires de l'OÉA et divers représentants de l'autorité gouvernementale ainsi que des représentants de communautés. Organisation des États Américains, *Press Communiqué 6/94*, (Washington, D.C. : Inter-American Commission on Human Rights, 8 mars 1994). En ligne.

<http://www.oas.org/main/main.asp?sLang=F&sLink=http://www.oas.org/OASpage/press_releases/home_fre/press.asp> (page consultée le 4 juin 2006).

ont néanmoins consacré une partie de leurs rapports annuels des années suivantes au Guatemala, ce qu'ils n'avaient pas fait par le passé²⁴³.

Par la suite, l'OÉA s'est intéressée aux transformations politiques se produisant au Guatemala :

The IACHR [Inter-American Commission on Human Rights] also verified that a highly active process of institutional reform is in place--as a consequence of the new democratic openings--which, in turn, creates conditions for fostering the expansion of democracy and the defense of human rights to an even greater degree.²⁴⁴

L'œil scrutateur de l'OÉA sur l'expansion de l'espace politique disponible pour la société civile est une bonne nouvelle pour la CONAVIGUA. Si l'OÉA salue l'ouverture démocratique, elle rappelle aussi que l'impunité demeure la règle alors que les violations des droits de la personne persistent et que l'iniquité sociale et la discrimination perdurent²⁴⁵. Pour la CONAVIGUA et d'autres organisations autochtones, cette conclusion est une double victoire : elle montre que les réformes institutionnelles ne sont pas pleinement mises en œuvre et confirme ce que l'organisation dénonce vigoureusement, soit l'impunité et la discrimination. Qu'un acteur tel que l'OÉA confirme les dires de l'organisation ne vient que leur ajouter du poids et de la légitimité.

D'autres dossiers ardemment défendus par CONAVIGUA ont également progressé suite à cette ouverture du gouvernement. En tant qu'organisation féministe, CONAVIGUA prenait très au sérieux la violence faite aux femmes et l'absence de mécanismes permettant de la dénoncer et de la sanctionner. CONAVIGUA rapporte que la violence contre les femmes, bien que relativement répandue, reçoit peu d'attention et que la violence sexuelle, quant à elle, est rarement rapportée. Il n'existe pas de loi contre

²⁴³ À ce sujet, voir les rapports annuels de l'OÉA. Organisation des États Américains, Inter-American Commission on Human Rights, *Annual Report of the Inter-American Commission on Human Rights 1993*, (Washington, D.C. : OÉA, 1994). Organisation des États Américains, Inter-American Commission on Human Rights, *Annual Report of the Inter-American Commission on Human Rights 1994*, (Washington, D.C. : OÉA, 1995).

²⁴⁴ Organisation des États Américains, *Annual Report of Inter-American Commission on Human Rights 1993*.

²⁴⁵ Ibidem.

la violence conjugale, compliquant de fait le travail de l'organisation. En 1993, le bureau de l'Ombudsman commence néanmoins à enregistrer les plaintes reliées à la violence faite aux femmes et à tenir des statistiques à ce sujet²⁴⁶. Même si ce changement de procédures n'est pas accompagné de lois le renforçant, il s'agit tout de même d'un premier pas significatif dans ce dossier. Simplement de rapporter le problème et de tenir des statistiques à ce sujet est une reconnaissance en soi de son existence. Un an plus tard, CONAVIGUA rapporte que peu de cas de viols sont amenés jusqu'en cour, et que la violence à l'égard des femmes reçoit toujours peu d'attention. Par contre, le bureau de l'Ombudsman reçoit 30 plaintes par mois de violence conjugale commise par les époux²⁴⁷, révélant une évolution dans ce dossier. Le changement de procédures semble graduellement s'accompagner d'un changement de mentalités. Il s'agit d'une étape cruciale dans la redéfinition des rapports de genre, le féminisme prôné par CONAVIGUA amenant une remise en question des rapports traditionnels.

Par ailleurs, des changements de procédures sont également sollicités au niveau international. Rigoberta Menchú Tum a présenté une poursuite en Espagne en 1999²⁴⁸ faisant état de crimes de guerre commis par le gouvernement du Guatemala : terrorisme, génocide et torture sont évoqués, en plus d'une série de meurtres de citoyens guatémaltèques et espagnols. Plusieurs organisations du Guatemala, dont CONAVIGUA, se sont jointes à la cause confiée à l'Audience nationale d'Espagne. La quête de justice des survivants au Guatemala ne s'arrête donc pas aux frontières du pays : ils sont déterminés à trouver justice et à faire éclater la vérité dans n'importe quel tribunal du monde²⁴⁹. Devant la négation de la justice et de leurs droits au pays, ces divers groupes et mouvements transposent leur cas dans une arène plus favorable à leur droit à la justice. En fait, ce que les réclamants cherchent, c'est lutter contre l'impunité, même si cela nécessite de faire appel à des instances étrangères. CONAVIGUA, en se

²⁴⁶ U.S. Department of State, « Guatemala Human Rights Practices, 1993 ».

²⁴⁷ U.S. Department of State, « Guatemala Human Rights Practices, 1994 », *1994 Human Rights Report*, (Washington, D.C. : U.S. Department of State Dispatch, février 1995).

²⁴⁸ Cette demande légale a été déposée le 2 décembre 1999.

²⁴⁹ Les 26 meurtres de paysans présentés par CONAVIGUA ont eu lieu à San Andrés Sajcabaja entre 1982 et 1984. Les autres organisations à s'être jointes à cette poursuite sont : FAMDEGUA, le syndicat espagnol des Commissions ouvrières, la famille de l'écrivaine guatémaltèque Alaide Fappa et celle du prêtre espagnol Faustino Villanueva. Rigoberta Menchú a annoncé que le GAM comptait également se joindre aux réclamants. Spanish Newswire Services « Guatemala-España. Rigoberta Menchú confía en que audiencia española hara justicia », *Efe News Services*, (États-Unis), 14 février 2000.

joignant à ces procédures novatrices, repousse les limites du jeu entre elle et le gouvernement du Guatemala. Le modèle de boomerang s'applique particulièrement bien à cet exemple où la créativité de ce MST ouvre la voie de nouvelles procédures institutionnelles.

4.4. Changements des politiques des acteurs ciblés : institutionnalisation des normes internationales au niveau domestique

Rappelons que le modèle de boomerang stipule que la pression pour l'ouverture de l'arène politique aux groupes marginalisés revient en force après avoir fait un détour dans l'espace international. Estuardo Zapeta concorde avec cette idée en soulignant que : « International pressure on the Guatemalan Government has also contributed to the opening of political spaces for the Maya »²⁵⁰. Cette ouverture de l'espace politique national survient après l'adaptation des structures de l'ONU et de l'OÉA pour traiter des enjeux autochtones. Alors que ces organisations internationales ont modifié leurs institutions pour tenir compte de cette réalité, le gouvernement guatémaltèque en fait autant en entamant les négociations avec les représentants autochtones à travers l'Assemblée de la société civile. Ces nouvelles normes sont ensuite traduites par des changements de politiques au niveau domestique : les Accords de paix constituent l'exemple le plus pertinent. Le gouvernement du Guatemala se montre ouvert à signer des accords internationaux ayant pour thème les droits des peuples autochtones, une attitude impensable quelques années auparavant.

Cette soudaine prise en compte des politiques autochtones par le gouvernement guatémaltèque n'est pas sans soulever les inquiétudes des forces d'extrême-droite, constituées de fractions de l'élite économique du pays, de militaire et de propriétaire terriens, qui sentent leurs privilèges menacés. L'extrême-droite voit d'un mauvais œil la possibilité que le gouvernement ratifie la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (ILO 169) sur les droits des peuples autochtones et tribaux, les secteurs militaires radicaux allant jusqu'à qualifier ce geste de menace à la sécurité nationale. Cependant, l'aile dite « progressiste » des forces armées pousse l'ensemble de l'institution à adopter une attitude plus tolérante envers la participation politique

²⁵⁰ Zapeta, « Guatemala : Maya Movement at the Political Crossroads », 2.

autochtone; il revient donc aux organisations mayas de prendre avantage de ces divisions pour parfaire leurs habiletés politiques²⁵¹. L'engagement du gouvernement à respecter une série de normes internationales et à reconnaître la légitimité des droits des peuples autochtones transformerait la distribution du pouvoir à la veille de la conclusion des Accords de paix et l'amorce de la transition démocratique. Lorsque le gouvernement du Guatemala ratifie la Convention 169 de l'OIT le 5 juin 1996, il ouvre une brèche légale sur laquelle l'argumentation en faveur des droits collectifs des peuples autochtones peut s'appuyer, fortifier et influencer la politique de l'État du Guatemala²⁵². Les normes internationales qui prévalent en matière de droits des peuples autochtones sont reconnues à l'intérieur des frontières du Guatemala.

La plus grande manifestation de l'institutionnalisation des normes internationales au niveau domestique prend forme dans l'ensemble des six Accords de paix. Contenu dans ces Accords, le nouveau pacte social et une redistribution du pouvoir devaient non seulement mettre fin à la guerre civile, mais aussi s'adresser à ses causes et aux éléments qui ont justifié sa durée exceptionnelle. Les Accords de paix forment un ensemble de six documents. Le premier est l'*Accord global sur les droits de l'homme*, signé le 29 mars 1994. Les autres documents sont : l'*Accord pour la réintégration des populations déracinées par l'affrontement interne* (1994/06/17), l'*Accord sur l'établissement d'une Commission pour l'éclaircissement historique des violations des droits de l'homme et des faits de violence ayant causé des dommages à la population guatémaltèque* (1994/06/21), l'*Accord sur l'identité et les droits des peuples autochtones* (1995/03/31), l'*Accord sur les aspects socio-économiques et la réforme agraire* (1996/05/06), l'*Accord sur le renforcement du pouvoir civil et le rôle des forces armées dans une société démocratique* (1996/09/19). L'*Accord de paix ferme et durable* du 29 décembre 1996 clôt le processus de paix et met fin à 36 ans de guerre civile.

Les Accords de paix sont le résultat d'intenses négociations entre l'URNG et la Commission nationale pour la réconciliation du gouvernement du Guatemala.

²⁵¹ Ibid.

²⁵² Victor Lem Masc, « Les Accords de paix et les peuples autochtones », (Organisation internationale du travail, Études et articles – Guatemala, 2003) En ligne. <<http://www.oit.or.cr/unfip/estudios/acuerdopaz.htm>> (page consultée le 24 avril 2005).

Contrairement aux instances gouvernementales et aux forces armées, l'URNG insiste pour que des mécanismes soient établis afin de prendre en considération le point de vue de la société civile. Pendant les années 1990, les organisations de la société civile comptent un nombre important de membres, ce qui oblige le gouvernement et le mouvement révolutionnaire à les prendre en considération. Il s'agit aussi d'une stratégie politique, la légitimité des négociations conduites sans la participation directe ou indirecte de la société civile serait questionnable. Les Accords ne sont signés que par l'URNG et le gouvernement du Guatemala, ce qui pose déjà des limites à leur légitimité. Seules les organisations mayas ont directement négocié avec le gouvernement, un immense progrès compte tenu de la marginalisation et de la discrimination raciale institutionnalisés jusqu'alors. Arriver à un consensus sur tous les sujets présentés s'avère une tâche difficile, surtout en ce qui concerne l'*Accord sur l'identité et les droits des peuples autochtones*. Juan León Alvarado, directeur exécutif de *Defensoría Maya* conclut que « the accord is not a perfect embodiment of the Maya vision although it can be used as a spring board in furthering indigenous concerns »²⁵³. *Defensoría Maya* insiste, l'*Accord sur l'identité et les droits des peuples autochtones* répond aux aspirations minimales des peuples autochtones, il ne les satisfait pas totalement. Cependant, l'organisation salue la reconnaissance, pour la première fois, des pratiques systématiques de discrimination et d'oppression de l'État contre le peuple maya²⁵⁴. Comme les Accords de paix ne sont pas des articles de loi, mais bien un ensemble de lignes directrices sur l'orientation politique à prendre dans le futur, leur application s'avère fondamentale pour que des changements véritables s'opèrent, ce qui sera discuté dans la dernière section de ce chapitre.

²⁵³ L'étude de cas produite par Dictaan-Bang-oa et Medrana est le résultat d'une initiative de la Fondation Tebtebba et de Defensoría Maya, et supportée par le PNUD. Eleanor Dictaan-Bang-oa et Jack G. L. Medrana, « The Guatemala Peace Agreement of 1996 : A Case Study », dans Chandra K. Roy, Vicky Tauli-Corpuz et Amanda Romero-Medina, dir., *Beyond the Silencing Guns*, (Baguio City (Philippines) : Tebtebba Foundation, Indigenous People's International Center for Policy Research and Education, 2004), 116.

²⁵⁴ Defensoría Maya, « Documento de análisis de Defensoría Maya. Reflexiones sobre el Acuerdo identidad y derechos de los pueblos indígenas a cinco años de su firma por el gobierno y la Unidad revolucionaria nacional guatemalteca -URNG- ».

La position d'interlocuteur dans les négociations de paix permet d'entamer une réflexion au sein de la population autochtone, et d'articuler un discours revendicateur plus unifié, comme le président de *Defensoría Maya* Juan León, l'explique :

The greatest achievement [du processus de paix] is that we were able to agree on concepts and definitions and make real proposals to the population for the construction of a pluri-cultural and multilingual state. It gave us a strategic vision which we previously lacked... [and was] a mechanism which speeded us processes of unification, articulation and co-ordinating among Mayan organizations.²⁵⁵

Ainsi, c'est à l'occasion des négociations de paix que les mouvements autochtones ont pris pour la première fois la place d'interlocuteurs légitimes, et qu'ils ont articulé des revendications communes au gouvernement en place. Pour la première fois, un espace a été prévu pour faire place à cette discussion, ce qui constitue un changement de politique majeur pour les activistes autochtones.

Le dépôt des rapports de la CEH et de la REMHI, rapportant les crimes de guerre et les violations de droits humains commises pendant le conflit civil, a soulevé de grandes questions quant à la perpétuation d'institutions racistes et discriminatoires à l'égard des peuples autochtones. Ces rapports n'ont toutefois pas de portée judiciaire. Ils ont été réalisés dans l'esprit d'un début de réconciliation, ce qui ne fait qu'exacerber le sentiment d'injustice des victimes.

To date, few human rights violators have been brought before a court of law, and still fewer convicted and sentenced. Complicating the challenge of ending impunity is the National Reconciliation Law passed by the Guatemalan Congress on December 18, 1996 over the objections of the center-left New Guatemalan Democratic Front (FDNG) and the National Union of the Center (UCN). The law « extinguishes criminal responsibility » for crimes committed up until the date of passage by the legislature.²⁵⁶

Cette loi d'amnistie complique singulièrement les demandes de mémoire et justice de *Defensoría Maya* et de CONAVIGUA, qui sont particulièrement impliqués au cœur de ces questions. CONAVIGUA contourne cet obstacle en se joignant à la requête de Rigoberta Menchú Tum auprès des tribunaux espagnols. Le boomerang est donc de

²⁵⁵ Sieder, « Reframing Citizenship : Indigenous rights, local power and the peace process in Guatemala ».

²⁵⁶ Reding, « Democracy and Human Rights in Guatemala ».

nouveau mis à l'épreuve. De son côté, *Defensoría Maya* ne laisse pas tomber ce dossier, mais se concentre néanmoins sur la lutte contre la discrimination et le racisme, célébrant ainsi l'adoption par le Congrès d'une loi réformant le Code pénal en 2002 : la discrimination raciale devient ainsi un crime²⁵⁷. Suite à ce changement de politique de la part du gouvernement, DEMA et CONAVIGUA ont orienté leurs activités afin que cette loi soit appliquée, passant ainsi au cinquième niveau d'influence tel que décrit par le modèle du boomerang.

Outre la question délicate de l'impunité des crimes commis pendant la guerre civile, les femmes membres de CONAVIGUA luttent aussi contre le recrutement militaire forcé et s'appliquent à modifier les politiques étatiques. Elles sont en faveur de la démilitarisation de la société et militent afin que leurs fils demeurent auprès d'elles et assurent leur subsistance déjà précaire en raison de leur veuvage. Lors de la Journée de la femme, en compagnie de d'autres mouvements féministes, les veuves de CONAVIGUA ont marché sur une base militaire et libéré 400 jeunes hommes contraints de faire leur service militaire. Elles ont ensuite présenté un projet de loi contre la militarisation au Congrès²⁵⁸. L'incursion de CONAVIGUA dans les politiques de l'État se manifeste donc de manière concrète. Elle influence les politiques étatiques en émettant directement des propositions de projets de loi et tire ainsi avantage de l'espace politique en pleine croissance. L'expérience du jeu politique acquise par l'organisation commence à porter fruit, comme ces exemples l'attestent. CONAVIGUA tente d'exercer son influence croissante à travers un maximum de fenêtres d'opportunité qui s'offrent à elle.

Majawil Q'ij profite des opportunités qui se présentent à elle pour contribuer à l'institutionnalisation des normes internationales au niveau domestique. Pour mettre en œuvre les politiques auxquelles a souscrit le gouvernement du Guatemala afin de répondre aux revendications autochtones, *Majawil Q'ij* a reçu de l'aide provenant de l'ONU. En effet, le Conseil économique et social de l'organisation lui a donné les

²⁵⁷ La discrimination est devenue un crime suite à l'adoption du Décret 57-2002 par le Congrès. Organisation des Nations Unies, *El racismo, la discriminación racial, la xenofobia y todas las formas de discriminación*.

²⁵⁸ « Women's Day : A Year of Living Dangerously. The World : From famine to fundamentalism – women lay their lives on the line in defence of their rights », *The Guardian* (Londres), 6 mars 1995, T4.

moyens d'appliquer le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Ce MST a créé des commissions de coordination maya pour appliquer l'article 86, soit la promotion et le respect des droits humains des femmes dans les communautés multilingues, en menant des activités en faveur des droits humains des femmes au sein d'un grand nombre de communautés linguistiques mayas²⁵⁹. Oxfam Canada a aussi financé des projets de *Majawil Q'ij* pour l'aider à mettre en œuvre des programmes liés à l'identité et aux droits des peuples autochtones, particulièrement ceux s'adressant aux femmes²⁶⁰. La reconnaissance du travail de *Majawil Q'ij* par le Conseil économique et social de l'ONU et le soutien que lui procure Oxfam Canada démontre l'influence et la reconnaissance de l'organisation comme organisation représentant les autochtones. La pression se concrétise en projets concrets, qui visent à appliquer les nouvelles politiques auxquelles le gouvernement du Guatemala adhère.

Les changements de politiques, qui se manifestent par l'institutionnalisation des normes internationales au niveau domestique, se concrétisent au Guatemala par plusieurs chemins, question de répondre aux revendications des peuples autochtones. Ainsi, le gouvernement a signé la Convention ILO 169 en 1996 et s'engage à respecter les droits des peuples autochtones. Les Accords de paix amènent l'espoir de la fin de la violence armée et étatique, et fournissent pour la première fois des canaux de communication entre l'État et les groupes autochtones. Ce nouvel espace politique a été utilisé par les MST pour réclamer d'autres changements de politiques et demander à ce que les changements concédés soient mis en œuvre.

²⁵⁹ *Majawil Q'ij* a étendu ses activités dans les communautés linguistiques chortí, poqoman, ixil, man queqchi, pocomchi et dans les communautés multilingues de la Boca Costa. Organisation des Nations Unies, Conseil économique et social, *Application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Deuxième rapport périodique présenté par les États parties en vertu des articles 16 et 17 du Pacte : Guatemala*, Session de fond de 2002, E/1990/6/Add.34/Rev.1, 10 février 2003, 23.

²⁶⁰ *Majawil Q'ij* a reçu une subvention de 20 267\$ pour financer des projets reliés à l'identité et les droits des peuples autochtones. Oxfam a favorisé ceux liés à l'agriculture impliquant les femmes, ce qui rejoint toutes les thématiques centrales de *Majawil Q'ij*. Oxfam Canada, *Annual Report 1999*, (Ottawa : Oxfam Canada), 9.

4.5. Changement du comportement des États et des acteurs non-Étatiques : mise en œuvre des politiques autochtones

L'impact des coalitions transnationales et l'efficacité des pressions internationales sur les politiques domestiques sont l'objet d'un débat animé en science politique²⁶¹. Si les interprétations quant au succès des campagnes transnationales varient, beaucoup d'études évaluent le résultat des pressions internationales selon des termes bien précis, sinon réducteurs, comme l'affirme Alison Brysk. Cette dernière place les travaux de Sikkink dans une catégorie à part puisqu'elle est la première à considérer l'impact des politiques de droits humains et leurs déterminants sur une échelle de long terme : le renforcement des organisations de droits humains, les changements de discours, la promotion des transitions démocratiques et des liens transnationaux, et l'éducation des publics étrangers²⁶².

S'il est difficile d'évaluer empiriquement la portée de ces changements et de les attribuer à une seule organisation, il reste que les MST étudiés et quelques ONG documentent ces questions. L'objectif ultime des trois mouvements étudiés demeure la mise en œuvre de politiques nationales répondant à leurs revendications. À toutes les étapes de l'exercice de l'influence, elles ont rencontré des difficultés. Mais c'est au niveau du changement de comportement de l'État et de la mise en œuvre des changements de politiques que le travail le plus important reste à faire. Malgré la résolution du conflit civil, la structure de pouvoir demeure en place et la discrimination raciale reste un enjeu de taille.

Tania Palencia Prado et David Holiday, dans le rapport *Vers un nouveau rôle de la société civile dans la démocratisation au Guatemala* publié en 1996, ont examiné les relations entre le gouvernement du Guatemala et la société civile dans le processus de

²⁶¹ Brysk, « From Above and Below. Social Movements, the International System, and Human Rights in Argentina », 259-285. Bugarman, « Mobilizing Principles : The Role of Transnational Activists in Promoting Human Rights Principles », 905-923. Ann Marie Clark, « Non-Governmental Organizations and their Influences on International Society », *Journal of International Affairs* 48 (1995), 507-525. Andrew P. Cortell et James W. Davis Jr, « Understanding the Domestic Impact of International Norms : A Research Agenda », *The International Studies Review* 2 (2000), 65-87.

²⁶² Brysk, « From Above and Below. Social Movements, the International System, and Human Rights in Argentina », 273. Elle cite : Kathryn Sikkink, *The Effectiveness of U.S. Human Rights Policy : The Case of Argentina and Guatemala*. Washington, D.C. : 16^e Congrès international de l'Association des études latino-américaines (1991).

démocratisation. Ils soulignent « l'absence de mécanismes clairs et permanents permettant d'établir une médiation et une communication entre les gouvernants et les gouvernés »²⁶³. L'absence de canaux de communication, (étudiée au chapitre deux), demeure donc un obstacle majeur à la participation de la société civile, malgré les progrès qui ont été réalisés au cours des dernières années. Dans leur rapport, Palencia Prado et Holiday identifient les principaux problèmes politiques : l'impunité, le manque de sécurité publique et la centralisation du pouvoir public²⁶⁴. Ils abordent ces questions à travers les variables de l'administration de la justice et de la participation politique. Les Accords de paix ont mené à la fin de la guerre civile, mais ne doivent pas être perçus comme une fin en soi :

The Mayan and Ladinas marched to demand their basic human and collective rights as well as to challenge the discourse of the “new Guatemala of the Peace Accords” – highly publicized internally and externally as one of the “best models to achieve peace.” This discourse has made many believe, especially in the international circles, that marginalized people in Guatemala do not need more support as the Peace Accord has been signed.²⁶⁵

L'étape de la mise en œuvre des politiques s'est donc révélée extrêmement ardue pour les MST des peuples autochtones et les autres organisations de la société civile. Le changement de contexte a également nécessité une adaptation de la part des mouvements autochtones, qui passent en peu de temps d'une position revendicatrice à une position négociatrice : ils sont maintenant en mesure de proposer. C'est pour répondre à ces nouvelles exigences que les objectifs et le rôle de DEMA ont été révisés et ajustés selon la nouvelle conjoncture politique, sur une échelle de court, moyen et long terme²⁶⁶. Loin d'être figé dans le temps et l'espace, le répertoire d'action collective de l'organisation évolue donc au fil des gains réalisés.

Majawil Q'ij a su demeurer près de ses objectifs de base, en partie à cause de sa petite taille et de sa croissance limitée, qui n'a pas provoqué de tiraillements internes. La fin de la guerre civile a permis à cette organisation de femmes de procéder à ses activités

²⁶³ Prado et Holiday, « Vers un nouveau rôle de la société civile dans la démocratisation du Guatemala », iv.

²⁶⁴ Ibid.

²⁶⁵ Martinez-Salazar, « Guatemalan Mayan Women : Threatened Peace and Citizenship from Below », 174.

²⁶⁶ Defensoría Maya, « Cómo se concibe la Defensoría Maya ».

dans un climat moins tendu, quoique les activités de la société civile soient toujours dans la mire des forces de l'ordre. Or, les structures de pouvoir demeurent militarisées, portant un ombrage dangereux aux membres de *Majawil Q'ij*, même dans le contexte de transition vers la paix. Cette transition amène justement de nouveaux défis auxquels *Majawil Q'ij* doit trouver des réponses.

In the tense Guatemala post-state terror, neoliberal programs, imposed in the name of globalization, are increasing historical and structural poverty, unemployment, illness, and eroding the already fragile labour, women, indigenous, and environmental rights. In this climate, organized and heterogeneous Mayan women are challenging exclusionary citizenship.²⁶⁷

Consciente des embûches qui seront rencontrées pour appliquer les Accords de paix, *Defensoría Maya* a participé, conjointement avec d'autres organisations membres de la COPMAGUA, à des réunions, des séminaires et des activités politiques afin de réfléchir à l'application des Accords de paix, dans les derniers moments de leurs négociations²⁶⁸. Résoudre le conflit civil n'est pas suffisant pour toutes ces organisations, qui rappellent la nécessité de trouver des solutions aux problèmes de pauvreté, d'exclusion ethnique, de discrimination, de marginalisation et de répression pour construire une paix durable.

Pour sa part, CONAVIGUA s'implique concrètement dans le processus électoral qui débouche sensiblement en même temps que le processus de paix. Les élections présidentielles et du Congrès de 1995 portent la marque de la nouvelle ère qui s'ouvre : 24 partis font campagne, incluant une grande coalition réunissant plusieurs secteurs de la société civile dont les activistes de droits humains et les syndicats, le *Frente Democrático Nueva Guatemala* (FDNG). Pour une première fois depuis le début du conflit civil, la gauche est représentée aux élections, quoique l'URNG n'y participe pas directement. Des organisations emblématiques de la société civile, comme la Fondation Rigoberta Menchú, et le MST CONAVIGUA, brisent leur appel habituel à l'abstention²⁶⁹. Les membres de l'ASC (incluant l'IUCM et la COPMAGUA, dont *Majawil Q'ij* et DEMA sont membres) se sont ralliés au FDNG, qui récolte 8% des

²⁶⁷ Eglá Martínez-Salazar, « Guatemalan Mayan Women : Threatened Peace and Citizenship from Below », 172.

²⁶⁸ Defensoría Maya, « Cómo se concibe la Defensoría Maya ».

²⁶⁹ U.S. Department of State, « Guatemala Human Rights Practices, 1995 », *1995 Human Rights Report*, (Washington, D.C.: Department of State Dispatch, mars 1996).

votes et fait élire 6 députés. Que les grandes organisations de la société civile comme CONAVIGUA aient encouragé pour la première fois la participation électorale a eu un effet immédiat sur l'enregistrement des nouveaux électeurs, leur nombre augmentant de 100 000 voix pour une croissance de 5% de l'électorat. Le taux de participation, quoique moyen à 46%, est néanmoins nettement supérieur aux abyssaux 15% et 18% récoltés lors de la consultation référendaire de 1994 et des élections au Congrès de la même année²⁷⁰. Parmi les six députés élus du FDNG, on compte Rosalina Tuyuc, membre fondatrice de CONAVIGUA. Son entrée au Congrès signifie une petite révolution : elle est à la fois femme et autochtone, deux groupes qui y sont rarement représentés²⁷¹.

Après huit ans à tenter d'avoir accès aux institutions gouvernementales afin de faire valoir son point de vue, CONAVIGUA accède au Congrès. C'est une réelle victoire pour cette organisation qui a dû passer par l'arène internationale pour exercer son influence; elle dispose maintenant d'une voix à l'intérieur même de ce gouvernement. Le discours de Rosalina Tuyuc reprend les mêmes thèmes qu'auparavant : de sa tribune, elle critique le racisme et le sexisme régnant contre la femme autochtone²⁷². Le jeu électoral qui se dessine témoigne du changement de comportement de l'État du Guatemala après la signature des Accords de paix. Les partis de gauche sont maintenant représentés et, conformément aux revendications autochtones, les groupes autochtones participent aux luttes électorales en mettant de l'avant leur identité.

La fin de la guerre civile ne signifie cependant pas la fin de la violence organisée. La lutte contre la violence que mène CONAVIGUA prend beaucoup de

²⁷⁰ U.S. Department of State, « Guatemala Human Rights Practices, 1995 ».

²⁷¹ Parmi les six députés du FDNG, trois sont des activistes de droits humains. Le FDNG compte aussi trois femmes élues, qui sont, outre Rosalina Tuyuc : Manuela Alvarado, une autochtone, et Nineth de Montenegro, activiste pour les des droits de la personne, fondatrice du Groupe d'appui mutuel des familles de disparus (GAM, *Grupo de Apoyo Mutuo*). Organisation des Nations Unies, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, « Le point sur les droits de la personne », (Genève : *Question and Answers Research Papers*, Research/Evaluation, 1996), En ligne. <<http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/home/openssl.htm?tbl=RSDCOI&page=research&id=3ae6a81310>> (page consultée le 14 juin 2006).

²⁷² Rosalina Tuyuc a même été considérée pour être candidate du FDNG à la présidentielle de 1999, mais c'est finalement le candidat de l'Alianza Nueva Nación (ANN) qui lui a été préféré. L'ANN est constituée du FDNG, de l'URNG, du *Desarrollo Integral Autentico* (DIA) et de la *Unidad de Izquierda Democrática* (UNID). Spanish Newswire Services, « Guatemala Elecciones. Diputada de Izquierda Denuncia Machismo y Racismo contra mujer », *Efe News Services* (États-Unis), 16 juin 1999.

visages : la démilitarisation de la société, l'exhumation des disparus, l'opposition à l'impunité et à la violence contre les femmes. Ce dernier aspect est présent sur la feuille de route de l'organisation tout au long de son développement. Le progrès de cet enjeu est en quelque sorte garant du succès de CONAVIGUA, puisque cette organisation de femmes veuves gagne en prestance et légitimité auprès des instances judiciaires. En 1995, le travail de sensibilisation mené par l'organisation, jusque-là limité aux changements de politiques, s'est traduit par de réels changements sur le terrain. Le nombre de plaintes pour violence conjugale a continué de grimper, bondissant de 30 par mois en 1994 à 120 par mois en 1995 et il continue d'augmenter en 1996. Dorénavant, les procédures judiciaires s'enclenchent plus facilement, et, surtout, les conclusions auxquelles parviennent les cours de justice doivent maintenant être appliquées par la police²⁷³. En 1996, la Cour constitutionnelle renverse le statut d'adultère, qui ne s'appliquait alors qu'aux hommes. L'influence de CONAVIGUA par rapport aux enjeux de genre se fait sentir au niveau judiciaire. Par contre, cette année est aussi marquée par l'assassinat de Lucia Tiu Túm, membre de CONAVIGUA, signe que l'espace politique qui grandit est toutefois fragile²⁷⁴. Cet événement signale que les activistes exercent toujours leur travail dans un climat de grande tension, et que le recours à la violence n'est pas exclu du jeu politique. Malgré tout, le discours contre la violence faite aux femmes prend de la vigueur et se transforme peu à peu en actions concrètes. L'augmentation des plaintes pour violence conjugale, leur traitement par le système de justice et leur mise en œuvre par la police montrent que le processus d'influence de CONAVIGUA sur les politiques étatiques se concrétise. Les enjeux de genre progressent, la question de l'adultère n'étant qu'un exemple parmi d'autres. Les

²⁷³ L'éducation et la sensibilisation à la violence contre les femmes encouragent ces dernières à aller chercher une assistance externe quand la nécessité se fait sentir. Des cours familiales ont été mises sur pied, et les juges peuvent maintenant prononcer des injonctions contre les époux reconnus coupables de violence, que la police applique. Le bureau du Procureur des droits humains a été doté d'un département dédié aux droits des femmes. Par ailleurs, une variété d'ONG procurent une assistance médicale et légale aux femmes dans le besoin en plus d'information sur la planification des naissances, un autre enjeu à teneur fortement féminine. U.S. Department of State, « Guatemala Human Rights Practices, 1995 ». U.S. Department of State, « Guatemala Human Rights Practices, 1996 », *1996 Human Rights Report*, (Washington, D.C. : Department of State Dispatch, février 1997).

²⁷⁴ Lucia Tiu Túm et son époux Miguel Us Mejia, membre du CERJ (Consejo de Comunidades Étnicas Runujel Junam) ont été tués alors qu'ils revenaient d'un mariage célébré dans un village isolé du Quiché. La violence de l'attaque et l'absence de vol suggèrent que le crime ait eu un motif politique. Les organisations de droits humains ont pointé du doigt les ex-PAC comme responsables des crimes. U.S. Department of State, « Guatemala Human Rights Practices, 1996 ».

droits des femmes à vivre dans un environnement sans violence sont désormais reconnus et appliqués, ce qui est une grande victoire pour CONAVIGUA.

La lutte contre la violence que mène CONAVIGUA prend aussi forme à travers l'exhumation de cimetières clandestins et l'inhumation subséquente des corps en respect avec les rites chrétiens²⁷⁵. L'organisation demande à ce que le gouvernement du Guatemala cesse de poser des obstacles à ses activités d'exhumations. Ce travail est perçu comme la continuité des rapports de la CEH et de la REMHI, qui rapportent ces massacres. Les réalisations de CONAVIGUA par rapport aux transformations des institutions sont fortement ancrées dans les politiques de mémoire et justice, qui ne rencontrent pas les attentes des peuples autochtones. L'institutionnalisation des normes internationales se poursuit au niveau domestique par l'État et les acteurs de la société civile avec des changements progressifs de comportement. Les trois MST de l'étude de cas ont mis en place des mécanismes pour que les normes internationales de droits humains soient respectées au Guatemala et que leurs violations soient à tout le moins recensées. Ainsi, le droit à la justice, un élément-clé de CONAVIGUA, est mis en œuvre par son Département juridique, qui dénonce les violations de droits humains et assiste « les femmes veuves, mariées, célibataires, les mères abandonnées, les enfants et les jeunes; les hommes qui sont paysans, pauvres et mayas, qui pendant de nombreuses années ont été soumis à un haut niveau de répression, discrimination et marginalisation »²⁷⁶.

²⁷⁵ Cet aspect du travail de CONAVIGUA a toujours pris une grande place, même avant la signature des Accords de paix. En 1991, malgré l'intimidation par les forces armées et le saccage des bureaux, 27 corps avaient déjà été découverts et ensuite enterrés. Des membres de l'organisation témoignent de l'aide étrangère reçue et des difficultés rencontrées pour exercer ce travail : « "our most important work have been the exhumations [...]. We received help from Argentine doctors and the press. There are hundreds of these secret burial grounds, and the army is not pleased that we want to dig them up." » Miller et Sharpe, « 12000 Women's Against an Army. Guatemala : Widow's Groups are Defiantly Exercising One Basic Human Right : To Bury their Dead ». Avec le temps, le nombre d'exhumations ne cesse de croître. Ainsi, en 2000, les femmes et les hommes ayant survécu au massacre de Río Negro, au cours duquel 177 femmes et enfants ont été assassinés, ont travaillé avec une équipe étrangère d'anthropologues. Ils ont localisé les ossements de plus de 143 êtres humains. Le massacre est lié à un projet de barrage financé par la Banque mondiale, auquel la communauté s'opposait. Martinez-Salazar, « Guatemalan Mayan Women : Threatened Peace and Citizenship from Below », 173. La découverte d'ossements prouve que les massacres ont bien eu lieu et amène une foule de nouvelles données sur les crimes commis. Elle permet aussi aux proches des victimes de poursuivre leur deuil et leur combat contre l'impunité.

²⁷⁶ CONAVIGUA, « Departamento Juridico de CONAVIGUA ». (Traduction libre).

La stratégie d'imputabilité, qui a été évoquée au chapitre précédent, prend ici tout son sens : avec les Accords de paix, la signature d'ILO 169 et l'adhésion à l'Instance permanente sur les questions autochtones, le gouvernement du Guatemala souscrit publiquement aux droits humains et aux droits des peuples autochtones. CONAVIGUA prend les moyens afin que ces professions de foi aillent plus loin et se concrétisent au niveau national. Le Département juridique permet de faire un suivi de chaque crime rapporté et d'offrir un soutien approprié aux plaignantes et aux plaignants afin qu'ils n'abandonnent pas en cours de procédures. En réponse aux changements de politiques qui ont eu lieu, on exige une mise en œuvre complète de ces transformations politiques durement négociées. Même après la consultation référendaire de 1999 qui met au rancart les réformes découlant de l'*Accord sur l'identité et les droits des peuples autochtones*, le Département juridique poursuit ses activités autour de ces thèmes. Les modifications autour de la thématique de la violence à l'égard des femmes attestent que le comportement de l'État et de ses institutions se modifie à l'égard des enjeux présentés par les MSTPA étudiés, signe que leur influence atteint maintenant cet acteur.

Dans la période retenue pour l'étude de cas, la consultation référendaire de 1999 a joué un grand rôle dans la mise en œuvre des changements négociés et dans la transformation plutôt limitée du comportement de l'État. La mise en œuvre des réformes prévues dans l'*Accord sur l'identité et les droits des peuples autochtones* a été soumise à l'approbation référendaire en mai 1999. Le simple fait de tenir un référendum sur ce sujet est un gain marquant pour les organisations autochtones. Il devient évident que l'enjeu des droits des peuples autochtones est maintenant traité par le gouvernement, ce qui représente un progrès en soi. Or, le résultat de ce référendum a sonné le glas de bien des espoirs de changements. Cette consultation populaire portait sur un vaste éventail de réformes liées aux enjeux autochtones et à la redéfinition de l'État comme multiculturel, multilingue et pluriethnique. Elle s'est soldée par 53% des votes en opposition aux réformes, contre 47% en faveur, avec un faible taux de participation de 18%.

La complexité des réformes et le manque de ressources consacrées à éduquer la population sont évoqués pour expliquer le faible taux de participation. La campagne du « oui » a été quasi inexistante, les partis politiques pro-autochtones ayant préféré

conserver leurs maigres ressources pour les élections suivant le référendum, alors que celle du « non » était bien organisée et a su mobiliser son électorat²⁷⁷. Quoiqu'il en soit, la tenue du référendum est une demi-victoire, puisque le mouvement maya a exercé une pression assez grande pour que le gouvernement consulte la population, un comportement rarement adopté. Un changement de comportement est donc dénoté, même s'il ne prend pas l'ampleur désirée, le rejet des réformes étant un gros échec pour le mouvement maya.

Malgré le résultat décevant de la consultation référendaire, la mise en œuvre des politiques étatiques répondant aux enjeux de pauvreté et de discrimination raciale revêtent une grande importance dans les activités de *Defensoría Maya*. Dans un rapport fourni à la Commission des droits humains du Conseil économique et social des Nations unies, le MST affirme que le problème du racisme demeure omniprésent et réclame, de la part de l'État, une mise en œuvre des politiques adoptées contre la discrimination. Parmi les changements de politiques mentionnés se trouve le Décret 57-2002, la loi qui criminalise la discrimination raciale. DEMA demande implicitement son application, tout en énumérant une série de délits commis à cet égard. Selon DEMA, le port du costume traditionnel est encore problématique, les autochtones l'arborant étant traités comme des citoyens de seconde classe²⁷⁸. Les changements de politiques réalisés par l'État sont donc peu appliqués, malgré toute la pression que font les MST comme DEMA. Le retour dans l'arène internationale témoigne des difficultés rencontrées par l'organisation dans la mise en œuvre de politiques contre le racisme et la discrimination.

La mise en œuvre des politiques à l'encontre de la discrimination raciale est un combat de tous les jours pour les femmes de CONAVIGUA, qui ont choisi l'emblème du costume traditionnel pour lutter contre le racisme. Refusées à l'entrée de bars et de restaurants, cibles d'insultes racistes, elles décident de tester les limites du Décret 57-

²⁷⁷ Pour une analyse détaillée des résultats du référendum, voir : Kay B. Warren, « Voting against indigenous rights in Guatemala », dans Kay B. Warren et Jean E. Jackson, dir., *Indigenous Movements, Self-Representation, and the State in Latin America* (Austin : University of Texas Press, 2002), 149-180.

²⁷⁸ Dans ce rapport, DEMA énumère une série de situations où porter le costume traditionnel mène à des actes de discriminations : renvoi du travail, interdiction à l'accès de discothèques. Le racisme se manifeste aussi bien dans les institutions privées ou publiques : banques, hotels, hôpitaux, écoles publiques, tribunaux de justice, etc. Organisation des Nations Unies, *El racismo, la discriminación racial, la xenofobia y todas las formas de discriminación*, 2.

2002 et d'intenter des poursuites pénales. Ainsi, un portier a refusé l'accès à un bar de la capitale à Maria Tuyuc, vêtue du costume traditionnel, parce qu'elle était autochtone, tout en ajoutant que les servantes doivent rester à la porte. Poursuivi au criminel en 2005, l'homme a écopé d'une peine de prison commuable en amende²⁷⁹. L'enjeu du costume traditionnel, couplé au racisme et à la discrimination qui l'accompagnent, permet à CONAVIGUA de confronter concrètement les politiques de l'État (constitution, *Accord sur l'identité et les droits des peuples autochtones* et Décret 57-2002) à leur mise en œuvre. En prenant des cas tels que celui de Maria Tuyuc et en les publicisant, CONAVIGUA tente d'exercer une pression supplémentaire afin que les dispositions contre le racisme soient réellement appliquées. Cet exemple constitue un gain important pour deux raisons. Premièrement, la cause a été entendue. Avoir accès aux institutions étatiques dépeint les changements de comportement qui se produisent maintenant à l'intérieur de l'État. C'était précisément pour contourner ce blocage que les mouvements autochtones se sont transnationalisés. Deuxièmement, la loi contre la discrimination raciale a été appliquée par l'État, ce qui représente un progrès significatif pour CONAVIGUA et les mouvements autochtones.

Un autre exemple de mise en œuvre des politiques étatiques est le volet éducatif que *Majawil Q'ij* a développé. Faisant suite à l'*Accord sur l'identité et les droits des peuples autochtones*, le comité coordonnateur de *Majawil Q'ij* a monté le projet « Vers un modèle alternatif d'éducation maya », qui a été appliqué dans cinq régions linguistiques²⁸⁰. Le but de ces activités éducatives est d'appliquer le droit à l'éducation conforme à la langue et aux coutumes mayas. Le processus de boomerang que *Majawil Q'ij* a entamé en lançant les contre-célébrations de 1992 se concrétise avec la mise en œuvre, par le MST, des politiques publiques que l'État du Guatemala a consenties.

²⁷⁹ Vicente Hernandez, le portier du bar « La Biblioteca », a écopé d'une peine de 480 jours de prison, chaque jour de la sentence pouvant être commué en amende équivalent à 0,65\$ U.S. Il s'agissait de la seconde fois que la loi contre la discrimination raciale était appliquée par les tribunaux, la première concernant Rigoberta Menchú Tum, victime d'insultes racistes. Spanish Newswire Services, « Guatemala-Racismo. Portero de la discoteca condenado por impedir la entrada a indígena », *Efe News Services* (États-Unis), 28 mai 2005.

²⁸⁰ Le projet éducatif a été implanté dans cinq régions linguistiques du pays : Ch'orti, Q'eqchí, Kaqchikel, Kiché et Mam. Organisation des Nations Unies, Convention sur les droits de l'enfant, Comité sur les droits de l'enfant, *Consideration of Reports submitted by State parties under Article 44 of the Convention. Second periodic reports of States parties due in 1997. Guatemala*, New York : 65^e session, Addendum 10, 7 octobre 1998.

L'exercice de son influence sur l'État est difficile à évaluer, puisque c'est l'organisation qui se donne les moyens d'appliquer les nouvelles politiques autochtones. Qui plus est, quelques unes de ces activités prennent forme grâce à un soutien étranger. Par contre, *Majawil Q'ij* obtient l'espace politique nécessaire pour le faire : le comportement du gouvernement a donc évolué à l'égard des politiques autochtones, même si leur mise en œuvre est partielle. Si plusieurs des revendications autochtones ont mené à des changements, il reste que c'est cette étape qui est la plus problématique, parce qu'elle est la plus difficile à mettre en place.

Les limites des gains des MSTPA se manifestent aussi par la réouverture du Projet Guatemala de *Peace Brigades International*. Le projet Guatemala a débuté en 1983 et s'est terminé en 1999, alors que l'organisation jugeait que l'espace politique s'était suffisamment transformé pour que les activistes de droits humains exercent leur travail suite à la signature des Accords de paix et de la fin de la guerre civile. Or, dès 2000, un grand nombre de demandes d'accompagnement ont été présentées à l'organisation, signe que l'espace politique diminuait à nouveau; le projet Guatemala a été réouvert en 2002 et un groupe a été envoyé sur le terrain en 2003, notamment pour protéger les membres de *Defensoría Maya*, *Majawil Q'ij* et CONAVIGUA²⁸¹. Les changements à apporter dans le tissu social pour changer le régime de citoyenneté sont donc profonds et exigent une refonte des rapports de force traditionnels. Si les Accords de paix se révélaient être un cadre négocié pour reconstruire un projet de société commun à l'ensemble de la population, il reste que leur mise en œuvre ardue démontre une réticence évidente de la part des groupes qui voient leurs privilèges menacés.

Synthèse

Le modèle de boomerang de Keck et Sikkink a permis de saisir la portée de l'influence des MST des peuples autochtones au Guatemala et surtout de quelle manière ces groupes exercent leur influence. Comme tout modèle falsifiable, il n'explique pas toutes les réussites ni les échecs, et ne colle pas parfaitement aux trois MST. Le plus

²⁸¹ *Majawil Q'ij* et CONAVIGUA bénéficient également de l'accompagnement protecteur de *Peace Brigades International*.

grand défi de l'application du modèle de boomerang résidait toutefois dans la collecte de données, qui a été des plus laborieuses vu le caractère pointu de l'étude de cas.

Les premiers éléments de l'influence, soit (1) la construction de l'enjeu et la mise à l'agenda international de même que (2) la construction du discours ont bien été appliqués au parcours des trois mouvements étudiés. La convergence de plusieurs événements d'envergure internationale en 1992 (contre-célébrations du quincentenaire de la Découverte de l'Amérique, prix Nobel de la Paix octroyé à Rigoberta Menchú Tum) a mis la table pour la concrétisation de la première étape. Si *Majawil Q'ij* s'est directement impliquée dans les contre-célébrations, CONAVIGUA a davantage misée sur un rayonnement dans les médias internationaux. *Defensoría Maya* s'est peu impliquée dans ce processus car elle a été créée en 1993, dans la foulée de ces événements.

L'impact de la construction du discours des MST s'est matérialisé autour de l'identité maya et de sa valorisation, thématiques omniprésentes chez les trois MST. Au niveau international, l'OÉA et l'ONU, après avoir mis l'enjeu à leur agenda, créent toutes deux un Projet de Déclaration des droits des peuples/populations autochtones. Le titre des projets se révèle être une importante source de discord, d'autant plus que ni l'un ni l'autre n'a abouti à ce jour. Ensuite, (3) les changements de procédures institutionnelles se sont surtout manifestés au niveau des organisations internationales qui se sont adaptées aux politiques autochtones. En ce sens, l'ONU a créé des institutions pour répondre aux problématiques, dont l'Instance permanente des Nations unies sur les questions autochtones.

C'est aux étapes (4) de changements de politiques et (5) de la mise en œuvre et du changement de comportement de l'État que les plus grandes difficultés ont été rencontrées au niveau des transformations effectuées par l'État du Guatemala. De plus, ce processus d'influence est beaucoup plus ardu à documenter. Toutefois, les progrès accomplis dans le domaine des enjeux autochtones sont notables, quoique les transformations étatiques attendues soient encore limitées. En effet, les tout nouveaux canaux de communication entre l'État et les mouvements autochtones mènent à des

résultats restreints. Les structures de pouvoir tant décriées par *Defensoría Maya* et CONAVIGUA demeurent en place, et la violence n'est pas exclue des relations sociales²⁸², comme en témoignent les assassinats de membres de CONAVIGUA après la fin de la guerre civile²⁸³. En outre, les Accords de paix, salués de par le monde, n'ont pas été accompagnés de changements sociaux profonds.

L'application de l'*Accord sur l'identité et les droits des peuples autochtones* s'est soldée par l'échec du référendum en 1999, où un taux exceptionnellement faible d'électeurs a rejeté de justesse les réformes négociées. Néanmoins, certains domaines d'activités témoignent de petites victoires. Les gains les plus significatifs sont certainement l'exhumation par CONAVIGUA de centaines de victimes de massacres de la guerre civile²⁸⁴. L'adoption d'une loi criminalisant la discrimination raciale (Décret 57-2002) et les premiers cas de sa mise en œuvre obligent à un bilan plus mitigé. Ce changement de politique illustre bien les transformations institutionnelles qui ont lieu. Cependant, les rares cas d'application de la loi mettent en lumière le manque de volonté politique qui prévaut encore de nos jours. L'espace politique croissant et le processus de paix ont fourni des conditions plus favorables au travail des trois MST étudiés, sans toutefois ouvrir complètement la porte à la pleine participation de la société civile.

²⁸² Alison Diana Crosby, *A moment of truth? Towards Transformative Participation in Postwar Guatemala*, Université de York : Thèse de doctorat, Département de sociologie, 2002, 199-218.

²⁸³ La torture et les assassinats de membres de CONAVIGUA se sont poursuivis au-delà de la période étudiée, comme le témoigne l'exemple suivant rapporté par le *Catholic New Times* : Manuel Gacia de la Cruz, un activiste de CONAVIGUA, a été décapité. Avant de le mettre à mort, ses meurtriers lui ont tranché les oreilles et le nez en plus de lui arracher les yeux. Ce crime extrêmement violent a rappelé les horreurs de la guerre civile en plus d'être un avertissement sérieux pour tous les autres activistes. L'espace politique, que l'on a vu croître avec le processus de paix, est menacé par la violence qui se perpétue. Ernie Schibli, « Déjà vu in Guatemala », *Catholic New Times* 26 (18), 17 novembre 2002 : 9.

²⁸⁴ À travers ce projet, l'organisation tente, à sa manière, de promouvoir les politiques de mémoire et justice. Les exhumations se poursuivent encore de nos jours. En 2002, 14 exhumations ont permis de localiser entre 60 et 75 corps, et l'objectif pour 2003 était de réaliser 17 exhumations et de trouver 200 corps. Les menaces contre les personnes travaillant à l'exhumation sont encore courantes. Très souvent, les victimes et les bourreaux proviennent des mêmes communautés, ce qui fait grimper la tension. Spanish Newswire Services, « Guatemala-Exhumaciones. Organización de viudas busca 200 osamentas de victimas guerra civil », *Efe News Services* (États-Unis), 10 février 2003. Un total de 162 corps ont été exhumés en 2004 des fosses communes. En 2005, 13 ans après le début des exhumations, CONAVIGUA avait retracé les ossements de 2857 personnes. La proportion des auteurs de massacres recensés par la CEH est énormément rapportée dans les articles portant sur les exhumations réalisées par CONAVIGUA : 626 massacres ont perpétrés par les forces armées alors que 32 ont été commis par la guérilla. Spanish Newswire Services, « Guatemala-Exhumaciones. Organización humanitaria inicia busqueda de victimas de guerra », *Efe News Services* (États-Unis), 4 mars 2005.

Pendant la période étudiée, les MST des peuples autochtones du Guatemala ont réussi à lancer le boomerang, à canaliser des ressources et des alliés pour ramener la pression sur l'État du Guatemala. Mais compléter les changements se révèle ardu, le cinquième niveau d'influence, la mise en œuvre des changements politiques, demeure encore problématique et constitue encore aujourd'hui le plus grand défi à ce jour.

CONCLUSION

Ce mémoire visait à étudier l'impact des nouveaux acteurs que sont les mouvements sociaux des peuples autochtones sur les scènes internationale et nationale. Plus précisément, il s'agissait de vérifier l'hypothèse selon laquelle les mouvements sociaux des peuples autochtones du Guatemala se transnationalisent afin d'exercer une influence non seulement sur les organisations internationales, mais aussi sur la politique domestique.

Pour ce faire, le mémoire a été organisé en quatre chapitres. Suivant une revue de la littérature consacrée aux acteurs transnationaux et à l'approche constructiviste, le premier chapitre consistait essentiellement en une présentation du cadre théorique retenu : le modèle de boomerang de Keck et Sikkink. Le second chapitre ciblait quant à lui l'étude des conditions d'émergence des mouvements sociaux transnationalisés des peuples autochtones au Guatemala et couvrait la période de 1944 aux débuts des années 1990. Enfin, les chapitres 3 et 4 visaient à étudier le cas de trois MSTPA : *Defensoría Maya* (Défense Maya), *Majawil Q'ij* (Nouvelle aurore) et CONAVIGUA (Coordination nationale des veuves du Guatemala). Le modèle de boomerang, décrit au premier chapitre, a été appliqué à leur répertoire d'action collective, puis à l'exercice de leur influence.

En cherchant à dépasser les écoles théoriques dites « classiques » et « néo-classiques » qui peinent à expliquer l'impact disproportionné que des acteurs non-étatiques réussissent à exercer par rapport à leurs moyens limités²⁸⁵, le constructivisme a été choisi comme une approche théorique appropriée pour étudier les acteurs transnationaux. En effet, comme l'affirme Rosenau, les changements profonds du système international, l'augmentation de l'intensité des flux transnationaux, l'affaiblissement de l'État et la redistribution de l'autorité ont rendu nécessaire le changement d'unité d'analyse²⁸⁶. Ce déplacement et cette diffusion de l'autorité, qui devient davantage relationnelle que hiérarchique, expliquent en partie comment les

²⁸⁵ Keck et Sikkink, *Activists Beyond Borders*, 119.

²⁸⁶ Rosenau, « Toward an Ontology for Global Governance », 293-301.

nouveaux acteurs transnationaux réussissent à tirer leur épingle du jeu. Les deux postulats du constructivisme, tels qu'énoncés par Wendt, complètent l'explication : (1) les idées et leur distribution influencent le processus de formation des intérêts et des identités de l'État, et (2) la structure et l'acteur interagissent selon une dialectique ininterrompue²⁸⁷. L'identité autochtone comme résultat des compréhensions partagées entre les acteurs (les identités sont co-constituées) illustre bien les relations qu'entretiennent les MST des peuples autochtones avec les États et les organisations internationales. Alison Brysk affirme que les mobilisations des groupes autochtones sont orchestrées autour du processus de la construction de l'identité autochtone, de sa valorisation et de son expansion, ce qui a été confirmé par l'étude de cas. Enfin, le fait que les peuples autochtones rencontrent des problèmes et des défis semblables d'État en État justifie la transnationalisation des mouvements : ils cherchent une réponse globale à des problèmes qui sont de plus en plus conçus comme internationaux.

Comme le modèle de boomerang permet d'expliquer la transnationalisation des acteurs, le second chapitre a examiné les raisons qui ont poussé les mouvements sociaux des peuples autochtones du Guatemala à choisir ce chemin. Il est manifeste que le contexte national de guerre civile et de répression étatique ait maintenu un blocage traditionnel des canaux de communication entre l'État et les peuples autochtones. La répression étatique prend d'ailleurs des proportions génocidaires à la fin des années 1970 alors que les autochtones sont déclarés ennemis intérieurs par les régimes militaires jusqu'au retour des gouvernements civils en 1984. L'étude montre que les mouvements autochtones qui émergent portent la marque des décennies précédentes et sont caractérisés par la redécouverte de l'identité autochtone. La distinction culturelle entre les autochtones et les *ladinos* s'affermi puisqu'ils ne peuvent éviter les contacts. Ainsi que l'explique Susanne Jonas, la marginalisation et la polarisation sociale sont exacerbées par la multiplication des contacts autochtones-ladinos. Devant l'absence d'espace politique, les mouvements autochtones cherchent un moyen de faire parvenir leurs revendications jusqu'à l'État et à l'influencer. Ce sont ces obstacles combinés aux transformations profondes du système international qui forment une fenêtre

²⁸⁷ Wendt, *Social Theory of International Politics*, 1.

d'opportunité politique²⁸⁸ propice à la transnationalisation des mouvements autochtones guatémaltèques. La fin de la guerre froide, la mondialisation et la « troisième vague » de démocratisation mènent à une réorganisation des relations internationales : l'espace politique est désormais ouvert à une pluralité d'enjeux et d'acteurs²⁸⁹. De plus, les progrès dans les transports et les communications rendent possibles la création de réseaux transnationaux à partir de ressources limitées. Le second chapitre a donc dépeint les raisons pour lesquelles le modèle de boomerang s'applique pertinemment à la transnationalisation des mouvements sociaux des peuples autochtones du Guatemala.

Dans le troisième chapitre, le répertoire d'action collective de *Majawil Q'ij*, *Defensoría Maya* et CONAVIGUA a été analysé selon la typologie des quatre stratégies proposée par Keck et Sikkink. L'étude de la stratégie d'information révèle qu'elle a été déployée selon plusieurs angles par les MST. L'utilisation du cyberspace apparaît essentielle à la mise en place de cette stratégie, les trois MST étant membres de plusieurs réseaux Internet dédiés aux politiques autochtones ou aux droits humains. Par conséquent, la formation d'alliances, le partage d'information et de ressources qui s'ensuivent favorisent l'enclenchement du processus de boomerang. Le soutien qu'apportent les ONG aux MST étudiés leur donne accès à des publics éloignés en plus de leur assurer une protection et un respect minimal des droits humains. Fortement intégrée dans le mode de fonctionnement des trois MST, la stratégie d'information contribue donc à la transposition de la situation nationale dans l'arène internationale et à la transnationalisation des acteurs. L'étude des stratégies symboliques propres à chacun des mouvements tend à démontrer que la construction de l'identité autochtone se positionne solidement à la base de leurs mobilisations politiques. Si *Defensoría Maya* intègre la cosmovision à la philosophie de l'organisation, *Majawil Q'ij* s'est davantage orientée vers la valorisation des langues autochtones et de la culture maya tandis que CONAVIGUA a mis l'accent sur le port du costume traditionnel. L'objectif commun de ces stratégies symboliques demeure cependant le même : participer à la reconstruction de l'identité autochtone pour en assurer la pérennité. Ces stratégies contribuent donc à faire rayonner le mouvement de l'intérieur comme de l'extérieur. Un autre élément

²⁸⁸ Kriesi, « The Political Opportunity Structure of New Social Movements », 168.

²⁸⁹ Zahar, « Les “nouvelles” relations internationales », 250-281.

d'influence déployé a été la stratégie de levier qui consiste à lier des alliances avec d'autres acteurs pour faire pression en faveur des demandes des MSTPA. En appliquant les stratégies de levier, les trois MST joignent les rangs d'organisations-parapluies afin de gagner en puissance et en légitimité aux yeux de l'État du Guatemala et d'autres acteurs internationaux. Les réseaux Internet sont une fois de plus mis à profit : ils permettent de cimenter des alliances avec d'autres groupes qui font pression sur des acteurs étatiques (ambassades et États) et sur les organisations internationales au nom de normes et valeurs universelles. Les stratégies de levier permettent donc de trouver des moyens détournés pour atteindre l'État guatémaltèque et lui transmettre les revendications des MST des peuples autochtones. L'étude du répertoire d'action collective des MST a exposé le fait que la stratégie d'imputabilité a surtout été mise en œuvre après la signature des Accords de paix et la ratification d'ILO 169 en 1996. Ces engagements ont fourni des instruments motivant les demandes d'imputabilité. Finalement, les stratégies constituant le répertoire d'action collective des MST des peuples autochtones ne sont pas mutuellement exclusives, elles s'entrecoupent, comme dans le cas des réseaux Internet. Cependant, le répertoire d'action collective reste résolument ancré dans l'expression d'une identité autochtone valorisée et dans la construction d'un espace politique citoyen inclusif.

Dans le dernier chapitre, le modèle de boomerang de Keck et Sikkink, divisé en cinq niveaux d'influence, a été appliqué pour saisir l'influence de *Defensoría Maya*, *Majawil Q'ij* et CONAVIGUA. Au cours de la première étape du modèle de boomerang, celle de la création de l'enjeu et de la mise à l'agenda international, *Majawil Q'ij* a été particulièrement active en participant à l'organisation des contre-célébrations du Quincentenaire de la « Découverte » de l'Amérique. De son côté, CONAVIGUA a su attirer l'attention des médias internationaux sur la situation des droits humains et des droits des peuples autochtones au Guatemala, participant à la construction de l'enjeu sur une variété de tribunes. Même si DEMA a été moins active à ce niveau d'influence, il est clair que les trois MST ont contribué à la construction de l'enjeu par l'entremise des réseaux d'activistes transnationaux.

De la deuxième étape du processus de boomerang, soit les changements dans les discours, il est ressorti que les trois mouvements se sont d'abord orientés vers une reconnaissance des droits des peuples autochtones. Ils ont fait appel aux discours relatifs aux droits humains, alors que l'État louvoie entre dénégation et profession de foi. Le discours des trois organisations prône la mise en place d'un nouveau régime de citoyenneté inclusif et égalitaire. Pendant ce temps, l'influence du mouvement autochtone global se fait sentir à l'OÉA et à l'ONU, qui proposent chacune un « Projet de Déclaration des droits des peuples/populations autochtones ». Par contre, la lenteur de la progression de ces projets laisse planer le doute quant à la véritable volonté des États de parvenir à une entente et à la portée future de ces documents juridiques.

En ce qui a trait au troisième niveau d'influence, les changements des procédures institutionnelles, l'étude a démontré que la marque des MSTPA s'inscrit au niveau international et au niveau national. Après avoir introduit les questions autochtones à son propre agenda, l'ONU a modifié certaines institutions pour leur faire une place en créant, entre autres, l'Instance permanente sur les questions autochtones. L'organisation internationale s'implique également dans le processus de paix qui s'enclenche en 1993 et favorise la participation de la société civile, des occasions que DEMA et *Majawil Q'ij* saisissent directement. Parallèlement, CONAVIGUA réussit à modifier les procédures institutionnelles en ce qui a trait à la violence faite aux femmes à travers des changements de politiques de la part du gouvernement. L'influence des MSTPA sur le gouvernement du Guatemala se matérialise par des changements mineurs, mais essentiels à leur progression à travers les structures de pouvoir.

Ce sont les Accords de paix qui incarnent le mieux les changements de politiques réalisés par le gouvernement du Guatemala, l'URNG et les forces armées. Ce sont des changements politiques majeurs conduisant éventuellement à des changements de comportement. *Defensoría Maya* et CONAVIGUA sont modérément satisfaits de l'*Accord sur l'identité et les droits des peuples autochtones* et rappellent qu'il doit être appliqué pour avoir un impact réel sur les autochtones. L'institutionnalisation des normes internationales en matière de droits des femmes facilite de travail des mouvements autochtones, comme le montre le financement de projets combinant cet

enjeu à celui à l'identité autochtone par des ONG et des organisations internationales. L'influence des MSTPA sur les politiques étatiques se rapproche donc de leur finalité : modifier le comportement de l'État du Guatemala envers les peuples autochtones.

C'est cette cinquième et dernière étape du boomerang qui s'avère la plus cruciale, le détour par la transnationalisation ayant été effectué pour parvenir à des résultats tangibles au niveau national. Même si *Defensoría Maya* a émis des propositions pour faciliter l'application des Accords de paix, l'échec du référendum de 1999 sur la mise en œuvre de l'*Accord sur l'identité et les droits des peuples autochtones* est une dure défaite à encaisser. Elle marque l'ensemble du mouvement autochtone, qui n'a pu concrétiser ses ambitions et n'a pas réussi à mobiliser la population pour qu'elle exerce son droit de vote. Du côté des réussites, la criminalisation de la discrimination raciale par le Congrès réoriente les activités des mouvements autochtones : DEMA et CONAVIGUA consacrent leurs énergies à l'application de cette disposition légale, notamment en travaillant sur l'enjeu du costume traditionnel. L'ouverture limitée de l'espace politique a profité au mouvement autochtone, l'élection de Rosalina Tuyuc, fondatrice de CONAVIGUA, au Congrès en 1995 montrant que les institutions politiques traversent tout de même une petite révolution. La mise en œuvre des politiques s'avère donc un demi-échec pour les MSTPA étudiés. Il ressort de l'étude de cas que c'est la dernière étape qui est la plus difficile à concrétiser, ce qui est sans doute le cas pour beaucoup de MST. Les MST des peuples autochtones du Guatemala peinent à ce que le processus se complète et se traduise par la mise en œuvre des changements de politiques consentis. Malgré leur travail, ils ne disposent pas de la puissance ni des moyens des acteurs étatiques pour se faire entendre.

Le modèle de boomerang de Keck et Sikkink a reçu une critique de Francesca Poletta à laquelle je me suis adressée en particulier : le lien entre les acteurs transnationaux et leur base domestique n'a été que peu étudié²⁹⁰. Ce mémoire visait en partie à combler ce fossé théorique en décortiquant trois MST des peuples autochtones à partir de leur base nationale jusque dans l'arène internationale. De plus, il a tenté d'apporter un nouvel éclairage à ce modèle théorique en l'appliquant à un autre type

²⁹⁰ Francesca Poletta, « Review : Activists Beyond Borders », 96.

d'acteur (les MSTPA) et en s'intéressant à leurs activités transnationales *et* nationales. Par contre, il s'est avéré ardu d'associer directement les transformations de politiques à l'exercice de l'influence de ces seuls mouvements. Les changements politiques ne sont pas uniquement attribuables aux activités des trois MST analysés, mais ils ont tout de même été des figures marquantes au sein du mouvement maya.

Pour pallier au fait de ne pas réaliser d'enquête sur le terrain, en particulier par rapport à *Majawil Q'ij*, les réseaux Internet ont été mis en exergue. Les activités des réseaux Internet se sont révélées déterminantes et des études futures pourraient s'attarder davantage à leur rôle dans les changements de politiques publiques. De plus, il serait intéressant de poursuivre l'étude afin de couvrir la période contemporaine et voir comment le processus de boomerang s'applique aux développements récents autour des questions autochtones. Enfin, le nouvel accès des MSTPA à l'arène politique mériterait que l'on s'y attarde davantage. L'analyse des partis politiques et leurs liens avec les mouvements sociaux transnationaux des peuples autochtones pourraient révéler de nouvelles pistes de recherches quant à la transformation des luttes politiques au Guatemala.

BIBLIOGRAPHIE

- Adler Hellman, Judith. 1992. « The Study of New Social Movements in Latin America and the Question of Autonomy ». Dans Arturo Escobar et Sonia E Alvarez, dir., *The Making of Social Movements in Latin America: Identity, Strategy, and Democracy*. Toronto : York University, 52-62.
- Agence France-Presse. « Protestors Demanding Dissolution of Civilian Self-Defense Patrols Occupy OAS HQ ». *British Broadcasting Corporation*. BBC Summary of World Broadcasts. 29 octobre 1993.
- Amnesty international. 1996. « Guatemala : Human Rights and Indigenous Activists Attacked ». Dans *Human Rights Watch World Report 1997*. New York : Amnesty International (AI Index : AMR 34/13/96).
- Arias, Arturo. 1986. « La cultura, la política y el poder en Guatemala ». *Boletín de antropología americana* 13 (juillet) : 75-105.
- Asturias, Laura E. 2002. « Una energía imparable ». Guatemala : *La Tertulia, una ventana hacia las vidas de las mujeres* 5 (11), 9 mars. En ligne. <<http://www.la-tertulia.net/eds/2002/200211.htm#le Asturias>> (page consultée le 6 février 2006).
- Audet, François. 2003, mise à jour de juin. « Le Guatemala : cette paix qui n'en est pas une ». *Observatoire des Amériques*. Chronique 03-07. En ligne. <http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/Chro_0307_Guatemala.pdf> (page consultée le 21 janvier 2005).
- Balencie, Jean-Marc et Arnaud de La Grange, dir. 2001. « Guatemala ». Dans *Mondes rebelles : Guerillas, milices, groupes terroristes. L'encyclopédie des acteurs, conflits et violences politiques*. Paris : Michalon, 53-74.
- Barth, Maurice. 2000. *L'enfer guatémaltèque 1960-1996. Le rapport de la Commission « Reconstitution de la mémoire historique »*. Paris : CCFD-Karthala.
- Battistella, Dario. 2003. *Théories des relations internationales*. Paris : Presses de sciences po.
- Booth, John A. 1991. « Socioeconomic and Political Roots of National Revolts in Central America ». *Latin American Research Review* 26 (1), 33-73.
- Branfman, Judy. 1987. « Politics Affect Fiber Art Development », *Cultural Quarterly* 11 (1) : 53.
- Brockett, Charles D. 1998. *Land, Power and Poverty : Agrarian Transformation and Political Conflict in Central America*. Boulder : Westview Press.

- Brysk, Alison. 2000. *From Tribal Village to Global Village : Indian Rights and International Relations in Latin America*. Stanford : Stanford University Press.
- Brysk, Alison. 1996. « Turning Weakness into Strength : The Internationalization of Indian Rights ». *Latin American Perspectives* 23 (2) : 38-57.
- Brysk, Alison. 1993. « From Above and Below. Social Movements, the International System, and Human Rights in Argentina ». *Comparative Political Studies* 26 (3) : 259-285.
- Bugerman, Susan D. 1998. « Mobilizing Principles : The Role of Transnational Activists in Promoting Human Rights Principles ». *Human Rights Quarterly* 20 (4) : 905-923.
- Camacho, Daniel. 1987. « Introducción. Centroamérica : la paz, la guerra y los movimientos sociales ». *Ciencias Sociales* 36 (juin), 7-18.
- Cazales, Anne. 1997. « Au Guatemala, des Indiennes organisent la lutte ». Fondation Charles-Léopold Mayer. Initiatives Irénée: ressources, alliance et propositions pour la paix. Expériences de paix en 1997. En ligne. <<http://www.irenees.net/fiches/fiche-dph-3776.html>> (page consultée le 2 juin 2006).
- Chinchilla, Fernando. 1999. *Transitions à partir d'un acte de paix. Paix et transition vers la démocratie au Guatemala et au El Salvador*. Mémoire de maîtrise. Département de science politique. Université de Montréal. 1-7.
- Clark, Ann Marie. 1995. « Non-Governmental Organizations and Their Influences on International Society ». *Journal of International Affairs* 48 (2), 507-525.
- Cleary, Matthew R. 2000. « Democracy and Indigenous Rebellion in Latin America ». *Comparative Political Studies* 33 (9) : 1123-1153.
- Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD). 1994 « Rapports présentés par les États partie en fonction de l'article 9 de la Convention. Sixième rapport périodique devant être présenté en 1994. Guatemala ». Organisation des Nations Unies. Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. CERD. 11 novembre. En ligne. <[http://193.194.138.190/tbs/doc.nsf/\(Symbol\)/74bbdd55cf6dea3f8025655b003d56be?Opendocument](http://193.194.138.190/tbs/doc.nsf/(Symbol)/74bbdd55cf6dea3f8025655b003d56be?Opendocument)> (page consultée le 7 juin 2006).
- CONAVIGUA. 17 février 2005. « CONAVIGUA : Manifiesta y denuncia publicamente ». FHRG. Guatemala News. En ligne. <<http://www.fhrg.org/mambo/index.php?option=content&task=view&id=124>> (page consultée le 6 juin 2006).

- CONAVIGUA. Non daté. « Artesania Ixchel ». CONAVIGUA. En ligne. <<http://members.tripod.com/CONAVIGUA/artesania.html>> (page consultée le 31 mai 2006).
- CONAVIGUA. Non daté. « Bienvenidos a CONAVIGUA ». CONAVIGUA. En ligne. <<http://www.members.tripod.com/conavigua/>> (page consultée le 5 juin 2006).
- CONAVIGUA. Non daté. « Cuales son los Objetivos de CONAVIGUA ». CONAVIGUA. En ligne. <<http://members.tripod.com/CONAVIGUA/cuales.html>> (page consultée le 7 juin 2006).
- CONAVIGUA. Non daté. « Damos a conocer ». CONAVIGUA. En ligne. <<http://www.members.tripod.com/conavigua/>> (page consultée le 4 juin 2006).
- CONAVIGUA. Non daté. « Departamento Juridico de CONAVIGUA ». CONAVIGUA. En ligne. <<http://members.tripod.com/CONAVIGUA/juridico.html>> (page consultée le 5 juin 2006).
- CONAVIGUA. Non daté. « Dossier Guatemala a grandes rasgos : El movimiento popular ». Nodo50. Grupo antimilitarista de Caranbachel : Movimiento de objeción de conciencia de Madrid. En ligne. <http://www.nodo50.org/moc-carabanchel/campa%F1as/contrala_guerra/guatemala/movimiento_popular.htm#conavigua> (page consultée le 31 mai 2006).
- Cortell Andrew P. et James W. Davis Jr. 2000. « Understanding the Domestic Impact of International Norms : A Research Agenda ». *The International Studies Review* 2 (1), 65-87.
- Crosby, Alison Diana. 2002. *A Moment of Truth? Towards Transformative Participation in Postwar Guatemala*. Thèse de doctorat. Département de sociologie. Université de York.
- Defensoría Maya. 2000. « Asamblea Anual Internacional “Consejo Internacional de Tratados Indios” ». Programa LaNeta. Defensoría Maya. En ligne. <<http://www.laneta.apc.org/rci/defmay/invita.html>> (page consultée le 27 juin 2006).
- Defensoría Maya. 2000. « Documento de análisis de Defensoría Maya. Reflexiones sobre el Acuerdo identidad y derechos de los pueblos indígenas a cinco años de su firma por el gobierno y la Unidad revolucionaria nacional guatemalteca - URNG- ». Programa LaNeta. Defensoría Maya. Propuestas políticas al estado y sociedad guatemalteca. En ligne. <<http://www.laneta.apc.org/rci/defmay/analisis.html>> (page consultée le 2 février 2006).
- Defensoría Maya. 1999. « Comunicado nacional e internacional. Con motivo del fin de año, siglo y milenio ». Pueblo Indio. Defensoría Maya. En ligne.

- <http://www.puebloindio.org/Defensoria_Maya/saludo1999.htm> (page consultée le 6 février 2006).
- Defensoría Maya. 1998. « Cómo se concibe la Defensoría Maya ». Programa LaNeta. Defensoría Maya. En ligne. <<http://laneta.apc.org/rci/defmay/>> (page consultée le 2 février 2006).
- Defensoría Maya. 1998. « El contexto político nacional de nacimiento de la Defensoría Maya ». Programa LaNeta. Defensoría Maya. En ligne. <<http://laneta.apc.org/rci/defmay/>> (page consultée le 2 février 2006).
- Defensoría Maya. 1998. « A nuestros lectores ». *Chuj Walijo'q* 1 (6). En ligne. <http://www.puebloindio.org/Defensoria_Maya/Maya_boletin6.htm>, (page consultée le 3 mars 2006).
- Defensoría Maya. 1997. « Participación internacional de la Defensoría Maya ». *Chuj Walijo'q* 1 (5). En ligne. <http://www.puebloindio.org/Defensoria_Maya/Maya_boletin5_part2.htm> (page consultée le 2 février 2006).
- Defensoría Maya. 1997. « La discriminación a los pueblos indígenas en la legislación nacional ». *Chuj Walijo'q* 1 (4). En ligne. <http://www.puebloindio.org/Defensoria_Maya/Maya_boletin4.htm> (page consultée le 25 mai 2006).
- Defensoría Maya. 1997. « Levantémonos. Cada día estamos peor ». *Chuj Walijo'q* 1 (2). En ligne. <http://www.puebloindio.org/Defensoria_Maya/Maya_boletin2.htm> (page consultée le 25 mai 2006).
- Dictaan-Bang-oa, Eleanor et Jack G. L. Medrana. 2004. « The Guatemala Peace Agreements of 1996 : A Case Study ». Dans Chandra K. Roy, Vicky Tauli-Corpuz and Amanda Romero-Medina, dir., *Beyond the Silencing Guns*. Baguio City (Philippines) : Tebtebba Foundation, Indigenous People's International Center for Policy Research and Education, 106-126.
- Edelman, Marc. 2001. « Social Movements : Changing Paradigms and Forms of Politics ». *Annual Review of Anthropology* 30 : 285-317.
- Fondation Rigoberta Menchú Tum. 31 janvier 2005. « Guatemala : A 25 años de la masacre en la Embajada de España ». Gloobal. Comunicados. En ligne. <<http://www.gloobal.info/iepala/gloobal/hoy/index.php?canal=Noticias&id=789>> (page consultée le 3 juin 2006).
- Forsythe, David. 1991. *The Internationalization of Human Rights*. Lexington, MA : D.C. Heath.

- Fougier, Eddy. 2003. « L'influence des mouvements contestataires ». Communication, Colloque *Les mobilisations antimondialisations*. Paris : Fondation nationale des sciences politiques, 3-5 décembre.
- Foundation for Human Rights in Guatemala. 2004. « Who are we ». FHRG. En ligne. <<http://www.fhrg.org/mambo/index.php?option=content&task=view&id=19&Itemid=30>> (page consultée le 6 juin 2006).
- Frayssinet, Fabiana. « Guatemala : Civil Groups Occupy Congress and OAS Building ». *IPS-Inter Press Service/Global Information Network*. 27 octobre 1993.
- Frassynet, Fabiana. « Guatemala : Relatives of Massacre Victims Demand Justice ». *IPS-Inter Press Service/Global Information Network*. 3 août 1992.
- Gloobal. 10 juillet 2006. « Page d'accueil ». Gloobal. En ligne. <<http://www.gloobal.info/>> (page consultée le 10 juillet 2006).
- Granados, Hector Rosada. 1986. « Sistema electoral y la participación política en Guatemala ». Dans *Los sistemas de partidos políticos en Centroamerica y las perspectivas de los procesos de democratización*. Guatemala (Guatemala) : ASIES (*Asociación de Investigación y Estudios Sociales*), 54.
- « Guatemala : Maya Indians Resume Resistance Campaign ». *IPS-Inter Press Service/Global Information Network* (Guatemala). 9 octobre 1992.
- Gurr, Ted Robert, Monty G. Marshall, et Deepa Khosla. 2000. *Peace and Conflict 2001. A Global Survey of Armed Conflicts, Self-Determination Movements, and Democracy*. College Park : Université du Maryland, Center for International Development and Conflict Management.
- Handler, Richard. 1994. « Is 'Identity' a Useful Cross-Cultural Concept? ». Dans John R. Gillis, dir., *Commemorations. The Politics of National Identity*. Princeton : Princeton University Press, 27-40.
- Hawkins, Darren. 1999. « Transnational Activists as Motors for Change ». *International Studies Review* 1 (1) : 119-122.
- « Human Rights : Central America to sweep Carter Awards ». *Global Information Network* (Washington). 27 septembre 1991.
- « Human Rights : Latin America's slate is far from clean, NGOs says ». *IPS-Inter Press Service/Global Information Network*. 10 décembre 1993.
- Huff, Leah Alexandra. 2004. *Being Maya: The (Re)Construction of Indigenous Cultural Identity in Guatemala*. Kingston : Queen's University.
- Huntington, Samuel. 1991. *The Third Wave : Democratization in the Late Twentieth Century*. Norman : University of Oklahoma Press.

- Huntington, Samuel. 1973. « Transnational Organizations in World Politics », *World Politics* 25 (3) : 333-368.
- INE (*Instituto Nacional de Estadística*). 1988. *Encuesta nacional sociodemográfica 1986-1987*. Guatemala Ciudad, Guatemala : INE 3 (1).
- International Indian Treaty Council. 2001. « Declaracion Wo'o' Kame ». International Indian Treaty Council. OAS Declaration for the Rights of Indigenous Peoples. Declaracion Wo'o' Kame. 18 et 19 janvier 2001. En ligne.
<http://www.treatycouncil.org/section_21112.htm> (page consultée le 15 février 2006).
- Jepperson Ronald L., Alexander Wendt et Peter J. Katzenstein. 1996. « Norms, Identity and Culture in National Security ». Dans Peter J. Katzenstein, dir., *The Culture of National Identity. Norms and Identity in World Politics*. New York : Columbia University Press, 33-78.
- Jonas, Susanne. 2000. *Of Centaurs and Doves. Guatemala's Peace Process*. Boulder, Colo.: Westview Press.
- Jonas, Susanne. 1991. *The Battle for Guatemala. Rebels, Death Squads and U.S. Powers*. Boulder Colo. : Westview Press.
- Jonas, Susanne. 1976. « Class-Quake in Guatemala » *American Friends in Guatemala, Guatemala and Central America Report*, juin.
- Keck, Margaret et Kathryn Sikkink. 1998. *Activists Beyond Borders*. Ithaca: Cornell University Press.
- Keohane, Robert O. et Joseph S. Nye. 1979. « Transnational Relations and World Politics: An Introduction », *International Organization* 25 (été), 329-349.
- Kingsbury, Benedict. 2005. « Indigenous Peoples in Asia : Legal Trends and Prospects », Conference on *Indigenous Struggles in the Americas and Around the World : Land, Autonomy, And Recognition*. Toronto : CERLAC-Université de York, 10 et 11 février 2005.
- Kriesberg, Louis. 1997. « Social Movements and Global Transformation ». Dans Jackie Smith, Charles Chatfield et Ron Pagnucco, dir., *Transnational Social Movements in Global Politics : Solidarity Beyond the State*. Syracuse : Syracuse University Press, 3-18.
- Kriesi, Hanspeter. 1995. « The Political Opportunity Structure of New Social Movements ». Dans Craig J. Jenkins et Bert Klandermas, dir., *The Politics of Social Protests*. Minneapolis : University of Minnesota Press, 167-198.

- Lem Masc, Victor. 2003, mise à jour du 10 février. « Les Accords de paix et les peuples autochtones ». Organisation internationale du travail. Études et articles – Guatemala. En ligne <<http://www.oit.or.cr/unfip/estudios/acuerdopaz.htm>> (page consultée le 24 avril 2005).
- Lipschultz, Ronnie. 1992. « Reconstructing World Politics : The Emergence of Global Civil Society ». *Millennium* 21, 389-420.
- Lovell, W. George. 1998. « Le Songe du Diable ». *Canadian Geographer* 42 (2) : 214-216.
- Lutz, Ellen et Nicole Yukna. 2004. « Adressing Indigenous Rights at the United Nations ». *Cultural Survival Quartely* 28 (3) : 23-26.
- Macleod, Alex, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour, dir. 2004. « Agence/Structure, Débat », « Critique, Théorie », « Identité ». Dans *Relations internationales. Théories et concepts*. Outremont : Athéna/Cepes.
- Macleod, Alex, Isabelle Masson et David Morin. 2004. « Identité internationale, sécurité et la théorie des relations internationales ». *Revue Études internationales* 35 (1) : 7-24.
- Martinez-Salazar, Eglá. 2000. « Guatemalan Mayan women : threatened peace and citizenship from below ». *Canadian Woman Studies* 20 (3) : 172-175.
- Masson, Isabelle. 2004. « Le constructivisme ». Dans Alex Macleod, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour, dir., *Relations internationales. Théories et concepts*. Outremont : Athéna, 32.
- McAdam, Doug, Sidney Tarrow et Charles Tilly. 2001. « Conclusions ». Dans *Dynamics of Contention*. Cambridge: Cambridge University Press, 301-348.
- Miller, Valerie et Kenneth F. Sharpe. 10 décembre 1991. « 12000 Women's Against an Army. Guatemala : Widow's Groups are defiantly exercising one basic human right : To bury their dead ». *Los Angeles Times* (Los Angeles). B7.
- Montealegre, Hernan. (1982). « Security of the state and human rights ». Dans Alfred T. Hennelly et John P. Langan dir., *Human rights in the Americas : The struggle for consensus*. Washington, D.C. : Georgetown University Press.
- Nelson, Diane M. 1994. « Gendering the Ethnic-National Question : Rigoberta Menchu Jokes and the Out-Skirts of Fashioning Identity ». *Anthropology Today* 10 (6) : 3-7.
- Nodo50. Non daté. « FAQ de Nodo50 ». Nodo 50. En ligne. <<http://www.nodo50.org/faq.htm>> (page consultée le 7 juin 2006).

- O'Brien, Robert et Anne Marie Goetz, Jan Aart Scholte et Marc Williams. 2000. *Contesting Global Governance : Multilateral Institutions and Global Social Movements*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Organisation des États Américains. 2000. « Délégués gouvernementaux et communautés autochtones étudient un texte de déclaration ». OÉA. *Développements récents à l'Organisation des États Américains*. Janvier-février. En ligne. <<http://www.oas.org/main/main.asp?sLang=F&sLink=http://www.oas.org/oaspa/ge/searchform.asp>> (page consultée le 27 juin 2006).
- Organisation des États Américains. 1995. *Annual Report of Inter-American Commission on Human Rights 1994*. Washington, D.C. : Commission interaméricaine des Droits de l'Homme, 17 février.
- Organisation des États Américains. 1994. *Press Communiqué 6/94*. Washington, D.C. : Commission interaméricaine des Droits de l'Homme, 8 mars 1994.
- Organisation des États Américains. 1994. *Annual Report of the Inter-American Commission on Human Rights 1993*. Washington, D.C. : Commission interaméricaine des Droits de l'Homme, 11 février 1994.
- Organisation des Nations Unies. 2004. *Résolution 59/174. Deuxième Décennie internationale des populations autochtones*. New York : Assemblée générale. Résolution adoptée sur les rapports de la Troisième commission. 59^e session, 74^e séance plénière, 20 décembre, 1-3.
- Organisation des Nations Unies. 2003. *El racismo, la discriminación racial, la xenofobia y todas las formas de discriminación*. New York : Conseil économique et social. Commission des Droits de l'Homme. E/CN.4/2003/NGO/123, 12 mars.
- Organisation des Nations Unies. 2003. *Le PNUD et les Peuples Autochtones : Une Politique d'Engagement*. New York : PNUD. En ligne. <<http://www.undp.org/cso/policies/doc/IPPolicyFrench.doc>> (page consultée le 12 mai 2006).
- Organisation des Nations Unies. 2002. *Application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Deuxième rapport périodique présenté par les États parties en vertu des articles 16 et 17 du Pacte : Guatemala*. New York : Conseil économique et social. Session de fond de 2002, 10 février.
- Organisation des Nations Unies. 2001. *Droits de l'homme et questions relatives aux populations autochtones. Résolution de la Commission des Droits de l'Homme 2001/57*. New York : Conseil économique et social. Commission des Droits de l'Homme. 76^e séance, 24 avril. En ligne. <http://ap.ohchr.org/documents/F/CHR/resolutions/E-CN_4-RES-2001-57.doc> page consultée le 8 juin 2006).

- Organisation des Nations Unies. 2000. *Résolution 2000/22. Création d'une instance permanente sur les questions autochtones*. Genève : Conseil économique et social. 45^e session, 28 juillet. En ligne. <<http://www.unhchr.ch/Huridocda/Huridoca.nsf/TestFrame/2a06bb1b8017abf3c12569b4003a8e06?Opendocument>> (page consultée le 28 mai 2006).
- Organisation des Nations Unies. 1998. *Consideration of Reports submitted by State parties under Article 44 of the Convention. Second periodic reports of States parties due in 1997. Guatemala*. New York : Convention sur les droits de l'enfant, Comité sur les droits de l'enfant. 65^e session, Addendum 10, 7 octobre.
- Organisation des Nations Unies. 1996. « Le point sur les droits de la personne ». Genève : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. *Question and Answers Research Papers*, Research/Evaluation. <<http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/home/opendoc.htm?tbl=RSDCOI&page=research&id=3ae6a81310>> (page consultée le 14 juin 2006).
- Organisation des Nations Unies. 1995. *Résolution 1995/32. Création d'un groupe de travail de la Commission des Droits de l'Homme chargé d'élaborer un projet de déclaration conformément au paragraphe 5 de la résolution 49/214 de l'Assemblée générale*. New York : Conseil économique et social. 52^e séance plénière, 25 juillet, 1-2.
- Organisation des Nations Unies. 1994. *Rapport de la sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des droits des minorités sur les travaux de sa quarante-sixième session*. Genève : Conseil économique et social, Commission des Droits de l'Homme, sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des droits des minorités. 46^e session, 1-26 août, 24.
- Organisation des Nations Unies. 1993. *Résolution 48/163. Décennie internationale des populations autochtones*. New York : Assemblée générale. 48^e session, Résolution adoptée sur les rapports de la Troisième commission, 86^e séance plénière, 21 décembre, 1-4.
- Organisation des Nations Unies. 1990. *Résolution 45/164. Année internationale des populations autochtones*. New York : Assemblée générale. 45^e session, Résolution adoptée sur les rapports de la Troisième commission, 69^e séance plénière, 18 décembre, 299-300.
- Otzoy, Irma. 2001. « Maya Clothing and Identity ». Dans Edward F. Fischer et R. McKenna Brown, dir., *Maya Cultural Activism in Guatemala*. Austin : University of Texas Press, 141-155.
- OXFAM America. 2006. « DEMA. Defensoría Maya ». OXFAM America. Partners. En ligne. <http://www.oxfamamerica.org/partners/dema_partner> (page consultée le 6 février 2006).

OXFAM Canada. 2000. *Annual Report 1999*. Ottawa : Oxfam Canada.

Peace Brigades International. 2006, mise à jour du 19 juin. « Page d'accueil ». Peace Brigades International. Page d'accueil. En ligne. <<http://www.peacebrigades.org/index.html>> (page consultée le 22 juin 2006).

Peace Brigades International. 2006, mise à jour de février. « What We Do ». Peace Brigades International. About Peace Brigades International. En ligne. <<http://www.peacebrigades.org/workoverview.html>> (page consultée le 4 avril 2006).

Peace Brigades International. 1997, mise à jour de septembre 2005. « Proyecto de Guatemala. Organizaciones de Guatemala ». Peace Brigades International. PBI-Guatemala. En ligne. <<http://www.peacebrigades.org/guatemala/guatemala.php?pagina=orgs>> (page consultée le 12 avril 2006).

Plataforma de Solidaridad con Chiapas, Oaxaca y Guatemala de Madrid. 11 janvier 2005. « Comunicado de *MAJAWIL Q'IJ*: Condenan represión en contra de campesinos e indígenas en la Aldea Los Encuentros en el Municipio de Sololá? ». Plataforma de Solidaridad con Chiapas, Oaxaca y Guatemala. Guatemala noticias. En ligne. <<http://nodo50.org/pchiapas/guate/noticias/solola3.htm>> (page consultée le 2 février 2006).

Plataforma de Solidaridad con Chiapas, Oaxaca y Guatemala de Madrid. Non daté. « ¿Que hacemos? ». Nodo50. Organizaciones en Nodo50. Plataforma de Solidaridad con Chiapas. La Plataforma. En ligne. <<http://www.nodo50.org/pchiapas/plataforma.htm>> (page consultée le 2 février 2006).

Plataforma de Solidaridad con Chiapas, Oaxaca y Guatemala de Madrid. Non daté. « Quienes somos la Plataforma (LaPlata)? ». Nodo50, Organizaciones en Nodo50, Plataforma de Solidaridad con Chiapas, La Plataforma. En ligne. <<http://www.nodo50.org/pchiapas/plataforma.htm>> (page consultée le 2 février 2006).

Poletta, Francesca. 1999. « Activists Beyond Borders : Advocacy Networks in International Politics ». *Contemporary Sociology* 28 (1) : 96-97.

Pop, Amilcar. 2003, mise à jour du 10 février. « La Juridicidad Desde la Cosmovisión Maya ». Organisation internationale du travail, Estudios y artículos - Guatemala. En ligne <<http://www.oit.or.cr/unfip/estudios/juridic.htm>> (Page consultée le 8 mars 2006).

Prado, Tania Palencia et David Holiday. 1996. *Vers un nouveau rôle de la société civile dans la démocratisation du Guatemala*. Montréal : Centre international des droits de la personne et du développement démocratique.

- Projet Accompagnement Québec-Guatemala. 2006, mise à jour du 22 juin. « Partenaires au Guatemala ». Projet Accompagnement Québec-Guatemala. Projet Accompagnement. En ligne. <http://www.paqg.org/article.php3?id_article=6> (page consultée le 24 juin 2006).
- Projet Accompagnement Québec-Guatemala. 2006, mise à jour du 22 juin. « Présentation ». Projet Accompagnement Québec-Guatemala. Présentation. En ligne. <http://www.paqg.org/article.php3?id_article=10> (page consultée le 24 juin 2006).
- Projet Accompagnement Québec-Guatemala. 2003. « Entrevue avec Rosalina Tuyuc ». PAQG. *Revue d'actualités*, novembre-décembre. En ligne. <http://www.paqg.org/article.php3?id_article=21&sq=revue> (page consultée le 2 juin 2006).
- Prokaska, Lee. 9 avril 1992. « Newspaper ads to carry message to Guatemala ». *Toronto Star Newspapers* (Toronto). B2.
- Reding, Andrew. 1997. « Democracy and Human Rights in Guatemala ». World Policy Institute. En ligne. <<http://www.ciaonet.org/wps/rea01/index.html>> (page consultée le 20 mars 2006).
- Rico, Maïté. 1999. « À qui pardonner? », *Le Courrier de l'UNESCO* 52 (décembre) : 21. En ligne <<http://unesdoc.unesco.org/images/0011/001182/118279f.pdf>> (page consultée le 2 juin 2006).
- Risse, Thomas. 2002. « Transnational Actors and World Politics ». Dans W. Carlsnaes, T. Risse et B. Simmons, dir., *Handbook of International Relations*. Londres : Sage, 255-274.
- Risse-Kappen, Thomas. 1995. «Bringing Translations Relations Back In : Introduction ». Dans Risse-Kappen T. dir., *Bringing Transnational Relations Back In : Non-State Actors, Domestic Structures and International Institutions*. Cambridge : Cambridge University Press, 3-33.
- Robin, Corey. 2004. « Dedicated to Democracy : A Review of *The Last Colonial Massacre: Latin America in the Cold War* by Greg Grandin ». *London Review of Books online* 26 (22). En ligne. <<http://www.lrb.co.uk/index.php>> (page consultée le 9 décembre 2004).
- Rodriguez, George. « Guatemala : President's Peace Initiative Greeted with Skepticism », *IPS-Inter Press Service/Global Information Network*, 12 juillet 1993.
- Roseneau, James. 1999. « Toward an Ontology for Global Governance ». Dans Martin Hewson et Timothy J. Sinclair, dir., *Approaches to Global Governance Theory*. Albany, NY : State University of New York Press, 287-301.

- Rucht, Dieter. 1999. « The Transnationalization of Social Movements : Trends, Causes, Problems. ». Dans Della Porta, Donatella, Hanspeter Kriesi et Dieter Rucht dir., *Social Movements in a Globalizing World*. Londres : Macmilland Press, 206-222.
- Sac Coyoy, Audelino. 2003, mise à jour du 10 février. « Los Derechos Indígenas y la Espiritualidad Maya ». Organisation internationale du travail. Estudios y artículos – Guatemala. En ligne.
<<http://www.oit.or.cr/unfip/estudios/Espiritualidad.htm>> (page consultée le 8 mars 2006).
- Schibli, Ernie. 2002. « Déjà vu in Guatemala ». *Catholic New Times* 26 (18), 17 novembre : 9.
- Scholte, Jan Aart. 1999. « Activists Beyond Borders : Advocacy Networks in International Politics ». *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)* 75 (2) : 394.
- Sieder, Rachel. 1997. « Reframing Citizenship : Indigenous rights, Local Power and the Peace Process in Guatemala ». Dans Jeremy Armon, Rachel Sieder and Richard Wilson, dir., *Accord : Negotiating Rights. The Guatemalan Peace Process*. Accord Home. Accord Series. Guatemala. Rachel Sieder. En ligne.
<<http://www.c-r.org/accord/guat/accord2/sieder.shtml> > (page consultée le 15 février 2006).
- Sikkink, Kathryn. 1998. « Transnational Politics, IR Theory and HR », *PS Online* 31 (3) : 517-521.
- Sikkink, Kathryn. 1991. *The Effectiveness of U.S. Human Rights Policy : The Case of Argentina and Guatemala*. Washington, D.C : 16^e Congrès international de l'Association des études latino-américaines.
- Smith, Jakie. 1999. « Activists Beyond Borders : Advocacy Networks in International Politics ». *The American Political Science Review* 93 (3) : 757-758.
- Spanish Newswire Services. « Guatemala-Racismo. Portero de la discoteca condenado por impedir la entrada a indígena ». *Efe News Services* (États-Unis). 28 mai 2005.
- Spanish Newswire Services. « Guatemala-Exhumaciones. Organización humanitaria inicia búsqueda de victimas de guerra ». *Efe News Services* (États-Unis). 4 mars 2005.
- Spanish Newswire Services. « Guatemala-Exhumaciones. Organización viudas busca 200 osamentas de victimas guerra civil ». *Efe News Services* (États-Unis). 10 février 2003.
- Spanish Newswire Services. « Guatemala-Indigenas. Guatemala Sera Sede de Asamblea de Consejo Mundial Indigena ». *Efe News Services* (États-Unis). 4 juillet 2000.

- Spanish Newswire Services. « Guatemala-España. Rigoberta Menchú confía en que audiencia española hara justicia ». *Efe News Services*, (États-Unis). 14 février 2000.
- Spanish Newswire Services. « Guatemala Elecciones. Diputada de Izquierda Denuncia Machismo y Racismo contra mujer ». *Efe News Services* (États-Unis). 16 juin 1999.
- Stanley, William et David Holiday. 2002. « Broad Participation, Diffuse Responsibility : Peace Implementation in Guatemala ». Dans Donald Rothchild, Stephen Stedman et Elizabeth Cousens, dir., *Ending Civil Wars : The Implementation of Peace Agreements*. Boulder, Colo. : Lynne Rienner, 421-462.
- Stone, Diane. 2002. « Introduction : Global Knowledge and Advocacy Networks », *Global Networks* 2 (1) : 1-11.
- Stone, Maria. 18 octobre 1990. « Women : Victim of the Hidden War – The Murder of Journalist Myrna Mack has Highlighted the Activities of Guatemala’s Military-Backed Death Squads ». *The Guardian* (Londres).
- « Students, Unionists Back Group Occupying OAS Building ». United Press International (Guatemala City). 4 novembre 1993.
- Sturm, Circe. 1996. « Old Writing and New Messages : The Role of Hieroglyphic Literacy in Maya Cultural Activism ». Dans Edward F. Fischer et R. McKenna Brown dir., *Maya Cultural Activism in Guatemala*. Austin, Texas : Presses de l’Université du Texas, 114-130.
- Tarrow, Sidney. 2005. *The New Transnational Activism*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Tarrow, Sidney. 2001. « Transnational Politics : Contention and Institutions in International Politics ». *Annual Review of Political Science* 4, 1-23.
- Tarrow, Sidney. 1994. *Power in Movements, Social Movements, Collective Action and Politics*. New York : University of Cambridge Press, 86-88.
- U.S. Department of State. 1997. « Guatemala Human Rights Practices, 1996 ». Dans *1996 Human Rights Report*. Washington, D.C. : U.S. Department of State Dispatch, février.
- U.S. Department of State. 1996. « Guatemala Human Rights Practices, 1995 ». Dans *1995 Human Rights Report*. Washington, D.C. : U.S. Department of State Dispatch, mars.
- U.S. Department of State. 1995. « Guatemala Human Rights Practices, 1994 ». Dans *1994 Human Rights Report*. Washington, D.C. : U.S. Department of State Dispatch, février.

- U.S. Department of State. 1994. « Guatemala Human Rights Practices, 1993 ». Dans *1993 Human Rights Report*. Washington, D.C.: U.S. Department of State Dispatch, février.
- Warren, Kay B. 2002. « Voting Against Indigenous Rights in Guatemala ». Dans Kay B. Warren et Jean E. Jackson, dir. *Indigenous Movements, Self-Representation, and the State in Latin America*. Austin : University of Texas Press : 149-180.
- Wendt, Alexander. 1999. *Social Theory of International Politics*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Wendt, Alexander. 1996. « Identity and Structural Change in International Politics ». Dans Yosef Lapid et Friedrich Kratochwil, *The Return of Culture and Identity in IR Theory*. Boulder, Colo. : Lynne Rienner, 47-64.
- Winner. 2005. « *Majawil Q'ij – El Nuevo Amanecer* ». Winner. Women into the New Network for Entrepreneurial Reinforcement, Comunidad de organizaciones. En ligne.
<http://www.winnernet.org/esp/portal_pub/organizaciones/organizacion.php>
(page consultée le 5 juin 2006).
- « Women's Day : A Year of Living Dangerously. The World : From famine to fundamentalism – women lay their lives on the line in defence of their rights ». *The Guardian* (Londres). 6 mars 1995. T4.
- Yashar, Deborah J. 1999. « Democracy, Indigenous Movements, and the Postliberal Challenge in Latin America ». *World Politics* 52 (1) : 76-104.
- Yashar, Deborah J. 1998. « Contesting Citizenship : Indigenous Movements and Democracy in Latin America ». *Comparative Politics* 31 (1) : 23-42.
- Yashar, Deborah J. 1996. « Indigenous Protest and Democracy in Latin America ». Dans Jorge I. Domiguez et Abraham Lowenthal, dir., *Constructing Democratic Governance : Latin America and the Caribbean in the 1990s, Themes and Issues*. Baltimore : John Hopkins University Press, 87-105.
- Ylä-Antilla, Tuomas. 2003. « How Global Public Debates Enter National Contexts : The Case of Finnish Associations at the World Social Forum ». Communication, Colloque *Les mobilisations antimondialisations*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 3-5 décembre.
- Zahar, Marie-Joëlle. 2004. « Les « nouvelles » relations internationales ». Dans Diane Éthier, *Introduction aux relations internationales*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, Paramètres, 250-281.
- Zapeta, Estuardo. 1994. « Guatemala : Maya Movement at the Political Crossroads ». *Abya Yala News* 8 (3). En ligne. <<http://hartford-hwp.com/archives/41/040.html>>
(page consultée le 2 février 2006).

ANNEXE 1 : LISTE DES ORGANISATIONS GUATÉMALTÈQUES, PAR PEACE BRIGADES INTERNATIONAL

C'est à partir d'une liste d'organisations du Guatemala élaborée par Peace Brigades International que des recherches ont été entreprises afin de mener une étude de trois cas de mouvements sociaux transnationaux/transnationalisés des peuples autochtones du Guatemala. Cette annexe contient uniquement les organisations qui proviennent des secteurs d'activités pertinents pour la recherche (organisations culturelles et éducatives, organisations de défense des droits humains et organisations féministes et organisations-parapluies multisectorielles). Les organisations marquées d'une astérisque (*) bénéficient de l'accompagnement protecteur de PBI. Les trois organisations constituant l'étude de cas ont été choisies en fonction de la définition de MSTPA qui a été retenue et de la documentation disponible.

Organisations culturelles et éducatives

ALMG	Académie des langues mayas du Guatemala (<i>Academia de Lenguas de Guatemala</i>)
AEMG	Associations des écrivains mayas du Guatemala (<i>Asociación de Escritores Mayences de Guatemala</i>)
CAMI	Centre d'activités et de recherche (<i>Centro de Actividades Múltiples e Investigación</i>)
CECMA	Centre d'étude de la culture maya (<i>Centro de Estudios de la Cultura Maya</i>)
CEDIM	Centre de documentation et de recherche maya (<i>Centro de Documentación e Investigación Maya</i>)
Centre Frère Bartolomé de las Casas*	(<i>Centro Fray Bartolomeo de las Casas</i>)
CIEP*	Centre de recherche et d'éducation populaire (<i>Centro de Investigación y Educación Popular</i>)
CNEM	Conseil national d'éducation maya (<i>Consejo Nacional de Educación Maya</i>)
Nouvelle Aurore*	(<i>Majawil Q'ij</i>)
ONEGUA	Organisation des Noirs du Guatemala (<i>Organización de Negras en Guatemala</i>)
OKMA	<i>Oxlajuuj K'eej Mayab' Ajtz'iib</i> (Traduction du maya non disponible)

Organisations de défense des droits humains

ACI	Alliance contre l'impunité (<i>Alianza Contra la Impunidad</i>)
AGJ*	Association des juristes du Guatemala (<i>Asociación Guatemalteca de Juristas</i>)
ASODHI	Association des droits humains de l'Ixcán (<i>Asociación de Derechos Humanos del Ixcán</i>)

CALDH*	Centre pour l'action légale en matière de droits humains (<i>Centro para la Acción Legal en los Derechos Humanos</i>)
CDHG*	Commission guatémaltèque des droits humains (<i>Comisión de Derechos Humanos de Guatemala</i>)
CERJ*	Conseil des Communautés ethniques - Runujel Junam (<i>Consejo de Comunidades Etnicas – Runujel Junam</i>)
CIEPRODH	Centre de recherche, d'étude et de promotion des droits humains (<i>Centro de Investigación, Estudio y Promoción de Derechos Humanos</i>)
CONADEHGUA*	Coordination nationale des droits humains au Guatemala (<i>Coordinadora Nacional de Derechos Humanos de Guatemala</i>)
CORDHI	Coordination régionale des droits humains de l'Ixcán (<i>Coordinadora Regional de Derechos Humanos del Ixcán</i>)
DEMA*	Défense Maya (<i>Defensoría Maya</i>)
EAFG*	Équipe d'anthropologie légiste du Guatemala (<i>Equipo de Antropología Forense de Guatemala</i>)
FADS	Familles et amis contre la délinquance et la séquestration (<i>Familiares y Amigos Contra la Delincuencia y el Secuestro</i>)
FAMDEGUA*	Association guatémaltèque des familles de détenus/disparus (<i>Familiares de Detenidos y Desaparecidos de Guatemala</i>)
FMM	Fondation Myrna Mack (<i>Fundación Myrna Mack</i>)
FRMT	Fondation Rigoberta Menchú Tum (Fundación Rigoberta Menchú Tum)
ODHA*	Bureau des droits humains de l'archevêché (<i>Oficina de Derechos Humanos del Arzobispado</i>)

Autres organisations de droits humains, placées dans d'autres catégories:

*Majawil Q'ij**, dans la catégorie culturelle/éducative

CONAVIGUA*, dans la catégorie féministe

Organisations féministes

ACAF	Alliance civique des associations féminines (<i>Alianza Cívica de Asociaciones Femeninas</i>)
AGMU	Association guatémaltèque des femmes universitaires (<i>Asociación Guatemalteca de Mujeres Universitarias</i>)
AMTV	Regroupement des femmes Terre vivante (<i>Agrupación de Mujeres Tierra Viva</i>)
CMMG	Conseil des femmes mayas du Guatemala (<i>Consejo de Mujeres Mayas de Guatemala</i>)
COMIGUA	Coordination des organisations de femmes autochtones du Guatemala (<i>Coordinadora de Organizaciones de Mujeres Indígenas de Guatemala</i>)
CONAVIGUA*	Coordination nationale des veuves du Guatemala (<i>Coordinadora Nacional de Viudas de Guatemala</i>)
COPRODIMU	Collectif pour la promotion du développement complet de la femme (<i>Colectivo para la Promoción del Desarrollo Integral de la Mujer</i>)

DI Association des Filles d'Isabelle (*Asociación de Damas Isabelinas*)
 Fleurs unies (*Flores Unidas*)
 GRUFEPROMEFAM* Groupe féminin pour l'amélioration familiale (*Grupo Femenino Pro Mejoramiento Familiar*)

Ixmucané
 Mamá Maquín

Autres organisations féministes, placées dans d'autres catégories :
 GAM*, dans la catégorie de défense des droits humains
 FAMDEGUA*, dans la catégorie de défense des droits humains

Organisations-parapluies multi-sectorielles

COMG Conseil des organisations mayas du Guatemala (*Consejo de Organizaciones Maya de Guatemala*)
 COPMAGUA* Coordination des organisations du peuple maya du Guatemala (*Coordinación de Organizaciones del Pueblo Maya de Guatemala*)
 IUCM Instance maya d'unité et de consensus (*Instancia de Unidad y Consenso Maya*)
 UASP* Union d'action syndicale et populaire (*Unión de Acción Sindical y Popular*)

Source : Peace Brigades International, « Proyecto de Guatemala. Organizaciones de Guatemala », (Peace Brigades International, PBI-Guatemala, 1997) En ligne. <<http://www.peacebrigades.org/guatemala/guatemala.php?pagina=orgs>> (page consultée le 12 avril 2006).